

LA

49<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXIV

19 MARS 1967

NUMÉRO 1490



# DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Les oliviers de Gethsemani



# BIBLIOGRAPHIE

- *Les Catholiques français sous l'occupation*, par JACQUES DUQUESNE. — Un vol. in-8° carré de 478 pages. Prix : 24 F (t. l. i.). Editions Bernard Grasset, Paris.

C'est une histoire bien complexe que celle de ces années qui divisèrent la France si profondément, chacun des camps croyant bien servir l'honneur et la vie du pays. Le problème reste brûlant, même après vingt-cinq ans, et c'est une gageure que tente J. Duquesne d'écrire cette histoire. Et cependant cette tentative est nécessaire ; elle déblaye le terrain. Les documents sont là, et ils sont nombreux ceux qu'a dû lire l'auteur, sans négliger les archives inédites, les témoignages qu'il a pu recueillir, car le document seul pourrait donner une interprétation douteuse sinon fausse des faits. C'est déjà une lumière sur les questions bien discutées encore, et elles sont nombreuses. J. Duquesne ne les a pas esquivées. C'est l'intérêt de tout ce volume, où transparaît à chaque page la volonté de ne pas tricher avec les faits ou les hommes. Est-ce à dire que nous avons ici un bilan exhaustif, définitif ? Qui le penserait ? Des témoignages sont encore à produire et des archives encore inaccessibles. Ces pages du moins peuvent hâter leur manifestation.

## Un document du plus haut intérêt sur la presse des jeunes.

- *Presse Actualité*, revue de l'information, fait paraître en mars un numéro entièrement consacré à la presse des 4 à 24 ans : Etude des titres, leurs tirages, leur mode de diffusion, leur valeur, leur influence, etc.

Il est possible de se procurer ce numéro 5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup> contre 5 timbres à 0,30 F.

- *La Vie du Concile*, par Mgr NORBERT CALMELS, abbé général des Prémontrés. — Un vol. 14 × 21 cm, de 368 pages, relié pleine toile violette, sous jaquette illustrée. Prix : 33 F. Robert Morel, éditeur. Le Jas, 04-Forcailquier, Haute-Provence.

Mgr Calmels, d'abord abbé de Frigolet, avant d'être général des Prémontrés, a hérité de la veine du conteur provençal, Alphonse Daudet. Tout en disant avec précision l'histoire vécue par lui du Concile, il y apporte le don du détail pittoresque, piquant, qui ne nuit en rien à la dignité du Père conciliaire qui vit intensément les heures spirituelles du Concile. Bien des détails inédits, des textes qu'on ne connaissait que par quelques citations ou en résumé, en font vraiment un ouvrage neuf sur le Concile. L'esprit de saint Norbert — qui s'en étonnerait ? — qui affleure ici ou là ne dépasse pas ces pages, bien au contraire. La petite histoire ajoute ses anecdotes prises sur le vif, à la grande histoire. Ces lettres écrites durant le Concile étaient attendues avec joie des religieux auxquels elles étaient destinées. Nous croyons que clercs ou laïcs, qui ne sont pas de l'Ordre, les liront avec intérêt.

- *La Légende du quatrième roi*, par EDZAR SCHAPER. Traduite de l'allemand par RENÉ WITZEN ; mise en pages et illustrée par RAYMOND GID. — Un vol. 16 × 23 cm, de 116 pages, reliure toilée or, sous jaquette rhodoïd. Prix : 19,50 F. Casterman éditeur, Paris.

Cette légende d'un petit roi de Russie qui fait route, il y a deux mille ans, pour suivre l'étoile du Roi des Rois, avec les présents que permet son pays lointain, fera les délices des petits — et des grands. Ce quatrième roi n'arrivera qu'à l'heure du Calvaire ! mais que de leçons de religion, de charité chrétienne le lecteur goûtera en suivant ses pas ! Cette marche à l'étoile qui bute sur mille épreuves où éclatent l'humble générosité, le courage de la foi, c'est celle de l'humanité à la rencontre de son Sauveur, égayée d'une poésie humble mais vraie.

- *Missions sans frontières*, par FRANÇOISE MEIFREDY, avec la collaboration de ROBERT HERVET. — Un vol. 14 × 19 cm, de 320 pages, sous couverture plastifiée et illustrée en couleurs et 12 pages hors texte de photos. Editions France-Empire, Paris.

Ces pages où revivent les années terribles de la guerre ont été écrites par une femme qui les a vécues. Animatrice des « Amitiés africaines » qu'ont présidées le maréchal Franchet d'Espèrey, les généraux Georges et Dentz, soutenue par le général Frère, elle a roulé en « uniforme » dans ces camions qui apportaient le secours moral et matériel aux prisonniers français et africains. Ces missions avec tous leurs risques, les échecs, les incompréhensions devaient être racontées, comme elles le sont ici, simplement, brièvement, comme le fait courant d'hier, pour montrer que l'héroïsme n'est pas l'apanage des seuls champs de bataille.

- *Terre sainte, Terre de Chevalerie*, par MARIE-BLANCHE D'ARNEVILLE. — Un vol. 20 × 15 cm, de 368 pages, illustré de 18 cartes et de 20 planches de photos hors texte. Reliure éditeur pleine toile avec fers dorés. Prix : 24 F. Editions de Gigord.

L'auteur connaît bien la Palestine, cette terre d'histoire plus que millénaire centrée sur les années du Christ, histoire prestigieuse de notre salut dont toutes ces pages sont imprégnées. Terre aussi de chevalerie qui avec son idéal s'est adaptée aux besoins de notre siècle : Ordre souverain de Malte, Ordre équestre du Saint-Sépulcre perpétuant ainsi jusqu'à nous leur dévouement généreux à la cause du Christ dans ses membres souffrants. L'ouvrage s'achève par l'état des familles ayant pris part aux croisades et subsistant encore en notre temps, présenté par le baron Darye, conservateur aux Archives nationales. Ouvrage lourd d'histoire ardente et de noblesse.

- *Un nouvel âge œcuménique*. Ouvrage dû à la collaboration de théologiens protestants, catholiques et orthodoxes et au concours du Centre international d'information et de documentation sur l'Eglise conciliaire et du Conseil œcuménique des Eglises. — Un vol. 15 × 22 cm, de 400 pages. Prix : 24,70 F (t. l. c.). Editions du Centurion.

Un signe de ce « nouvel âge œcuménique » est cet ouvrage même où une bonne douzaine d'auteurs, des théologiens catholiques, orthodoxes, protestants expriment en toute liberté leurs convictions religieuses les plus profondes. Il n'y a pas si longtemps, un tel ouvrage était impensable ; mais comment trouver des points de rencontre, d'amorces de ponts, si on se fuit les uns les autres ? C'est un premier acte de charité d'écouter son prochain et il n'y a pas d'unité réalisable en dehors de la charité. Certes les éléments d'oppositions, durcis par la méfiance séculaire, ne manquent pas ! Les voici donc encore ; mais on ne veut plus du ton polémique — il n'est pas facile de s'en défaire après des siècles — et cette confrontation est un pas vers le dialogue voulu et recherché, et ceci est une grâce et on en a conscience. Un tel ouvrage ameublit le terrain où, avec la grâce de Dieu, germera l'unité.

- *La Maladie infantile des catholiques français*, par JOSEPH FOLLIET. Collection « Le fond du problème ». — Un vol. in-16° Jésus de 192 pages. Prix : 13 F. Editions Chronique sociale de France, Lyon.

Depuis le Concile s'est dessinée, ou plutôt s'est accentuée, une opposition entre catholiques français. Ce n'est ni la guerre, pourtant, ni simple malaise, suivant l'auteur, mais maladie infantile. Après une enquête de la *Chronique sociale de France*, sur les difficultés présentes en notre pays, J. Folliet en a tiré ce compte rendu analytique des 180 réponses reçues. On y retrouve la pensée des personnalités catholiques de tout bord, des groupes d'A. C., en somme toutes les nuances de la pensée catholique en France avec le diagnostic de l'animateur bien connu pendant de longues années de la revue lyonnaise. On connaît son style alerte, qui d'un mot croque une situation, et accroche le lecteur de la première à la dernière page.



# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

49<sup>e</sup> année — T. LXIV

Numéro 1490 — 19 mars 1967

## Le XIX<sup>e</sup> centenaire du martyre de saint Pierre et de saint Paul

*Exhortation apostolique « Petrum et Paulum » (1)*

A TOUS LES ÉVÊQUES EN PAIX ET EN COMMUNION  
AVEC LE SIÈGE APOSTOLIQUE

PAUL VI, PAPE

VÉNÉRABLES FRÈRES,  
SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE

Puisque les fidèles considèrent à juste titre les apôtres Pierre et Paul comme les principales colonnes, non seulement de l'Eglise particulière de Rome, mais de toute la sainte Eglise du Dieu vivant, répandue dans le monde entier, Nous estimons conforme à Notre charge de vous exhorter, vénérables Frères, à célébrer spirituellement, en union avec Nous, dans chacun de vos diocèses, le XIX<sup>e</sup> centenaire du martyre par lequel les deux apôtres ont rendu à Rome leur courageux témoignage : d'une part Pierre, que le Christ notre Seigneur choisit pour être comme le fondement de son Eglise et l'évêque de cette noble ville ; d'autre part Paul, le docteur des nations (1 Tim., 2, 7), qui fut aussi le maître et l'ami de la première communauté chrétienne de Rome.

Les documents historiques ne permettent pas de fixer avec précision la date de ce mémorable événement. Il est certain que les deux apôtres furent martyrisés à Rome durant la persécution de Néron qui sévit durant les années 64 à 68. Le souvenir de leur martyre

est rappelé par saint Clément, le successeur de Pierre à la tête de l'Eglise de Rome ; dans la lettre qu'il adresse aux Corinthiens, il leur propose les « généreux exemples » des deux « athlètes du Christ ». « Par suite de l'envie et de la jalousie, eux qui étaient les principaux et les plus saints appuis de l'Eglise, ils subirent la persécution et luttèrent jusqu'à la mort. » (I *Epistula Clementis ad Corinthios* (chap. V, 1-2, Ed. Funk, I, p. 105).

Les deux apôtres Pierre et Paul furent entourés d'une « foule immense » (*multitudo ingens*) : (TACITE, *Annales*, XV, 44) qui constitue les prémices des martyrs de l'Eglise de Rome, comme l'écrit le même Clément : « A ces hommes de sainte vie vint s'ajouter une grande foule d'élus qui, victimes de la jalousie, donnèrent, au milieu de supplices et de tourments sans nombre, un excellent témoignage parmi nous. » (I *Epist Clementis*, VI, 1, l. c., p. 107.)

Laissant aux discussions savantes la question de la détermination exacte de la date du martyre des deux apôtres, Nous avons choisi, pour la célébration de ce centenaire, l'année en cours, suivant en cela l'exemple de Notre vénéré prédécesseur Pie IX qui voulut commémorer solennellement en 1867 le martyre de saint Pierre.

Et comme la première communauté chrétienne de Rome honora ensemble le martyre de Pierre et celui de Paul, et qu'ensuite l'Eglise associa les deux apôtres pour les commémorer chaque année dans une même fête liturgique, le 29 juin, il Nous a paru bon d'unir l'un à

(1) Traduction de l'*Ufficio Stampa*, revue sur les textes latin et italien publiés dans l'*Osservatore Romano* du 23 février 1967. Les sous-titres sont de notre rédaction.



l'autre ces princes des apôtres dans la célébration du centenaire de leur glorieux martyre.

### Anniversaires et sens de l'histoire

Ce qui, d'ailleurs, Nous fait un devoir d'attirer l'attention sur ce centenaire, c'est la coutume désormais partout répandue de commémorer les personnes et les faits qui ont marqué l'histoire de leur empreinte. Considérés dans l'éloignement des années passées et la proximité des souvenirs qui en restent, ces événements offrent, à qui se penche sur eux dans une sage réflexion et les revit en quelque sorte, d'utiles enseignements sur la valeur des choses humaines. Ces leçons sont souvent plus claires pour la postérité qui les dégage maintenant qu'ils ne le furent pour ceux qui les vécurent et ne purent toujours les comprendre dans tout leur sens. Du fait qu'actuellement on nous forme au « sens de l'histoire », nous sommes plus aisément portés à ce genre de réflexion ; et en même temps le culte des traditions saintes, un des éléments principaux de la spiritualité catholique, ne peut qu'intensifier l'évocation du souvenir, réchauffer les cœurs et inspirer les résolutions grâce auxquelles un anniversaire devient une fête pleine de joie et de piété. Alors nous désirons vraiment revivre ces faits anciens et vénérés, et notre regard découvre tout l'horizon du passé et de l'avenir comme unifié par un dessein secret, lequel lui donne sa signification dernière dans la communion des saints qui nous attend. Cette expérience spirituelle, nous pouvons l'attendre tout particulièrement. Nous semble-t-il, de l'évocation des deux grands apôtres Pierre et Paul. A la mort temporelle, ils payèrent le tribut de tout homme en témoignant pour le Christ et, gagnant pour eux-mêmes cet « héritage incorruptible exempt de souillure et de changement qui nous est réservé dans les cieux » (1 Pierre, 1, 4), ils nous laissèrent, à nous et à tous ceux qui nous suivront, l'Eglise, signe visible et permanent de l'immortalité du Christ.

### Invitation adressée à tous les catholiques et aux frères séparés

Nous nous réjouissons d'autant plus de célébrer avec vous cet anniversaire, vénérables Frères et Fils très chers, que les apôtres Pierre et Paul ne sont pas seulement Nôtres, mais vous appartiennent également. Ils sont la gloire de l'Eglise entière, car à eux s'applique ce mot de la II<sup>e</sup> Epître aux Corinthiens : « Les délégués des Eglises, la gloire du Christ » (2 Cor., 8, 23) ; ce sont eux qui répètent encore à l'Eglise entière : « Nous sommes votre fierté et vous êtes la nôtre. » (2 Cor., 1, 14.) Si la terre de Rome, marquée de tant de tragédies et bénie tout à la fois, a bu leur sang et garde leurs tombeaux comme des trophées sans prix, si à l'Eglise de Rome est revenue la prérogative inestimable d'assumer et de continuer leur mission propre,

celle-ci n'a point pour objet l'Eglise locale, mais l'Eglise entière. Cette mission consiste surtout à servir de centre à l'Eglise elle-même et à en élargir le cercle visible et mystique jusqu'aux extrêmes limites de l'universalité. C'est dire que l'unité et la catholicité, qui par le fait des saints apôtres Pierre et Paul ont en l'Eglise de Rome leur lieu principal sous le rapport de l'histoire et de la situation géographique, constituent des propriétés et des notes distinctives de toute la véritable et grande famille de Jésus-Christ. Elles sont données à tout le peuple de Dieu, et c'est à son bénéfice que la tradition romaine vivante et fidèle les garde, les défend, les dispense et les fait grandir.

Notre invitation s'adresse donc, au-delà de Notre cher diocèse de Rome, placé sous le patronage des saints Pierre et Paul, à vous tous, en tant que successeurs des apôtres et pasteurs de l'Eglise universelle constituant avec Nous ce Collège épiscopal mis en lumière par le récent Concile avec tant de richesse doctrinale et de promesses pour l'accroissement de l'Eglise. Elle s'adresse à vous tous, fidèles et ministres de l'Eglise. Et Nous voulons que Nos paroles parviennent aussi à tous Nos frères qui, sans être encore en pleine communion avec Nous, portent le nom de chrétiens et que Nous avons la joie de savoir si attachés à la mémoire et à l'esprit de ces princes des apôtres. Nous sommes particulièrement heureux de rappeler que les vénérables Eglises orientales célèbrent solennellement dans leur liturgie les deux « Coryphées des apôtres » et en gardent vivant le culte parmi le peuple chrétien. Nous sommes heureux aussi de constater combien est vive en Occident chez les Eglises et communautés ecclésiales séparées cette idée d'apostolicité que la présente célébration voudrait voir toujours plus forte et agissante : idée que saint Paul exprime admirablement quand il dit que nous avons été « bâtis sur le fondement des apôtres » (Eph., 2, 20).

### L'anniversaire

de saint Pierre et de saint Paul sera célébré  
par une profession de la foi  
dont ils nous ont transmis l'héritage

Pratiquement, à quoi tend Notre invitation ? De quelle façon, tous ensemble, célébrerons-nous un anniversaire si riche de sens ? C'est l'habitude de ce Siège apostolique, pour solenniser une commémoration particulièrement importante et y faire participer tout le monde, d'accorder des dons spirituels (et Nous n'avons pas l'intention d'y manquer en cette circonstance). Mais cette fois-ci, Nous aimons mieux demander que donner ; Nous préférons formuler une requête plutôt qu'une offre. Notre demande sera simple et grande : le souvenir des saints apôtres Pierre et Paul, témoins de la foi chrétienne par la parole et par le sang, Nous vous prions tous et chacun, frères et fils, de bien vouloir le célébrer par une profession authentique et sincère de la même



foi, telle que cette Eglise par eux fondée et rendue illustre l'a recueillie avec une fidélité jalouse et formulée en toute autorité. Aux bienheureux apôtres, Nous voulons offrir une profession de foi individuelle et collective, libre et consciente, intérieure et extérieure, humble et franche. Nous voulons que cette profession jaillisse du plus profond de tous les cœurs fidèles et qu'elle résonne dans l'Eglise, la même en tous, et pleine d'amour.

Quel meilleur hommage pourrions-nous présenter en souvenir de Pierre et de Paul, en leur honneur, et pour resserrer notre communion avec eux, que celui de cette même foi dont ils nous ont transmis l'héritage ?

Ainsi que vous le savez, le Père céleste lui-même révéla à Pierre qui était Jésus : le Christ, le Fils du Dieu vivant, le Maître et le Sauveur de qui nous viennent la grâce et la vérité (cf. Jean, 1, 14), notre salut même et le cœur de notre foi. Vous savez que sur la foi de Pierre repose tout l'édifice de la Sainte Eglise (cf. Matth., 16, 16-19) ; quand, après le discours de Capharnaüm, un grand nombre d'auditeurs abandonnèrent Jésus, ce fut Pierre qui, au nom du Collège apostolique, proclama la foi dans le Christ, Fils de Dieu (cf. Jean, 6, 68-69). Vous savez que le Christ lui-même s'est porté garant, par sa prière personnelle, de l'indéfectibilité de la foi de Pierre et qu'il a confié à celui-ci, malgré ses faiblesses humaines, le mandat de confirmer dans la foi ses frères (cf. Luc, 22, 32). Et vous savez encore que l'Eglise vivante a commencé, une fois venu l'Esprit-Saint le jour de la Pentecôte, par le témoignage de la foi de Pierre (cf. Actes, 2, 32-40). Que pourrions-nous demander à Pierre pour notre plus grand bien et offrir à Pierre pour lui faire honneur, sinon la foi, qui est à l'origine de notre salut spirituel, avec la promesse, demandée par lui-même, de nous montrer « forts dans la foi » (1 Pierre, 5, 9).

Vous savez également quel héraut de la foi fut saint Paul : l'Eglise lui doit l'enseignement fondamental sur la foi comme principe de notre justification, c'est-à-dire de notre salut, de nos relations surnaturelles avec Dieu ; nous lui devons la première détermination théologique du mystère chrétien, la première analyse de l'acte de foi, l'affirmation du rapport qui existe entre la foi, unique et sans ambiguïté, et la consistance de l'Eglise visible, communautaire et hiérarchique. Comment ne point l'invoquer comme maître, pour toujours, de notre foi ? Comment ne pas lui demander cet immense bonheur, que nous espérons, du rassemblement de tous les chrétiens dans l'unique foi, l'unique espérance, l'unique charité de l'unique Corps mystique du Christ (cf. Eph., 4, 4-16) ? Comment ne déposerions-nous pas sur sa tombe d'« apôtre et de martyr » notre engagement à professer avec un courage apostolique et un zèle missionnaire la foi qu'il prêcha et qu'il transmit à l'Eglise et au monde par sa parole, ses écrits, son exemple et son sang ?

## Le besoin de la foi dans le monde moderne

Ainsi, Nous Nous plaçons à espérer que pour toute l'Eglise, la célébration de ce centenaire du martyre des saints apôtres Pierre et Paul se traduira surtout en un grand acte de foi. Et Nous aimons à discerner en cette circonstance l'occasion favorable que la divine Providence ménage au peuple de Dieu pour reprendre une conscience plus nette de sa foi, pour la raviver, la purifier, la confirmer et la proclamer. C'est un besoin pressant de l'heure actuelle, Nous ne pouvons nous le dissimuler. Vous le savez, vénérables frères et chers fils, dans son évolution actuelle, le monde moderne, lancé en de merveilleuses conquêtes dans le domaine des réalités visibles, fier de la conscience qu'il prend toujours davantage de lui-même, est facilement porté à l'oubli et à la négation de Dieu. Dès lors, il souffre des déséquilibres que la décadence religieuse entraîne dans la pensée, dans la vie morale et dans l'ordre social, et il se résigne à voir l'homme en proie au trouble des passions et à des angoisses sans remèdes : là où Dieu fait défaut, manquent aussi la raison suprême des choses, la lumière des certitudes premières et l'impératif moral irrécusable, dont l'ordre humain ne peut se passer (cf. S. AUGUSTIN. *De Civ. Dei.* 8, 4 ; P. L. XXXXI, 228-229 ; et *Contra Faustum*, 20, 7 ; P. L. XXXXII, 372).

## Le danger de certaines opinions exégétiques ou théologiques nouvelles

Et tandis que le sens religieux faiblit chez les hommes de notre temps, privant ainsi la foi de son fondement naturel, on voit çà et là s'insinuer dans le champ de la doctrine catholique des opinions exégétiques ou théologiques nouvelles, souvent empruntées à des philosophies du dehors, hardies mais aveugles. Ces opinions mettent en doute ou déforment la signification objective de vérités que l'Eglise enseigne en vertu de son autorité ; sous prétexte d'adapter la pensée religieuse à la mentalité moderne, on ne tient pas compte des directives du magistère ecclésiastique, on imprime à la spéculation théologique une orientation radicalement historiciste, on va jusqu'à dépouiller le témoignage de l'Ecriture Sainte de son caractère historique et sacré, et on s'efforce d'introduire dans le peuple de Dieu un esprit soi-disant « post-conciliaire ». Or, cet esprit méconnaît l'accord très ferme des amples et magnifiques développements du Concile en matière doctrinale et législative avec le patrimoine du magistère et de la discipline ecclésiastiques. Il tendrait à faire disparaître l'esprit traditionnel de fidélité envers l'Eglise et à propager l'espoir illusoire de donner au christianisme une interprétation nouvelle qui ne pourrait être qu'arbitraire et stérile. Que resterait-il du contenu de la foi et de la vertu théologale qui professe cette foi, si de pareilles tentatives, se soustrayant à l'autorité du magistère de l'Eglise, venaient à prévaloir ?



## La proclamation solennelle du « Credo »

Et voici que pour fortifier notre foi dans son authentique signification, pour stimuler l'étude de l'enseignement délivré par le récent Concile œcuménique, pour soutenir l'effort de la pensée catholique dans la recherche de formulations neuves et originales, fidèles cependant au « dépôt » doctrinal de l'Eglise, « interprété dans le même sens et dans la même ligne » (*Eodem sensu eademque sententia*) (cf. VINCENT DE LÉRINS, *Commonitorium*, 1, 23 ; P. L., L, 668 ; D. S. 3 020), voici que se présente à cette heure de notre histoire l'anniversaire du martyr des saints apôtres qui offre à chaque fidèle de la Sainte Eglise l'heureuse occasion de donner à Jésus-Christ, Fils de Dieu, médiateur en qui notre foi trouve son achèvement, cette humble et sublime réponse : « Je crois ! », c'est-à-dire de lui donner le plein assentiment de notre intelligence et de notre volonté à sa parole, à sa personne, à sa mission de salut (cf. Hébr., 12, 2 ; Conc. Vat. I, Const. dogm. *De fide catholica*, c. 3 : D. S. 3 008, 3 020 ; Conc. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, 5 : A. A. S., LVII, 1965, p. 7 ; Const. dogm. *De divina Revelatione*, 5, 8 : A. A. S., LVIII, 1966, p. 819, 821). Cet anniversaire offre ainsi à chaque fidèle l'occasion d'honorer ces grands témoins du Christ que furent Pierre et Paul, en renouvelant l'engagement chrétien d'une sincère et active profession de la foi qui fut la leur et qui est la nôtre, et aussi en priant et en travaillant pour la réunion de tous les chrétiens dans l'unité de la même foi.

Nous n'avons pas l'intention de décréter dans ce but un jubilé spécial, au moment où vient de se terminer la célébration de celui que Nous avons accordé à la fin des travaux du Concile œcuménique ; mais Nous vous exhortons fraternellement, vénérables frères dans l'épiscopat, à parler du *Credo* pour le mettre en lumière, à organiser en son honneur des cérémonies religieuses spéciales, et surtout à en faire, plusieurs fois dans l'année, une proclamation solennelle avec vos prêtres et vos fidèles, en utilisant l'une ou l'autre des formules en usage dans la prière catholique.

Il Nous sera agréable de savoir que le *Credo* a été récité expressément en l'honneur des saints apôtres Pierre et Paul dans chaque cathédrale, en présence de l'évêque, du presbyterium, des élèves des séminaires, des laïcs catholiques engagés dans l'apostolat, des religieux et des religieuses, et de la sainte assemblée des fidèles, la plus nombreuse possible. Que chaque paroisse fasse quelque chose d'analogue pour sa propre communauté, et pareillement chaque maison religieuse. De la même façon, Nous suggérons que, en un jour déterminé, cette profession de foi soit prononcée dans chaque maison particulière où demeure une famille chrétienne, dans chaque association catholique, dans chaque école catholique, dans chaque hôpital catholique, ainsi que dans chaque lieu de culte, chaque milieu et chaque groupement où la voix de la foi peut exprimer et confirmer

l'adhésion sincère à notre commune vocation chrétienne.

L' « année de la foi »  
(29 juin 1967-29 juin 1968)

Nous recommandons particulièrement aux exégètes et aux théologiens de contribuer, en union avec le magistère hiérarchique de l'Eglise, à maintenir la vraie foi à l'abri de toute erreur, à en scruter les insondables profondeurs, à en expliquer correctement le contenu et à proposer de sains principes pour son étude et sa diffusion. Nous adressons des recommandations similaires aux prédicateurs, aux professeurs qui donnent l'enseignement religieux et aux catéchistes.

L'année du centenaire des saints apôtres Pierre et Paul sera ainsi « l'année de la foi ». Pour assurer une certaine simultanéité à cette célébration, Nous ouvrirons le jour même de la fête des apôtres, le 29 juin prochain, et Nous ferons en sorte que toute l'année, jusqu'au 29 juin 1968, soit enrichie de commémorations et de cérémonies particulières, qui auront toutes comme caractéristiques le progrès intérieur, l'étude approfondie, la profession religieuse et le témoignage actif de cette sainte foi sans laquelle « il est impossible de plaire à Dieu » (Hébr., 11, 6), et par laquelle nous espérons obtenir le salut promis (cf. Marc, 16, 16 ; Eph., 2, 8, etc.).

\*\*\*

En vous faisant part de cette annonce pleine de perspectives spirituelles et d'espérances réconfortantes, Nous sommes assurés, vénérables frères et chers fils, de l'unanimité et de la piété avec lesquelles vous voudrez vous associer à Nous. Au nom et avec l'autorité des bienheureux Pierre et Paul, apôtres et martyrs — sur les tombeaux desquels est établie et fleurit cette Eglise de Rome, héritière, disciple et gardienne de l'unité et de la catholicité dont eux-mêmes ont fixé ici pour toujours le centre et la source, — Nous vous saluons et Nous vous bénissons de tout cœur.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, en la fête de la Chaire de saint Pierre apôtre, le 22 février 1967, quatrième année de Notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

---

— *L'éducation du couple et des parents*, par CLAUDINE MORDREL et ROGER BENJAMIN. Collection « Faits sociaux, Faits humains ». — Un vol. 13,5 x 18 cm, de 272 pages. Prix : 13,90 F (t. l. c.). Editions du Centurion, Paris.

Un psychologue, Claudine Mordrel, et un sociologue, R. Benjamin, nous présentent en ces pages la préparation des jeunes au mariage et aux responsabilités familiales ; mais aussi l'aide au couple : (groupes d'entraide, organismes d'information), etc. les relations parents-enfants et la formation aux tâches pratiques (loisirs, soins aux bébés, techniques ménagères). Les jeunes y trouveront conseils pratiques et aide psychologique.



# Allocutions prononcées par S. S. Paul VI au cours des audiences générales

## La Chaire de Saint-Pierre

*Audience générale du 22 février (1)*

En ce 22 février, l'audience générale trouve la basilique de Saint-Pierre en fête pour la célébration d'une solennité toute spéciale : celle de la « Chaire de Saint-Pierre ». Certains se demandent peut-être s'il s'agit d'une fête d'institution récente, due au développement de la doctrine sur le Pontificat romain au siècle dernier. Non, il s'agit d'une fête très ancienne qui remonte au III<sup>e</sup> siècle (cf. *Lexicon für Th. und K.* 6, 66), et qui se distingue de celle par laquelle est célébré l'anniversaire du martyre de l'Apôtre (29 juin). Dès le IV<sup>e</sup> siècle, la fête d'aujourd'hui est appelée « *Natale Petri de cathedra* » (cf. *Rado, Ench. lit.* II, 1375). Jusqu'à ces dernières années, notre calendrier contenait deux fêtes de la Chaire de saint Pierre, l'une le 18 janvier, pour le siège de Rome, l'autre le 22 février, pour le siège d'Antioche ; mais on a reconnu que cette duplication n'avait aucun fondement historique ou liturgique.

### L'autorité conférée par le Christ à saint Pierre

A quoi se réfère ce culte ? On pense d'abord à la chaire matérielle, c'est-à-dire aux reliques du siège sur lequel l'Apôtre se serait assis pour présider l'assemblée des fidèles, parce que, dans toutes les communautés chrétiennes, le siège épiscopal était tenu en grand honneur. On appelle encore aujourd'hui cathédrale l'église où l'évêque siège et gouverne. Mais la question de l'authenticité matérielle des reliques relève plus de l'archéologie que de la liturgie. Nous savons que cette question a une longue et difficile histoire, et que le grandiose et célèbre monument de bronze, exécuté par le Bernin, sur l'ordre du Pape Urbain VIII, dans l'abside de cette basilique, s'appelle « l'autel de la Chaire ». Abstraction faite des précieux objets archéologiques qu'il contient, ce monument veut avant tout honorer ce que signifient ces objets, c'est-à-dire évoquer ce que la Chaire symbolise : l'autorité de pasteur et de docteur de celui qui siège sur cette Chaire, laquelle est considérée davantage dans l'origine de sa création et dans la tradition de l'Eglise que dans son entité matérielle (cf. *Cabrol*, dans le *DACL* IV, 88 : cette fête « rappelle l'épiscopat de saint Pierre à Rome plutôt que la vénération d'une chaire matérielle de l'Apôtre »). « Ce qui compte et ce qui émeut, c'est la glorification de cette « Chaire », qui a vu se succéder tant de systèmes, de théories, d'hypothèses variées et contradictoires s'écroulant les

uns après les autres, qui est seule à rester debout, et qui, depuis deux mille ans, donne certitude à la grande famille des catholiques. Car, dès ici-bas, il est donné aux hommes de connaître certaines vérités immuables et suprêmes : les vraies et les seules qui apaisent les angoisses de l'esprit humain » (cf. *Galassi Paluzzi, S. Pietro in Vat.*, II, 65).

Nous honorerons donc dans la Chaire de saint Pierre l'autorité que le Christ a conférée à l'Apôtre et qui, dans la Chaire, trouve son symbole, son image populaire et son expression ecclésiale. Comment ne pas se rappeler que, dès la moitié du III<sup>e</sup> siècle, le grand évêque et martyr africain, saint Cyprien, employa ce terme pour indiquer le pouvoir que l'Eglise romaine tient de la Chaire de Pierre, d'où découle, dit-il, l'unité de la hiérarchie ? (Cf. *Ep.* 59, 16 ; *Bayard, Correspondance*, II, 184.) Et quant à la fête de la Chaire, qu'il suffise de citer une phrase des trois discours sur ce sujet attribués à saint Augustin : « Nos prédécesseurs ont donné à l'institution de la solennité d'aujourd'hui le nom de Chaire, parce que l'Apôtre Pierre rapporte-t-on, a été le premier à occuper cette chaire épiscopale. C'est donc justement que les Eglises honorent l'origine de ce siège que l'Apôtre accepta pour le bien des Eglises. » (*Serm.* 190, 1 ; *P. L.* XXXIX, 2 100.)

### Les courants de pensée qui voudraient donner à la communauté des fidèles la priorité sur le magistère hiérarchique

Nous ferons bien, Fils très chers, d'entourer cette fête de la vénération qui lui est propre, en pensant à la fonction irremplaçable et providentielle du magistère ecclésiastique, qui trouve dans le magistère pontifical son expression la plus autorisée. On sait, hélas ! qu'aujourd'hui certains courants d'une pensée qui se dit encore catholique, voudraient que pour la formulation normative des vérités de foi, la communauté des fidèles ait la priorité sur la fonction enseignante de l'épiscopat et du pontificat romain, contrairement aux enseignements de l'Ecriture et à la doctrine de l'Eglise, ouvertement confirmés par le récent Concile. Ces courants de pensée constituent un grave danger pour la conception authentique de l'Eglise, pour sa sécurité intérieure et pour sa mission d'évangélisation dans le monde.

### En honorant le magistère hiérarchique de l'Eglise, c'est le Christ que nous honorons

Notre seul Maître est le Christ qui, à maintes reprises, a revendiqué ce titre pour lui-même (Matth., 23, 8 ; Jean, 13, 14) ; de lui seul vient la parole qui révèle le Père (Matth., 11, 27) ; de lui seul vient la vérité libératrice (Jean, 8, 32), qui nous ouvre les voies du salut. De lui seul vient

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 23 février 1967. Traduction et sous-titres de la D. C.



l'Esprit-Saint (Jean, 15, 26) qui alimente la foi et l'amour dans son Eglise. Et c'est aussi lui qui a voulu instituer un instrument destiné à transmettre et garantir ses enseignements, en donnant à Pierre et aux apôtres le mandat de transmettre avec autorité et sûreté sa pensée et sa volonté. En honorant le magistère hiérarchique de l'Eglise, c'est donc le Christ notre Maître que nous honorons, et par là nous reconnaissons cet admirable équilibre des fonctions qu'il a établies afin que son Eglise puisse toujours jouir de la certitude de la vérité révélée, de l'unité de la même foi, de la conscience de son authentique vocation, de l'humilité de se savoir toujours disciple du divin Maître, de la charité qui la rassemble dans un unique Corps mystique organisé et l'habilite à témoigner de l'Evangile avec assurance.

Daigne le Seigneur conserver et accroître, pour les besoins de notre temps, ce culte aimant, confiant et filial du magistère ecclésiastique établi par le Christ. Que nous soit propice l'Apôtre qui le premier en reçut le mandat et qui aujourd'hui encore, de sa Chaire romaine, vous bénit tous par Notre main.

## L'année de la foi

*Audience générale du 1<sup>er</sup> mars (I)*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Vous avez eu connaissance, ou du moins vous avez entendu parler de Notre récente exhortation publiée à l'occasion du centenaire du martyre de saint Pierre et de saint Paul. Nous avons l'intention de consacrer à ces deux apôtres une année de célébration à partir de leur prochaine fête, le 29 juin, en invitant tous les chrétiens à offrir à ces deux grands disciples du Christ, que Nous pouvons en quelque sorte appeler les fondateurs et les protecteurs de l'Eglise, l'hommage de la foi qu'ils ont prêchée par la parole et par le sang, et qu'ils nous ont laissée en héritage. Nous devons donc souvent parler de la foi, Nous devons exposer un certain nombre de notions sur la foi. Tous, nous devons connaître ses différentes significations ; prendre conscience des questions posées par la foi ; connaître également les difficultés qui de tant de côtés lui font obstacle ; connaître par expérience, si le Seigneur nous y aide, la joie, la force, la lumière qui nous viennent de la foi ; et enfin chercher comment nous pouvons et nous devons professer notre foi.

### La notion de « dépôt » chez saint Paul

Nous avons choisi ce thème pour célébrer le centenaire de ce souvenir apostolique parce qu'il semble nous offrir le moyen le plus sûr et le plus direct de communier spirituellement avec

ces grands apôtres. Eux-mêmes nous ont laissé sur ce point de pressantes recommandations. Saint Pierre dit, par exemple, dans sa première lettre aux premiers chrétiens : « Vous que, par la foi, la puissance de Dieu garde pour le salut » (1, 5), et il leur demande d'être « fermes dans la foi » (5, 9). Et saint Paul, après avoir amplement et à plusieurs reprises exposé sa doctrine sur la foi, spécialement dans les célèbres Epîtres aux Galates et aux Romains, se préoccupe de garantir l'intégrité (cf. Gal., 1, 8) et la conservation de la foi, spécialement dans ses lettres personnelles, dites pastorales. Il recommande d'éviter et de rejeter toute erreur (cf. Tit., 1, 10-16 ; et 2 Tim.), et de garder le « dépôt » (1 Tim., 6, 20) par l'Esprit-Saint (2 Tim., 1, 12 et 14). Le mot « dépôt », plusieurs fois répété par saint Paul, désigne certainement les vérités de foi enseignées par l'Apôtre, qui constituent un corps de doctrine que les pasteurs de l'Eglise doivent conserver, défendre et transmettre (cf. DE AMBROGGI, *Commentaire des Epîtres pastorales*, Marietti, 1953, p. 175). Cette notion de « dépôt » chez saint Paul offre de très importants enseignements. Elle montre qu'il existait dès l'âge apostolique un ensemble de vérités révélées bien déterminé et sans équivoque, une synthèse, une sorte de catéchisme qui devait être enseigné et appris selon la formulation déterminée par le magistère apostolique et qui ensuite devait être transmis avec une rigoureuse fidélité. Ainsi se trouve présupposée la tradition, c'est-à-dire l'enseignement oral et autorisé de l'Eglise primitive (cf. 2 Tim., 2, 2 ; 1 Cor., 11, 2 et 23 ; 15, 1-3, etc.) ; et une autre chose naît : la transmission du « dépôt », en veillant toujours attentivement à ne pas altérer l'enseignement originel, et en s'efforçant sans relâche de le méditer, de l'explorer, de rendre explicite ce qui est implicite, théologique ce qui est biblique, toujours actuel ce qui est authentique (cf. saint THOMAS, II-II<sup>ae</sup>, 1, 7).

### Vivre la foi de saint Pierre et de saint Paul d'une façon identique et originale

C'est ainsi, très chers Fils, en adhérant à la foi qui nous est proposée par l'Eglise, que nous nous mettons en communication directe avec ces apôtres, et, par eux, avec Jésus-Christ notre premier et unique maître ; nous nous mettons à leur école, nous supprimons la distance des siècles qui nous séparent d'eux, et nous faisons du moment présent une histoire vivante, l'histoire toujours égale à elle-même qui caractérise l'Eglise, en vivant d'une façon identique et originale tout ensemble la même foi en une vérité révélée immuable et toujours rayonnante. Seule l'Eglise peut écrire, lire, vivre son histoire de cette façon, en laissant la fuite des siècles en mesurer la durée, et la fixité de l'éternité en définir la perpétuelle identité.

### La foi, principe de l'économie de notre salut et principe de la mission des apôtres

Peut-être Nous demandera-t-on pourquoi la célébration prévue concentre son attention de préférence sur la foi et non sur les autres aspects du

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 2 mars 1967. Traduction et sous-titres de la D. C.



témoignage des apôtres, par exemple sur leur rôle dans les origines de l'Eglise, ou bien sur leur charité. Ce choix de la foi comme don premier et sûr de l'apostolicité s'explique par un double motif : la foi est le principe de l'économie de notre salut, et elle est le principe de la mission des apôtres : ils sont témoins (cf. Actes, 1, 8 ; 2, 32 ; 3, 15 ; 5, 32, etc.) ; leur premier mandat, leur mission commence avec l'annonce de l'Evangile qui doit être accepté avec foi (cf. Conc. Vat. II, *Lumen Gentium*, n. 24, 50, etc.) ; et la fonction d'enseigner, propre aux apôtres et au magistère ecclésiastique qui découle d'eux, représente le premier des pouvoirs qui régissent l'Eglise. Lorsque Jésus a envoyé les apôtres en mission dans le monde, il leur a dit : « Allez et enseignez... » (Matth., 28, 19.) La foi est également le principe de notre insertion dans le plan conçu par Dieu pour nous élever à la vie-nouvelle, à la vie surnaturelle. Vous savez certainement quelque chose de la doctrine sur la nécessité de la foi, « sans la foi, répé-

tons-Nous avec l'auteur de l'Epître aux Hébreux, il est impossible de plaire à Dieu ». Le Concile nous le rappelle (*ibid.*, n. 14) ; et peut-être même avez-vous entendu parler du grand débat sur ce sujet, à propos précisément des enseignements de saint Paul, qui a eu lieu au Concile de Trente (cf. DENZ. SCHOEN, 1532 [801]) et qui fut repris au 1<sup>er</sup> Concile du Vatican (*ibid.*, 3008 s [1789]), dans lequel revient toujours cette phrase : la foi est « principe de salut pour l'homme ».

Très chers Fils qui vous trouvez aujourd'hui devant la Chaire de l'apôtre Pierre, cueillez donc sa première et salutaire leçon sur l'importance, la nécessité, l'efficacité de la foi. Et si la notion de ce don divin, de cette vertu chrétienne était obscurcie en vous, commencez sans tarder à la rétablir dans sa dignité et dans sa beauté en chantant avec Nous le *Credo*, à la fin de cette audience, qui alors pourra vraiment se couronner par Notre Bénédiction apostolique.

## La restauration du diaconat

*La Commission d'étude pour le diaconat permanent — qui s'est réunie à Rome du 21 au 23 février — a été reçue le 24 février en audience par S. S. Paul VI, qui a répondu en ces termes à l'adresse d'hommage de Mgr Fellici, président de la Commission (1) :*

(1) Traduction de la D. C. d'après le texte italien publié par l'*Osservatore Romano* du 25 février 1967.

Assistaient à l'audience, outre Mgr Fellici : NN. SS. Alberto y Valderrama, archevêque de Caceres (Philippines) ; Amisshah, archevêque de Cape Coast (Ghana) ; Ramanantoanina, archevêque de Fianarantsoa (Madagascar) ; Yago, archevêque d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) ; Schroeffner, évêque d'Eichstaett (Allemagne) ; Cahill, évêque de Cairns (Australie) ; Carraro, évêque de Vérone (Italie) ; Marchetti Zioni, évêque de Bauru (Brésil) ; Jubany, évêque de Gerona (Espagne) ; Sanschagrin, évêque coadjuteur d'Amos (Canada) ; Pinera Carvallo, évêque de Temuco (Chili) ; Unterkoeftler, évêque de Charleston (Etats-Unis) ; Aufderbeck, évêque auxiliaire de Fulda, résidant à Erfurt (Allemagne de l'Est) ; Monisset, évêque de Nice (France) ; Tirado Pedraza, évêque de Ciudad Victoria (Mexique) ; Wheeler, évêque de Leeds (Angleterre) ; Pironto, évêque auxiliaire de La Plata (Argentine) ; Thompson, évêque de Motherwell (Ecosse, Angleterre) ; T. R. P. Anastase du Très Saint Rosaire, préposé général des Carmes déchaux, président de l'Union romaine des supérieurs religieux.

Ont également participé aux travaux de la Commission : le R. P. Joseph Lécuyer, ainsi que NN. SS. Gaspari et De Nicolò.

Nous rappelons l'allocution que le Pape avait adressée le 25 octobre 1965 à la Semaine internationale d'étude sur le diaconat (D. C. 1966, n° 1462, col. 16).

Au cours de la conférence de presse hebdomadaire du 3 mars, un journaliste a demandé si l'on envisageait l'institution de *diaconesses*. Mgr Vallin a répondu que le problème n'a été examiné ni par le Concile ni par la Commission d'étude pour le diaconat permanent (la *Croix*, 5-6 mars 1967).

VÉNÉRÉS FRÈRES,

Nous ne voulons pas vous laisser quitter cette sainte ville de Rome sans vous saluer avec le respect et l'affection que Nous portons toujours dans Notre cœur pour Nos très dignes frères dans l'épiscopat, et sans vous remercier d'être venus ici pour Nous donner votre avis sur la mise en œuvre pratique et bien ordonnée de la restauration de l'ordre diaconal dans notre Eglise latine, en tant que degré permanent de la hiérarchie sacrée.

S'agissant d'une chose nouvelle mettant largement en jeu la discipline canonique, et voulant tenir compte des désirs qui Nous ont été manifestés, ainsi que des difficultés que la chose peut présenter, Nous avons voulu, avant de procéder à un acte législatif, mettre chacun de vous au courant des conclusions des études que Nous avons ordonné d'entreprendre sur ce sujet et en même temps examiner avec vous la question dans toute son ampleur pour lui donner enfin une heureuse conclusion. Chacun de vous en effet s'est adressé à Nous pour recevoir de Nous les instructions opportunes et les pouvoirs nécessaires que la Constitution conciliaire *Lumen Gentium*, n° 29 (2) réserve à ce Siège apostolique ; et Nous avons désiré donner directement à chacun de vous la preuve de Notre intérêt particulier, et discuter avec vous tous cette importante affaire.

Maintenant, Nous attendons de savoir quelle sera l'issue de ces réunions pour donner ensuite à cette question la réglementation canonique voulue.

En attendant la restauration du diaconat dans son état permanent si espéré, Nous voulons vous dire quelle grande idée Nous Nous faisons de ce degré de l'ordre sacré. Son ori-

(2) Cf. D. C. 1965, n° 1439, col. 79 (N. D. L. R.).



gine apostolique, sa définition spécifique comme un service, son premier membre et représentant, l'héroïque protomartyr Etienne, « homme rempli de foi et de l'Esprit-Saint » (Act., 6, 5), l'honneur dans lequel pendant si longtemps on a tenu le diaconat permanent dans l'Eglise latine et dans lequel on le tient toujours dans les Eglises orientales, l'aide variée et très utile que les diacres ont apportée à l'Eglise durant tant de périodes et tant de vicissitudes de son histoire, les fonctions enfin que leur réserve la Constitution conciliaire citée plus haut, constituent pour Nous autant de motifs de Notre estime pour l'ordre diaconal. Nous serons donc heureux de donner spontanément exécution aux dispositions du Concile à cet égard et de répondre de la meilleure façon qui Nous semblera possible aux désirs que votre charité pastorale Nous a manifestés.

Une seule chose Nous importe : « Que tout se passe dans la charité » (1 Cor., 16, 14), comme dit l'apôtre Paul, entendant ici par charité non seulement la vertu théologale qui vient de Dieu et nous unit à lui, mais aussi cette harmonie des cœurs et des actes qui doit caractériser les rapports mutuels de la communauté ecclésiastique, et qui suppose tout un ensemble de sentiments, de vertus, de lois par lesquels la plénitude d'ordre et de sainteté de cette même communauté se trouve

enrichie. Il Nous plaît de penser à l'union, à la docilité, à l'affection qui doit unir le diacre à son évêque ; il Nous plaît de penser à l'esprit de service qui doit caractériser le diacre, lequel trouve précisément dans le service sa définition, son assimilation au Christ « qui n'est pas venu pour être servi, mais pour servir » (Matth., 20, 28) ; il Nous plaît aussi de penser que la sainte Eglise aura dans les diacres permanents un exemple nouveau, pur et resplendissant de cette vie chaste que l'on attend à juste titre du ministère sacré, soit qu'ils restent célibataires, soit que, déjà mariés et d'âge mûr, ils soient revêtus de l'ordre diaconal.

Daigne le Seigneur faire de cette nouveauté une source de joie spirituelle ; que s'accroisse notre vénération pour celui qui dans l'Eglise est appelé à coopérer et à témoigner dans le diaconat sacré ; que s'accroisse l'efficacité du ministère pastoral et de l'apostolat chrétien que nous attendons des diacres ; que s'accroisse le « sens de l'Eglise » que le Seigneur a voulu doter de ministres sacrés, en distinguant et en unissant ceux-ci dans une société hiérarchique et communautaire ; que s'accroisse sa grâce là où les besoins sont plus grands et où de nouveaux ministres sont nécessaires pour répondre à ces besoins, et que Notre Bénédiction apostolique soit le gage de ces vœux.

## Sacrée Congrégation des Rites

### Instruction « Musicam sacram » sur la musique dans la liturgie (\*)

#### Préambule

1. La musique sacrée, en ce qui concerne la restauration liturgique, a été soigneusement étudiée par le II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican. Celui-ci a mis en lumière la fonction qu'elle remplit dans les offices divins ; il a promulgué à ce sujet dans la Constitution sur la liturgie un certain nombre de principes et de lois, et lui a consacré un chapitre entier de cette Constitution.

2. Les décisions du Concile ont déjà reçu un commencement d'applications pratiques avec la restauration liturgique récemment entreprise. Mais les normes nouvelles concernant l'organisation des rites et la participation active des fidèles ont fait surgir plusieurs questions touchant la musique sacrée et sa fonction ministérielle ; ces questions semblent pouvoir être résolues si l'on met mieux en lumière quelques principes de la Constitution sur la liturgie qui s'y rapportent.

3. Aussi, le « Conseil institué pour l'exécution de la Constitution sur la liturgie », par ordre du Souverain Pontife, a étudié soigneusement ces questions et a composé la présente Instruction ; celle-ci ne rassemble pas toute la législation concernant la musique sacrée ; elle se contente de fixer les normes principales qui semblent plus nécessaires à notre époque. Elle est comme la continuation et le complément de la précédente Instruction de cette S. congrégation, préparée par ce même « Conseil » susdit, et publiée le 26 sep-

(\*) Traduction diffusée par le *Consillium* pour l'exécution de la Constitution sur la liturgie. Les textes latin et italien de l'instruction ont été publiés dans l'*Osservatore Romano* du 8 mars 1967.

Voici les références des textes qui sont le plus souvent cités dans le présent document :

Instruction de la S. C. R. du 3 septembre 1958 : D. C. 1958, n° 1290, col. 1425.

Constitution sur la liturgie : D. C. 1963, n° 1414, col. 1635.

Instruction de la S. C. R. du 26 septembre 1964 : D. C. 1964, n° 1435, col. 1359.



tembre 1964 pour régler correctement l'application de la Constitution sur la liturgie.

4. Il est permis d'espérer que les pasteurs d'âmes, les musiciens et les fidèles accueilleront de bon cœur ces normes et les mettront en pratique : ainsi uniront-ils tous leurs efforts pour atteindre la vraie fin de la musique sacrée, « qui est la gloire de Dieu et la sanctification des fidèles » (1).

a) On entend par musique sacrée celle qui, étant créée pour la célébration du culte divin, possède les qualités de sainteté et d'excellence des formes (2).

b) Sous le nom de *musique sacrée*, on englobe : le chant grégorien, la polyphonie ancienne et moderne dans ses diverses formes, la musique sacrée pour orgue et autres instruments approuvés, le chant sacré populaire, liturgique et religieux (3).

## I. — Quelques normes générales

5. L'action liturgique revêt une forme plus noble lorsqu'elle est accomplie avec chant, que chaque ministre y remplit la fonction propre à son rang et que le peuple y participe (4).

Sous cette forme, en effet, la prière s'exprime de façon plus pénétrante ; le mystère de la liturgie, avec ses caractères hiérarchique et communautaire, est plus ouvertement manifesté ; l'unité des cœurs est plus profondément atteinte par l'union des voix ; les esprits s'élèvent plus facilement de la beauté des choses saintes jusqu'aux réalités invisibles ; enfin la célébration tout entière préfigure plus clairement la liturgie céleste qui s'accomplit dans la nouvelle Jérusalem.

Les pasteurs d'âmes feront donc tout leur possible pour arriver à cette forme de célébration.

Même dans les célébrations sans chant, mais accomplies avec le peuple, on gardera de façon appropriée la répartition des fonctions et des rôles qui caractérisent les actions sacrées célébrées avec chant ; on visera surtout à avoir les ministres nécessaires et capables, ainsi qu'à développer la participation active du peuple.

La préparation pratique de chaque célébration liturgique sera faite en esprit de collaboration de la part de tous les intéressés, sous la direction du recteur de l'église, pour ce qui regarde aussi bien les rites que l'aspect pastoral de la musique.

6. Une authentique organisation de la célébration liturgique suppose d'abord la juste répartition et mise en œuvre des fonctions, selon laquelle « chaque ministre ou fidèle, en s'acquittant de sa fonction, fera seulement et totalement ce qui lui revient en vertu de la nature des choses et des normes litur-

giques » (5) ; mais elle demande aussi que l'on observe exactement le sens et la nature propre de chaque partie et de chaque chant. Pour atteindre ce but, il faut en particulier que les textes qui requièrent naturellement le chant soient effectivement chantés, en respectant le genre et la forme requis par leur caractère propre.

7. Entre la forme solennelle plénière des célébrations liturgiques, où tout ce qui exige le chant est effectivement chanté, et la forme la plus simple où l'on ne chante pas, il peut y avoir plusieurs degrés, selon que l'on accorde au chant plus ou moins de place. Cependant, en choisissant les pièces qui seront chantées, on accordera le premier rang à celles qui, par nature, ont plus d'importance : tout d'abord les parties qui doivent être chantées par le prêtre célébrant ou par les ministres avec réponses du peuple ; puis les chants qui reviennent au prêtre et au peuple en même temps ; on ajoutera ensuite progressivement les pièces qui sont propres au peuple seul ou au seul groupe des chanteurs.

8. Chaque fois que, pour une action liturgique qui doit se célébrer avec chant, on peut choisir entre diverses personnes, il convient de donner la préférence à celles qui sont plus compétentes en matière de chant ; c'est particulièrement opportun dans le cas d'actions liturgiques plus solennelles, de celles qui comportent des chants plus difficiles, ■■ qui sont transmises par radio ou télévision (6).

Si un tel choix n'est pas possible et que le prêtre ou le ministre n'est pas capable d'exécuter correctement les chants, il peut prononcer sans chanter telle ou telle des pièces qui lui reviennent, si elle est trop difficile, en la récitant à voix haute et distincte. Mais un prêtre ou un ministre ne devra pas le faire sous le seul motif de commodité personnelle.

9. Dans le genre de la musique à choisir, soit pour le groupe des chanteurs, soit pour le peuple, on tiendra compte de la capacité de ceux qui doivent chanter. L'Eglise n'écarte des actions liturgiques aucun genre de musique sacrée pourvu qu'il s'accorde avec l'esprit de l'action liturgique elle-même et avec la nature de chacune des parties (7), pourvu aussi qu'il n'empêche pas une juste participation active du peuple (8).

10. Pour que les fidèles participent activement à la liturgie plus volontiers et avec plus de fruit, il est bon, dans la mesure du possible, de varier heureusement les formes de célébration et les degrés de la participation elle-même, en tenant compte de la solennité du jour et de l'importance de l'assemblée.

11. On se rappellera que la véritable solennité d'une action liturgique dépend moins d'une forme recherchée de chant ou d'un déploiement magnifique de cérémonies que de cette célébration digne et religieuse qui tient compte de l'intégrité de l'action liturgique elle-même, c'est-à-dire de l'exécution de toutes ses

(1) Constitution sur la liturgie, art. 112.

(2) Cf. S. PIERRE X, *motu proprio* « *Tra le sollecitudini* » (22 nov. 1903), n. 2.

(3) Cf. Instruction de la S. C. R., 3 sept. 1958, n. 4.

(4) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 113.

(5) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 28.

(6) Instruction de la S. C. R., 3 sept. 1958, n. 95.

(7) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 116.

(8) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 28.



parties selon leur nature propre. Une forme plus riche de chant et un déploiement plus beau des cérémonies restent sans doute souhaitables là où l'on a les moyens de les bien réaliser ; mais tout ce qui amènerait à omettre, à changer ou à accomplir de manière non régulière un des éléments de l'action liturgique serait contraire à sa vraie solennité.

12. Il appartient au seul Siège Apostolique d'établir les grands principes généraux, qui sont comme le fondement de la musique sacrée, en conformité avec les normes reçues et spécialement avec la Constitution sur la liturgie.

La réglementation de la musique sacrée appartient aussi, dans les limites fixées, aux diverses assemblées territoriales d'évêques compétentes et légitimement constituées, ainsi qu'à l'évêque (9).

## II. — Les acteurs de la célébration liturgique

13. Les actions liturgiques sont des célébrations de l'Eglise, c'est-à-dire du peuple saint, réunie et organisée sous la présidence de l'évêque ou d'un prêtre (10).

Occupent dans l'action liturgique une place de choix : le prêtre et les ministres, à cause de l'ordre sacré qu'ils ont reçu ; et, à cause de leur ministère, les lecteurs, les commentateurs et ceux qui appartiennent au groupe des chanteurs (11).

14. Le prêtre célébrant préside l'assemblée comme tenant la place du Christ. Les prières qu'il chante ou prononce à haute voix, puisqu'elles sont dites au nom de tout le peuple saint et de tous les assistants (12), doivent être religieusement écoutées par tous.

15. Les fidèles remplissent leur fonction liturgique par cette participation pleine, consciente et active, que leur demande la nature de la liturgie elle-même, et qui est pour le peuple chrétien, la vertu de son baptême, un droit et un devoir (13).

a) Cette participation doit d'abord être intérieure, en ce sens que, par elle, les fidèles s'unissent d'esprit à ce qu'ils prononcent ou entendent, et qu'ils coopèrent à la grâce d'en haut (14).

b) Mais la participation doit aussi être extérieure, c'est-à-dire que la participation intérieure s'exprime par les gestes et les attitudes corporelles, par les acclamations, les réponses et le chant (15).

On doit aussi éduquer les fidèles à s'unir intérieurement à ce que chantent les ministres ou la chorale, pour élever leur esprit vers Dieu en les écoutant.

16. On ne peut rien voir de plus festif et de plus joyeux dans une célébration qu'une assemblée qui, tout entière, exprime sa foi et sa piété par le chant. Par conséquent, la participation active de tout le peuple, qui se traduit par le chant, sera développée avec soin, selon l'ordre que voici :

a) Qu'elle englobe en premier lieu les acclamations, les réponses aux salutations du prêtre et des ministres, les prières de forme liturgique, et en outre les antienne et les psaumes, de même que les versets intercalaires ou refrains, ainsi que les hymnes et les cantiques (16).

b) Par une catéchèse adaptée et par des exercices, on amènera progressivement le peuple à participer de plus en plus aux chants qui lui reviennent, jusqu'à ce qu'il y prenne pleinement sa part.

c) On pourra cependant, surtout si les fidèles ne sont pas encore suffisamment formés, ou si l'on emploie des compositions musicales à plusieurs voix, confier certains chants du peuple à la chorale seule, pourvu que le peuple ne soit pas exclu des autres parties qui le concernent. Mais il faut désapprouver l'usage de confier au seul groupe des chanteurs le chant de tout le propre et de tout l'ordinaire, en excluant totalement le peuple de la participation chantée.

17. On observera aussi en son temps un silence sacré (17). Par ce silence, en effet, les fidèles ne sont pas réduits à assister à l'action liturgique comme des spectateurs muets et étrangers, mais ils sont associés plus intimement au mystère qu'on célèbre, grâce à cette disposition intérieure qui découle de la parole de Dieu qu'on entend, des chants et des prières qu'on prononce, et de l'union spirituelle avec le célébrant pour les parties qu'il dit lui-même.

18. Parmi les fidèles, les membres des sociétés religieuses de laïcs seront formés au chant avec un soin spécial, de manière à ce qu'ils jouent un rôle actif dans le soutien et le progrès de la participation du peuple (18). Quant à la formation au chant de tout le peuple, elle sera développée sérieusement et patiemment, en même temps que la formation liturgique, selon l'âge des fidèles, leur condition, leur genre de vie et leur niveau de culture religieuse, en commençant dès les premières années de la formation, à l'école élémentaire (19).

19. En raison du rôle liturgique qu'elle remplit, la chorale — ou la « chapelle musicale », ou la « Schola cantorum » — mérite une attention particulière.

Sa fonction est prise encore plus d'importance et de poids par suite des dispositions du Concile concernant la restauration liturgique. Il lui revient en effet d'assurer la juste exécution des parties qui lui sont propres, selon les

(9) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 22.

(10) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 26 et 41-42 ; Constitution *Lumen Gentium*, n. 28.

(11) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 29.

(12) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 33.

(13) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 14.

(14) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 11.

(15) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 30.

(16) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 30.

(17) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 30.

(18) Cf. Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, n. 19 et 59.

(19) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 19 ; Instruction de la S. C. R., 3 sept. 1958, n. 106-108.



divers genres de chant, et d'aider la participation active des fidèles dans le chant.

En conséquence :

a) On aura une « chorale », ou des « chapelles », ou des « scholae cantorum », et on les développera sérieusement, surtout dans les cathédrales et les autres églises majeures, dans les séminaires et les maisons d'études de religieux ;

b) Il est également opportun d'établir de telles chorales, même modestes, dans les petites églises.

20. Les « chapelles musicales » existant dans les basiliques, les cathédrales, les monastères et les autres églises majeures, qui se sont acquis un grand renom au cours des siècles en gardant et en cultivant un trésor musical d'un prix incomparable, seront conservées selon leurs normes propres et traditionnelles, approuvées par l'Ordinaire du lieu, pour rendre plus belle la célébration des actions sacrées.

Que les maîtres de chapelle et les recteurs des églises veillent cependant à ce que le peuple soit toujours associé au chant, du moins pour les pièces faciles qu'il lui revient d'exécuter.

21. Là où l'on manque de ressources pour constituer une chorale modeste, on pourvoira à ce qu'il y ait au moins un ou deux chantres suffisamment formés. Ce chantre devra pouvoir proposer pour la participation du peuple quelques chants simples ; il devra en même temps savoir diriger et soutenir les fidèles eux-mêmes.

Il est bon également qu'il y ait un tel chantre dans les églises dotées d'une chorale, en vue des célébrations où cette chorale ne peut intervenir, mais qu'il convient pourtant d'accomplir avec une certaine solennité, donc en y joignant le chant.

22. Le groupe des chanteurs (*schola cantorum*) peut se composer, suivant les usages de chaque pays et selon les autres circonstances, soit d'hommes et d'enfants, soit d'hommes seuls ou d'enfants seuls, soit d'hommes et de femmes, soit même, là où la situation l'implique vraiment, exclusivement de femmes.

23. Le groupe des chanteurs, compte tenu de la disposition de chaque église, sera installé de telle façon :

a) Que sa nature apparaisse clairement, à savoir qu'il fait partie de l'assemblée des fidèles et qu'il remplit une fonction particulière ;

b) Qu'il soit à même de remplir au mieux sa fonction liturgique (20) ;

c) Que chacun de ses membres puisse facilement participer à la messe intégralement, c'est-à-dire par la communion sacramentelle.

Chaque fois qu'une chorale comprend des femmes, elle sera placée en dehors du *presbyterium*.

24. En plus de la formation musicale, on donnera aussi aux membres de la chorale une formation liturgique et spirituelle adaptée, de sorte qu'en remplissant parfaitement leur fonction liturgique, ils n'apportent pas seulement à l'action sacrée plus de beauté et aux fidèles un excellent exemple, mais qu'ils en retirent eux-même un vrai profit spirituel.

25. Pour réaliser plus facilement cette formation, aussi bien technique que spirituelle, les associations de musique sacrée diocésaines, nationales ou internationales, surtout celles qui ont été approuvées et maintes fois recommandées par le Siège apostolique, ne manqueront pas d'apporter leur concours.

26. Le prêtre célébrant, les ministres sacrés et les servants, le lecteur, ceux qui appartiennent au groupe des chanteurs, ainsi que le commentateur, énonceront les textes qui leur sont assignés de manière parfaitement compréhensible, afin que la réponse du peuple, lorsque le rite la requiert, soit rendue facile et comme allant de soi. Il est bon que le prêtre célébrant et les ministres de tout rang joignent leur voix, durant les chants qui concernent le peuple, à la voix de toute l'assemblée des fidèles (21).

### III. — Le chant dans la célébration de la messe

27. Pour la célébration de l'eucharistie avec le peuple, surtout les dimanches et les jours de fête, on doit préférer, autant que c'est possible, même plusieurs fois le même jour, la forme de la messe chantée.

28. On retiendra la distinction entre messe solennelle, messe chantée et messe lue, établie dans l'Instruction de 1958 (n. 3), conformément aux lois liturgiques en vigueur. Cependant, pour des raisons d'utilité pastorale, des degrés de participation sont proposés pour la messe chantée, de telle sorte qu'il soit désormais plus facile, selon les ressources dont dispose chaque assemblée, de rendre la célébration de la messe plus solennelle grâce au chant.

L'usage de ces degrés de participation sera réglé de la manière suivante : le premier degré peut être employé seul ; le deuxième et le troisième degrés ne seront employés, intégralement ou partiellement, qu'avec le premier degré. Ainsi les fidèles seront toujours orientés vers une pleine participation au chant.

29. Appartiennent au premier degré :

a) Dans les rites d'entrée :

— La salutation du prêtre avec la réponse du peuple ;

— La prière.

b) Dans la liturgie de la Parole :

— Les acclamations à l'Evangile.

c) Dans la liturgie eucharistique :

— La prière sur les offrandes ;

(20) Cf. Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, n. 97.

(21) Cf. Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, n. 48 b.



— La préface, avec son dialogue et le *sanc-*  
*tus* ;

— La doxologie finale du canon ;

— La prière du Seigneur, avec sa monition  
et son embolisme ;

— Le *Pax Domini* ;

— La prière après la communion ;

— Les formules de renvoi.

30. Appartiennent au second degré :

— Le *Kyrie*, le *Gloria* et l'*Agnus Dei* ;

— Le *Credo* ;

— La prière universelle.

31. Appartiennent au troisième degré :

a) Les chants des processions d'entrée et de  
communion ;

b) Le chant après la lecture ou l'épître ;

c) L'Alleluia avant l'évangile ;

d) Le chant d'offertoire ;

e) Les lectures d'Écriture sainte, à moins  
qu'on ne juge plus opportun de les proclamer  
sans les chanter.

32. L'usage légitimement en vigueur dans  
certains lieux, assez souvent confirmé par des  
indults, de substituer d'autres chants aux  
chants d'entrée, d'offertoire et de communion  
qui se trouvent dans le *Graduale*, peut être  
conservé, au jugement de l'autorité territo-  
riale compétente, pourvu que ces chants  
soient accordés aux parties de la messe, à la  
fête ou au temps liturgique. La même autorité  
territoriale doit approuver les textes de ces  
chants.

33. Il est bon que l'assemblée des fidèles,  
autant que c'est possible, participe ■■ chant  
du propre ; elle pourra le faire surtout grâce  
à des refrains faciles ou à d'autres formes  
musicales appropriées.

Parmi les chants du propre, a une particu-  
lière importance le chant placé après les  
lectures, sous forme de graduel ou de  
psaume responsorial. De par sa nature, il fait  
partie de la liturgie de la parole ; aussi doit-il  
être exécuté, tandis que tous sont assis et  
l'écoutent, et même, autant que possible, avec  
leur participation.

34. Les chants appelés « ordinaire de la  
messe », s'ils sont chantés sur des composi-  
tions musicales à plusieurs voix, peuvent être  
exécutés par la chorale, selon les normes habi-  
tuelles, soit « ■ capella », soit accompagnés  
d'instruments, pourvu que le peuple ■■ soit  
pas totalement exclu de la participation au  
chant.

Dans les autres cas, les pièces de l'ordinaire  
de la messe peuvent être réparties entre la  
chorale et le peuple, ou encore entre deux par-  
ties du peuple ; on peut ainsi alterner par  
versets, ou en suivant d'autres divisions con-  
venables qui répartissent l'ensemble du texte  
en sections plus importantes. Dans ces cas,  
toutefois, on se rappellera ceci :

En tant que formule de la profession de foi,  
il est bien que le *Credo* soit chanté par tous,  
ou d'une manière qui permette une participa-  
tion convenable des fidèles.

Il est bien que le *Sanctus*, en tant qu'accla-  
mation concluant la préface, soit habituelle-  
ment chanté par l'assemblée entière, avec le  
prêtre.

On peut répéter l'*Agnus Dei* autant de fois  
qu'il est nécessaire lorsque ce chant accom-  
pagne la fraction, spécialement dans la concé-  
lébration ; il convient que le peuple participe  
à ce chant, au moins par l'invocation finale.

35. Il est normal que la prière du Sei-  
gneur soit dite par le peuple avec le  
prêtre (22). Si elle est chantée en latin, on  
emploiera les mélodies officielles déjà exis-  
tantes ; si l'on chante dans la langue du pays,  
les mélodies devront être approuvées par  
l'autorité territoriale compétente.

36. Rien n'empêche que dans les messes  
lues ■■ chante quelque partie du propre ou  
de l'ordinaire. Bien plus, un autre chant  
peut être parfois exécuté au début, à l'offer-  
toire et à la communion, ainsi qu'à la fin de  
la messe ; il ne suffit pas cependant que ce  
chant soit « eucharistique » ; mais il doit  
s'accorder avec les parties de la messe, la  
fête ou le temps liturgique.

#### IV. — Le chant de l'office divin

37. La célébration chantée de l'office divin  
est la forme qui s'accorde le mieux à la  
nature de cette prière. Elle ■■ exprime la  
solennité d'une manière plus complète ; elle  
traduit une plus profonde union des cœurs  
dans le service de la louange à Dieu. C'est  
pourquoi, selon le vœu exprimé par la Con-  
stitution sur la liturgie (23), cette forme  
chantée est vivement recommandée à tous  
ceux qui célèbrent l'office au chœur ou en  
commun.

Il convient qu'ils chantent au moins une  
partie de l'office divin, à commencer par les  
heures principales, laudes et vêpres au moins  
les dimanches et les jours de fête.

Mais d'autres clercs également, qui vivent  
en commun pour leurs études, ou qui se  
trouvent réunis à l'occasion d'exercices spi-  
rituels ou d'autres congrès, sanctifieront avan-  
tageusement leurs assemblées en célébrant  
avec chant des parties de l'office divin.

38. Pour la célébration chantée de l'office  
— restant sauf le droit en vigueur pour ceux  
qui sont tenus par l'obligation du chœur,  
ainsi que les indults particuliers, — on peut  
suivre le principe de la solennisation pro-  
gressive ; c'est-à-dire qu'on chante d'abord  
les pièces qui, par nature, appellent plus  
directement le chant, comme sont les dia-  
logues, hymnes, versets, cantiques, tandis  
que le reste est récité.

39. On incitera les fidèles, en leur assurant  
une juste catéchèse, à célébrer en commun,  
les dimanches et les jours de fête, certaines  
parties de l'office, spécialement les vêpres, ou  
d'autres heures, selon les coutumes des lieux  
et des assemblées. D'une façon générale, on  
amènera les fidèles, surtout les plus cultivés,  
grâce à une bonne formation, à employer

(22) Cf. Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964,  
n. 48.

(23) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 99.



dans leur prière les psaumes compris dans leur sens chrétien ; ils seront ainsi initiés progressivement à goûter et à fréquenter davantage la prière de l'Eglise.

40. On fera bénéficier de cette éducation, à un titre particulier, les membres des instituts professant les conseils évangéliques, afin qu'ils en tirent d'abondantes richesses pour développer leur vie spirituelle. Il est bon qu'ils célèbrent, et si possible en chantant, les heures principales, pour participer plus pleinement à la prière de l'Eglise.

41. Conformément à la Constitution sur la liturgie, selon la tradition séculaire du rite latin, les clercs garderont la langue latine pour la célébration de l'office au chœur (24).

Mais puisque la même Constitution (25) concède l'usage de la langue du pays dans l'office pour les fidèles, ainsi que pour les moniales et les autres membres des instituts professant les conseils évangéliques, s'ils ne sont pas clercs, on fera le nécessaire pour préparer les mélodies dont on se servira dans le chant de l'office en langue du pays.

## V. — La musique dans la célébration des sacrements et des sacramentaux, dans les fonctions particulières de l'année liturgique, dans les célébrations de la Parole de Dieu et dans les « pia et sacra exercitia »

42. Comme l'a déclaré le Concile, chaque fois que les rites, selon la nature propre de chacun, comportent une célébration commune, avec fréquentation et participation active des fidèles, on devra les préférer à une célébration individuelle et quasi privée de ces mêmes rites (26). Il découle logiquement de ce principe que l'on doit alors faire grand cas du chant puisqu'il met spécialement en valeur l'aspect « ecclésial » de la célébration.

43. On célébrera donc autant que possible avec chant les sacrements et les sacramentaux qui ont une particulière importance dans la vie de toute la communauté paroissiale, comme sont les confirmations, les ordinations, les mariages, les consécration d'église ou d'autels, les funérailles, etc. Cette festività des rites permettra leur plus grande efficacité pastorale. Toutefois, on veillera soigneusement à ce que, sous couleur de solennité, rien ne s'introduise dans la célébration qui soit purement profane ou peu compatible avec le culte divin ; cela s'applique surtout à la célébration des mariages.

44. Le chant solennisera aussi les célébrations que la liturgie, au cours de l'année liturgique, marque d'une note spéciale. Les offices de la Semaine sainte, en particulier, seront traités avec toute la solennité qu'ils

méritent : par la célébration du mystère pascal, en effet, les fidèles sont conduits comme au cœur de l'année liturgique et de la liturgie elle-même.

45. Pour la liturgie des sacrements et des sacramentaux, et pour les autres fonctions particulières de l'année liturgique, on préparera des mélodies appropriées qui permettront de donner à la célébration, même avec la langue du pays, plus de solennité. On suivra pour cela les directives données par l'autorité compétente, et l'on tiendra compte des possibilités de chaque assemblée.

46. La musique sacrée est aussi d'une grande efficacité pour nourrir la piété des fidèles dans les célébrations de la parole de Dieu et dans les *pia et sacra exercitia*.

Dans les célébrations de la parole de Dieu (27), on prendra modèle sur la liturgie de la parole dans la messe (28). Dans les *pia et sacra exercitia*, pourront être très utiles des psaumes, des œuvres de musique sacrée tirées du répertoire ancien aussi bien que récent, des chants religieux populaires, ainsi que le jeu de l'orgue et d'autres instruments plus caractéristiques.

En outre, dans les *pia et sacra exercitia*, et surtout dans les célébrations de la Parole de Dieu, on pourra fort bien admettre certaines œuvres musicales qui ne trouvent désormais plus leur place dans la liturgie mais qui peuvent néanmoins développer l'esprit religieux et aider la méditation des mystères sacrés (29).

## VI. — La langue à employer dans les actions liturgiques avec chant, et la conservation du répertoire de musique sacrée

47. Selon la Constitution sur la liturgie, « l'usage de la langue latine, sauf droit particulier, sera conservé dans les rites latins » (30).

Parce que cependant « l'emploi de la langue du pays peut être souvent utile pour le peuple » (31), « il revient à l'autorité ecclésiastique territoriale de statuer si l'on emploiera la langue du pays et de quelle façon, en faisant agréer, c'est-à-dire ratifier, ses actes par le Siège Apostolique » (32).

En observant exactement ces normes, on emploiera donc la forme de participation qui correspond le mieux aux possibilités de chaque assemblée.

Les pasteurs d'âmes veilleront à ce que, à côté de la langue du pays, « les fidèles sachent chanter ou réciter ensemble, en

(24) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 101, § 1 ; Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, n. 85.

(25) Constitution sur la liturgie, art. 101, § 2, 3.

(26) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 27.

(27) Cf. Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, n. 37-39.

(28) Cf. *infra*, n. 33.

(29) Cf. *infra*, n. 53.

(30) Constitution sur la liturgie, art. 36, § 1.

(31) Constitution sur la liturgie, art. 36, § 2.

(32) Constitution sur la liturgie, art. 36, § 3.



latin aussi, les pièces de l'ordinaire de la messe qui leur reviennent » (33).

48. Là où l'on ■ introduit l'usage de la langue du pays dans la célébration de la messe, les Ordinaires des lieux jugeront s'il est opportun de maintenir une ou plusieurs messes célébrées en latin — spécialement la messe chantée — dans certaines églises, de grandes villes surtout, où se trouve un assez grand nombre de fidèles de diverses langues.

49. Pour ce qui regarde l'emploi de la langue latine ou de la langue du pays dans les célébrations liturgiques qui se font dans les séminaires, on suivra les ■■■■■ de la sacrée congrégation des séminaires et universités sur la formation liturgique des élèves.

Les membres des instituts qui professent les conseils évangéliques suivront, en cette même matière, les normes contenues dans la lettre apostolique *Sacrificium Laudis* du 15 août 1966, ainsi que dans l'instruction sur la langue à employer par les religieux dans l'office et la messe conventuelle ou de communauté, donnée par cette Congrégation des Rites le 23 novembre 1965 (\*).

50. Dans les actions liturgiques avec chant que l'on célèbre en latin :

a) Le chant grégorien, en tant que chant propre de la liturgie romaine, doit, toutes choses égales d'ailleurs, occuper la première place (34). On emploiera pour cela, dans la mesure des possibilités, les mélodies qui se trouvent dans les éditions typiques.

b) ■ Il convient aussi que l'on prépare une édition contenant des mélodies plus simples à l'usage des petites églises (35). ■

c) Les autres compositions musicales écrites à une ou plusieurs voix, qu'elles soient tirées du répertoire traditionnel ou qu'il s'agisse d'œuvres nouvelles, seront traitées avec honneur, favorisées, et employées selon les possibilités (36).

51. En tenant compte des conditions locales, de l'avantage pastoral des fidèles et du génie de chaque langue, les pasteurs d'âmes jugeront si les pièces du répertoire de musique sacrée composées dans le passé pour des textes latins, en plus de leur emploi dans les actions liturgiques célébrées en latin, peuvent sans inconvénient être utilisées également dans celles qui se font dans la langue du pays. Rien n'empêche en effet que, dans une même célébration, certaines pièces soient chantées dans une langue différente.

52. Pour conserver le répertoire de musique sacrée et promouvoir comme il faut de nouvelles créations, ■ on accordera une grande importance à l'enseignement et à la pratique

de la musique dans les séminaires, les noviciats de religieux des deux sexes et leurs maisons d'études, et aussi dans les autres institutions et écoles catholiques », mais surtout auprès des instituts supérieurs spécialement destinés à cela (37). On doit pousser avant tout l'étude et la pratique du chant grégorien qui reste, en raison de ses qualités propres, une base de haute valeur pour la culture en musique sacrée.

53. Les nouvelles compositions de musique sacrée seront pleinement conformes aux principes et aux normes exposés ci-dessus. C'est pourquoi « elles devront présenter les marques de la véritable musique sacrée, pouvoir être chantées non seulement par les grandes chorales, mais convenir aussi aux petites et favoriser la participation active de toute l'assemblée des fidèles (38) ».

En ce qui concerne le répertoire traditionnel, on mettra d'abord en relief les pièces qui répondent aux exigences de la restauration liturgique. Ensuite, les experts particulièrement compétents en ce domaine, étudieront attentivement si d'autres pièces peuvent s'adapter à ces mêmes exigences. Quant aux pièces qui ne correspondent pas à la nature de la liturgie ou à la célébration pastorale d'une action liturgique, elles seront avantagement transférées dans les *pia exercitia*, et mieux encore dans les célébrations de la parole de Dieu (39).

## VII. — La préparation de mélodies pour les textes élaborés dans la langue du pays

54. En établissant les traductions populaires des pièces qui doivent recevoir des mélodies — spécialement la traduction du psautier — les experts veilleront à bien harmoniser la fidélité au texte latin avec l'aptitude au chant du texte en langue moderne. On respectera le génie et les lois de chaque langue ; on tiendra compte aussi du caractère particulier de chaque peuple : dans la préparation des nouvelles mélodies, les musiciens tiendront grand compte de ces données en même temps que des lois de la musique sacrée.

L'autorité territoriale compétente veillera donc à ce que, dans la Commission chargée d'élaborer les traductions populaires, il y ait des experts dans les disciplines dont on vient de parler, de même qu'en langue latine et en langue du pays ; leur collaboration doit intervenir dès le début du travail.

55. Il appartiendra à l'autorité territoriale compétente de décider si certains textes en langue du pays, traditionnels et liés à des mélodies, peuvent encore être utilisés, même s'ils comportent certaines variantes par rapports aux traductions liturgiques officielles ■ vigueur.

(33) Constitution sur la liturgie, art. 54 ; Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, ■ 59.

(\*) Cf. D. C. 1966, n° 1481, col. 1831 ; n° 1465, col. 313 (N. D. L. R.).

(34) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 116.

(35) Constitution sur la liturgie, art. 117.

(36) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 116.

(37) Constitution sur la liturgie, art. 115.

(38) Constitution sur la liturgie, art. 121.

(39) Cf. *supra*, n. 46.



56. Parmi les mélodies à préparer pour les textes en langues modernes, celles qui sont propres au prêtre et aux ministres ont une importance spéciale, soit qu'ils les exécutent seuls, soit qu'ils les chantent avec l'assemblée des fidèles ou qu'ils les dialoguent avec elle. En les élaborant, les musiciens verront si des mélodies traditionnelles de la liturgie latine déjà utilisées pour la même fin peuvent suggérer des solutions pour exécuter ces mêmes textes en langue moderne.

57. Les nouvelles mélodies destinées au prêtre et aux ministres doivent être approuvées par l'autorité territoriale compétente (40).

58. Les conférences épiscopales intéressées veilleront à ce qu'il y ait, pour une même langue, une seule traduction qui sera utilisée dans les diverses régions parlant cette langue. Il convient qu'il y ait, autant que possible, un ou plusieurs tons communs pour les pièces qui concernent le prêtre et les ministres, ainsi que pour les réponses et les acclamations du peuple : ainsi sera facilitée la participation commune de ceux qui parlent une même langue.

59. Les musiciens aborderont ce travail nouveau avec le souci de continuer une tradition qui a fourni à l'Eglise, pour le culte divin, un véritable trésor. Ils examineront les œuvres du passé, leurs genres et leurs caractéristiques, mais ils considéreront aussi avec attention les lois nouvelles et les besoins nouveaux de la liturgie : ainsi les formes nouvelles sortiront des formes déjà existantes par un développement à quelque sorte organique (41), et les œuvres nouvelles formeront une nouvelle partie du répertoire musical de l'Eglise, nullement indigne du passé.

60. Les nouvelles mélodies à composer pour les textes en langue moderne ont évidemment besoin de l'expérience pour arriver à une maturité et à une perfection suffisantes. On doit cependant éviter que, sous prétexte de tenter un essai, on ne fasse dans les églises des choses choquantes par rapport à la sainteté du lieu, à la dignité de l'action liturgique et à la piété des fidèles.

61. L'adaptation de la musique dans les régions qui possèdent une tradition musicale propre, surtout dans les pays de mission, demandera aux experts une préparation toute spéciale (42). Il s'agit, en effet, d'allier le sens du sacré avec l'esprit, les traditions et les expressions caractéristiques de chacun de ces peuples. Ceux qui se consacrent à ce travail doivent avoir une connaissance suffisante aussi bien de la liturgie et de la tradition musicale de l'Eglise que de la langue, du chant populaire et des expressions caractéristiques du peuple pour lequel ils travaillent.

## VIII. — La musique sacrée instrumentale

62. Les instruments de musique peuvent avoir une grande utilité dans les célébrations sacrées, soit qu'ils accompagnent le chant, soit qu'ils jouent seuls.

« On estimera hautement, dans l'Eglise latine, l'orgue à tuyaux comme l'instrument traditionnel dont le son peut ajouter un éclat admirable aux cérémonies de l'Eglise et élever puissamment les âmes vers Dieu et le ciel.

« Quant aux autres instruments, selon le jugement et le consentement de l'autorité territoriale compétente, il est permis de les admettre dans le culte divin, selon qu'ils sont ou peuvent devenir adaptés à un usage sacré, qu'ils s'accordent à la dignité du temple et qu'ils favorisent véritablement l'édification des fidèles (43). »

63. Pour admettre des instruments et pour s'en servir, on tiendra compte du génie et des coutumes de chaque peuple. Les instruments qui, d'après le sens commun et l'usage courant, ne conviennent qu'à la musique profane seront exclus de toute action liturgique ainsi que des *pia et sacra exercitia* (44).

Tout instrument admis dans le culte sera employé de telle manière qu'il réponde aux exigences de l'action liturgique, qu'il serve à la beauté du culte et à l'édification des fidèles.

64. L'emploi d'instruments dans l'accompagnement des chants peut être bon pour soutenir les voix ; il pourra rendre plus aisée la participation et plus profonde l'unité d'une assemblée. Mais le son des instruments ne devra jamais couvrir les voix ni rendre le texte difficile à comprendre. Tout instrument doit se taire lorsque le prêtre ou un ministre prononce à haute voix un texte relevant de sa fonction propre.

65. Dans les messes chantées ou lues, on peut utiliser l'orgue, ou quelque autre instrument légitimement admis, pour accompagner le chant de la chorale et du peuple. On peut en jouer en solo avant l'arrivée du prêtre à l'autel, à l'offertoire, pendant la communion et à la fin de la messe. On peut appliquer la même règle, en l'adaptant correctement, dans les autres actions sacrées.

66. Le jeu en solo de ces instruments n'est pas autorisé durant le temps de l'Avent et du Carême, pendant le triduum sacré et dans les offices ou messes des défunts.

67. Il est tout à fait souhaitable que les organistes et autres instrumentistes ne soient pas seulement experts dans le jeu de l'instrument qui leur est confié ; mais ils doivent connaître et pénétrer intimement l'esprit de la liturgie pour qu'en exerçant leur fonction, même dans l'improvisation, ils enrichissent la célébration selon la vaine nature de chacun de

(40) Cf. Instruction de la S. C. R., 26 sept. 1964, n. 42.

(41) Constitution sur la liturgie, art. 23.

(42) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 119.

(43) Constitution sur la liturgie, art. 120.

(44) Cf. Instruction de la S. C. R., 3 sept. 1958, n. 70.



ses éléments, et favorisent la participation des fidèles (45).

## IX. — Les Commissions préposées au développement de la musique sacrée

68. Les Commissions diocésaines de musique sacrée apportent une contribution de grande valeur pour faire progresser dans le diocèse la musique sacrée en accord avec la pastorale liturgique.

Elles devraient donc, autant que possible, exister dans chaque diocèse ; elles travailleront en unissant leurs efforts à ceux de la commission de liturgie.

Souvent même, il sera bien que les deux commissions soient réunies en une seule : elle sera alors constituée d'experts des deux disciplines ; ainsi le progrès en question sera facilité.

On recommande vivement, là où cela paraît plus utile, que plusieurs diocèses constituent une seule commission qui puisse réaliser une plus grande uniformité dans la même région et regrouper les forces en vue d'un meilleur résultat.

69. La Commission de liturgie, qu'il est conseillé d'établir auprès des Conférences

épiscopales selon les besoins (46), veillera aussi sur la musique sacrée ; par conséquent, elle comprendra aussi des musiciens experts. Il sera bon que cette Commission se tienne en liaison, non seulement avec les Commissions diocésaines, mais aussi avec les autres associations qui s'occupent de musique dans la même région. On doit en dire autant de l'Institut de pastorale liturgique dont il est question dans l'article 44 de la Constitution.

\*\*

Dans l'audience accordée le 9 février 1967 à S. Em. le cardinal Arcadius M. Larraona, préfet de cette S. Congrégation des Rites, le Souverain Pontife Paul VI a approuvé et confirmé de son autorité la présente Instruction ; il a donné l'ordre de la publier et fixé en même temps qu'elle entrera en vigueur le 14 mai 1967, dimanche de la Pentecôte.

Nonobstant toutes choses contraires.

Rome, le 5 mars 1967, dimanche de « Laetare », IV<sup>e</sup> dimanche du Carême.

CARDINAL JACQUES LERCARO,  
archevêque de Bologne,  
président du Conseil pour l'exécution  
de la Constitution sur la liturgie.

CARDINAL ARCADIUS-M. LARRAONA,  
préfet de la S. Congrégation des Rites.

† FERDINAND ANTONELLI,  
archevêque titulaire d'Idicra,  
secrétaire de la S. Congrégation des Rites.

(45) Cf. *supra*, n. 24.

(46) Cf. Constitution sur la liturgie, art. 44.

# Les mariages mixtes entre catholiques et Orientaux non catholiques baptisés

## Décret de la Congrégation pour l'Église orientale (1)

Le nombre toujours plus grand de mariages mixtes célébrés entre catholiques orientaux et chrétiens orientaux non catholiques dans les patriarchats et les éparchies de rite oriental, ainsi que dans

les diocèses de rite latin, et d'autre part la nécessité de remédier aux inconvénients présentés par ces mariages, ont conduit le II<sup>e</sup> Concile du Vatican à établir que « lorsque des catholiques orientaux se marient avec des non-catholiques orientaux baptisés, la forme canonique pour la célébration de ces mariages n'est obligatoire que pour la licéité. Pour la validité, la présence du ministre sacré suffit, en observant par ailleurs les autres règles

(1) Textes latin et italien dans l'*Osservatore Romano* du 26 février 1967. Traduction de la D. C.

Ce décret, qui commence par les mots *Crescens matrimoniorum mixtorum*, étend aux mariages entre catholiques de rite latin et orientaux non catholiques les dispositions établies par le Concile pour les mariages entre catholiques de rite oriental et orientaux non-catholiques (la forme canonique n'est obligatoire que pour la licéité ; pour la validité, la présence du ministre sacré suffit).

\*s

Au cours de la conférence de presse hebdomadaire du 3 mars, Mgr Terzariol, officiel de la Congrégation pour l'Église orientale, a déclaré que ce décret

« modifie l'Instruction sur les mariages mixtes publiée par la Congrégation pour la doctrine de la foi et datée du 18 mars 1966, laquelle reconfirmait le canon 1094. Reste cependant en vigueur tout ce qui est prescrit dans cette Instruction sur l'éducation catholique des enfants, les garanties à donner, la liberté de professer et de pratiquer la religion catholique, ainsi que les autres règles et exhortations ». (*L'Osservatore Romano*, 4 mars 1967.)



de droit ». (Décret sur les Eglises orientales catholiques, n° 18.) (2)

Etant donné par ailleurs que dans les circonstances particulières de notre temps des mariages mixtes sont également contractés entre fidèles catholiques de rite latin et fidèles orientaux non catholiques baptisés, et que les différences de législation canonique posent de nombreuses et graves difficultés, tant en Orient qu'en Occident, de divers côtés des suppliques ont été présentées au Souverain Pontife, lui demandant de daigner unifier la législation canonique sur cette question, en étendant également aux catholiques de rite latin ce qui avait été établi pour les fidèles catholiques de rite oriental.

Après mûr examen, S. S. Paul VI, Pape par la divine Providence, a estimé devoir accueillir les demandes et les vœux qui lui avaient été présentés. Et, pour éviter les mariages invalides entre fidèles de rite latin et fidèles chrétiens non catholiques appartenant aux rites orientaux ; pour rendre le mariage plus stable et protéger sa sainteté ; pour alimenter toujours davantage la charité entre fidèles catholiques et fidèles orientaux non catholiques, il a daigné concéder que lorsque les fidèles catholiques, tant de rite latin que de rite oriental, où qu'ils soient, contractent mariage avec des fidèles orientaux non catholiques, la forme canonique de la célébration de ces mariages n'est obligatoire que pour la licéité. Pour la validité, la présence du ministre sacré suffit, en observant par ailleurs les autres règles de droit.

Les pasteurs veilleront à ce que l'on ait soin d'enregistrer attentivement ces mariages dans les livres prescrits, le plus tôt possible. Cette pres-

cription vaut également pour les mariages contractés entre fidèles catholiques orientaux et orientaux non catholiques baptisés, en vertu du décret conciliaire sur les Eglises orientales catholiques (n° 18).

Afin de protéger la sainteté du mariage, les ministres non catholiques sont respectueusement et instamment priés d'apporter leur concours pour que ces mariages soient transcrits dans les registres de la partie catholique, qu'elle soit de rite latin ou de rite oriental.

Les Ordinaires des lieux qui accordent la dispense d'empêchement de religion mixte peuvent également dispenser de l'obligation d'observer la forme canonique du mariage, pour la licéité, chaque fois que se présentent des difficultés qui, selon leur prudent jugement, rendent nécessaire une telle dispense.

Le Souverain Pontife, qui préside personnellement à la Congrégation pour l'Eglise orientale, a ordonné de faire connaître à tous cette décision et concession suprême. C'est pourquoi cette même Congrégation, après avoir consulté également la Congrégation pour la doctrine de la foi, et sur l'ordre du Souverain Pontife, a rédigé ce décret destiné à être publié dans les *Acta Apostolicae Sedis*.

Et pour que cette nouvelle disposition puisse parvenir à la connaissance de tous les intéressés, tant catholiques de quelque rite que ce soit qu'orthodoxes, le présent décret entrera en vigueur le 25 mars 1967, en la fête de l'Annonciation de la Bienheureuse Vierge Marie.

Nonobstant toutes choses contraires.

Donné à Rome, au Palais de la Congrégation pour l'Eglise orientale, le 22 février 1967, en la fête de la Chaire de saint Pierre apôtre.

G. card. TESTA, *pro-préfet*,  
MARIO BRINI, *secrétaire*.

(2) D. C. 1964, n° 1438, col. 1654 (N. D. L. R.).

## La Journée mondiale des communications sociales

### *Lettre de la Commission pontificale pour les communications sociales*

Par la lettre ci-après, la Commission pontificale des communications sociales informe les présidents des Conférences épiscopales du monde entier que la Journée mondiale des communications sociales, prévue par le décret conciliaire *Inter mirifica*, aura lieu chaque année — à partir de cette année, 1967 — le dimanche entre l'Ascension et la Pentecôte, et elle donne des directives au sujet de cette Journée (1) :

N° 4815.

Cité du Vatican, 14 juin 1966.

VENERABLES PRÉSIDENTS DES CONFÉRENCES EPISCOPALES,

1. L'application prompte et fidèle de tout ce qui a été utilement décrété par le deuxième

Concile œcuménique du Vatican, veut que fidèles et pasteurs s'efforcent par tous les moyens de mettre sur pied les œuvres et initiatives pastorales dont dépend principalement tant le renouveau de la vie chrétienne que la diffusion de la parole de Dieu dans le monde actuel.

2. Or les instruments de communication sociale — tels que la presse, la télévision, la radio, le cinéma — exercent sur les hommes d'aujourd'hui une influence qui leur est propre, et qu'ils sont nécessairement appelés à accroître toujours davantage dans l'avenir ; de sorte que pour la prédication de la parole de Dieu, pour l'éducation chrétienne, pour les rapports entre les membres de l'Eglise et pour les rapports que l'Eglise doit avoir avec toute la société humaine, on ne peut faire abstraction de leur usage.

3. Si ensuite on considère l'extraordinaire accroissement de la population du monde et

(1) Traduction de la D. C. d'après le texte italien publié par la *Civiltà Cattolica*, 4 février 1967, p. 287. La numérotation des paragraphes est de la rédaction de la *Civiltà Cattolica*.



ses conditions sociales actuelles, on voit tout de suite que c'est du bon usage de ces instruments que dépendra la possibilité de réaliser pleinement le double dialogue qui est souhaité : celui entre les fidèles, et celui de l'Eglise avec le monde (2). De plus, il s'agit de sauver l'intégrité même de la doctrine et de la vie morale de chaque fidèle, étant donné que presse et spectacles ont atteint de tels développements, que seuls les usagers qui ont reçu une solide formation seront à l'abri de leur puissante influence.

4. Il faut donc trouver la meilleure solution pour ce problème pastoral de la plus haute actualité et importance auquel viennent joindre d'autres problèmes complexes d'ordre social, culturel, économique.

5. Dans une question si importante, cette Commission pontificale — à laquelle a été confié ce champ pastoral, à la demande des Pères du Concile (3) — au cours des deux réunions des présidents des Commissions épiscopales qui ont eu lieu à la Cité du Vatican le 17 novembre 1964 et le 27 octobre 1965, sollicite l'avis de ceux-ci sur la façon d'appliquer ce qui a été établi dans le n° 18 du décret *Inter mirifica* :

6. « Pour donner plus d'efficacité à l'apostolat multiforme de l'Eglise concernant les instruments de communication sociale, dans tous les diocèses du monde, au gré de l'évêque, il y aura chaque année une journée au cours de laquelle on fera prendre conscience aux fidèles de leurs devoirs en cette matière, et on les invitera à prier et à donner leur obole pour cette cause. Les fonds ainsi recueillis seront destinés à promouvoir, soutenir et développer les initiatives et les réalisations de l'Eglise en ce domaine, selon les besoins du monde catholique (4). »

7. Tous estimèrent que la célébration de la journée annuelle était de nature à susciter dans l'Eglise et dans le monde une attitude sociale nouvelle et salutaire à l'égard de l'usage de ces instruments.

8. Presque toutes les nations donnèrent un avis favorable pour que la célébration ait lieu le même jour dans le monde entier, et une grande partie indiquèrent comme convenant le mieux le dimanche qui suit la fête de l'Ascension.

9. Cette Commission a ensuite soumis cette indication au jugement du Saint-Père, lequel a voulu approuver l'institution de cette journée annuelle à partir du dimanche après l'Ascension de 1967, à condition qu'elle ne comporte pas une nouvelle collecte de caractère mondial ; aussi les éventuelles collectes auront-elles seulement un caractère diocésain ou national.

10. J'ai donc l'honneur d'annoncer par votre entremise à la Conférence épiscopale

que, le 7 mai 1967, sera célébrée dans le monde entier la « Journée des communications sociales ». Conformément au numéro du décret cité ci-dessus, cette célébration est laissée au jugement prudent des épiscopats nationaux. Toutefois, cet Office du Saint-Siège prie instamment cette Conférence épiscopale de ne renoncer à une initiative si providentielle que pour des motifs graves, étant donné son caractère mondial et catholique, et étant donné que ses bons résultats dépendront dans une très large mesure de l'esprit de solidarité de toute l'Eglise.

11. La fixation des règles particulières pour la célébration de cette « Journée » est laissée au jugement de chaque épiscopat ; de son côté, cette Commission pontificale veillera à envoyer à toutes les Conférences épiscopales les informations et conseils opportuns. Il ne fait pas de doute que le succès de la Journée dépendra également de la diligence avec laquelle elle sera préparée.

12. Le but principal de la « Journée » est l'éducation des consciences chrétiennes ; de sorte que dans le monde entier, tous usent de ces instruments dans un esprit de pleine responsabilité.

13. Il appartiendra aux épiscopats nationaux de décider si on doit pourvoir aux dépenses nécessitées par « les institutions et les initiatives réalisées par l'Eglise en ce domaine » (5) et demandées par le Concile, au moyen de collectes nationales ou diocésaines organisées à l'occasion de cette Journée, ou bien, selon les possibilités locales, en recourant à d'autres sources.

14. En vous remerciant grandement de tous les services et subsides par lesquels cette Conférence épiscopale voudra bien soutenir les développements de cet apostolat si important et si urgent, veuillez croire à mes sentiments très respectueux dans le Christ.

MARTIN J. O'CONNOR,  
archevêque titulaire de Laodicée de Syrie,  
président.

## REMARQUES

### *Le nom de la Journée mondiale.*

15. Selon la terminologie adoptée par le Concile œcuménique et désormais largement répandue, on se propose de l'appeler « *Giornata Mondiale delle Comunicazioni Sociali* » (*World Communication Day*, Journée mondiale des communications sociales, *Jornada Mundial de las Comunicaciones Sociales*, etc.)

16. Cette appellation laisse la porte ouverte à la collaboration de tous les hommes de bonne volonté et manifeste la sollicitude de l'Eglise non seulement pour l'apostolat des catholiques en ce domaine, qui du reste est de la plus grande importance, mais également pour tout le domaine plus vaste des instruments de communication sociale.

(2) Cf. encyclique *Ecclesiam suam*, A. A. S., LVI (1964), 639 et s. (D. C. 1964, n° 1431, col. 1077).

(3) Cf. *Motu proprio* « *In fructibus multis* », A. A. S., LVI (1964), 291 (D. C. 1964, n° 1423, col. 553).

(4) D. C. 1963, n° 1414, col. 1667 (N. D. L. R.)

(5) Décret *Inter mirifica*, A. A. S., LVI (1964), 151.



17. Cette appellation pourra cependant être adaptée aux langues et aux conditions locales.

### *Le choix du dimanche après l'Ascension*

18. On a choisi un jour de fête et de précepte qui ne soit cependant pas un jour de grande fête et qui ne coïncide pas avec une autre des « Journées mondiales » déjà fixées par le Saint-Siège (pour les missions, pour les vocations). De plus, cette Commission pontificale a tenu compte du fait qu'à ce moment-là, dans les diverses parties du monde, les élèves fréquentent les écoles, de façon que la jeunesse, particulièrement intéressée à cette question, puisse être informée de ses devoirs. Par ailleurs, le dimanche après l'Ascension semble également indiqué du point de vue liturgique, car il précède de peu la Pentecôte, fête où l'on commémore la communication de la vérité et de la charité par l'Esprit-Saint.

### *Importance de la Journée mondiale*

19. Il s'agit d'une initiative voulue par le II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican, dans une fin toute pastorale, et qui concerne toute l'Eglise. Cette Journée mondiale réduit à une seule célébration annuelle des instruments de communication sociale toutes les autres « Journées » de la presse, du cinéma, etc., qui existaient dans divers pays ou diocèses.

### *Comment la célébrer*

20. Il sera bon d'adapter la manière de célébrer la « Journée des communications sociales » aux conditions particulières de chaque pays, en tenant compte des nécessités et des circonstances locales.

21. Deux points sont particulièrement nécessaires :

a) Rendre tous les hommes, et les fidèles en premier lieu, conscients des devoirs de chacun et de toute l'humanité aujourd'hui dans ce domaine.

b) Prier pour que ces instruments servent au bien de l'humanité et à la gloire de Dieu.

22. Là où on le jugera opportun, la célébration sera accompagnée d'une collecte.

### *Nécessité d'une préparation*

23. Dans toute nation, la préparation nécessaire de la Journée mondiale est confiée — conformément au n° 21 du décret *Inter mirifica* — à la Commission épiscopale (ou à l'évêque délégué) des communications sociales. Il appartient aux Offices nationaux de la presse, du cinéma et de la télévision de traduire en pratique les prescriptions et dispositions de ladite Commission (ou de l'évêque délégué).

24. Les communautés paroissiales, les associations d'apostolat, les écoles de toute catégorie, la presse, les stations de radio et de télévision sont invitées à unir leurs efforts pour collaborer avec les Offices nationaux à la préparation et à la célébration de cette Journée.

25. Les Associations catholiques internationales : de la presse (*Union catholique internationale de la presse*), du cinéma (*Office catholique international du cinéma*) et de la radio-télévision (*Unda*) offriront volontiers leur aide aux Offices nationaux.

26. Cette Commission pontificale, avec l'aide des consultants, prépare les conseils et directives qui devront être transmis en temps utile aux Commissions épiscopales.

27. On espère que le Saint-Siège transmettra un message à cette occasion.

### *Destinataires de la collecte*

28. Les Conférences épiscopales qui croiront opportun de mettre en pratique l'exhortation du décret conciliaire (n° 18) au sujet de la collecte destinée à maintenir et promouvoir les institutions et les initiatives de l'Eglise en ce domaine, organiseront cette collecte selon les modalités qu'ils jugeront les plus opportunes.

29. La fin première de cette collecte est de maintenir l'efficacité des Offices nationaux et des autres initiatives nationales ou diocésaines en ce domaine.

30. Que l'on fasse ce qui est possible pour aider également les régions où le progrès religieux et moral pose des exigences plus pressantes » (n° 13).

31. Cette Commission pontificale indiquera aux Commissions épiscopales et aux Conférences nationales qui estimeraient pouvoir apporter cette aide fraternelle et méritoire, quelles sont les initiatives qu'il est le plus nécessaire et le plus urgent de soutenir.

---

— *Boris Vian*. La poursuite de la vie totale, par HENRI BAUDIN. — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 208 pages, avec illustrations hors-texte. Collection « Humanisme et religion ». Prix : 12 F. Editions du Centurion, Paris.

C'est un essai d'explication d'une vie, d'une œuvre, originales, certes, toutes deux, qui promettaient et semblent déboucher sur le néant. Pourquoi l'engouement, l'attachement qu'ont suscité l'homme et l'œuvre ? C'est ce que cherche l'auteur au cours de ces pages où l'intérêt ne languit pas.

— *Anouilh*. La peine de vivre, par CLÉMENT BORGAL. — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 206 pages, dont 11 d'illustrations hors-texte. Prix : 12,35 F. Collection « Humanisme et religion ». Editions du Centurion, Paris.

Voici une étude très poussée et très nuancée de l'homme et de l'œuvre. Qu'on le veuille ou non, l'un éclaire l'autre, et on se demande comment cette œuvre, qui semble progresser vers un but et devoir poser un problème essentiel, subitement tourne court et se refuse, pour ainsi dire, d'aboutir. C'est un problème, et il est passionnant.



# Le développement rural

*Lettre pontificale au cardinal Santos, archevêque de Manille (1)*

EMINENCE,

L'annonce d'un Congrès national sur le développement rural aux Philippines, sous le patronage de la *Catholic Welfare Organisation*, et avec la collaboration de l'*International Rural Association*, a été accueillie avec un vif intérêt par le Saint-Père, sensible à toutes les initiatives destinées à étudier les problèmes des populations agricoles rurales et à rechercher les solutions les plus appropriées. Avec une profonde satisfaction, il exprime ses vives félicitations à tous les membres du clergé et du laïcat des Philippines dont les efforts pour préparer cette réunion ont attiré l'attention et la participation de presque tous les secteurs de la nation, depuis le monde de la politique, de la science et de la technique jusqu'à celui de l'économie, de la sociologie et de la religion.

Vous vous proposez d'étudier en ce Congrès la façon dont le développement du monde rural peut être favorisé, en vous inspirant des enseignements du II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican. Vous n'ignorez pas que précisément de la mission spécifique de l'Eglise, qui est d'ordre religieux, découlent « une fonction, des lumières et des forces qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine ». (*Gaudium et Spes*, n. 42.)

Le développement du monde agricole et rural nous conduit à souligner en premier lieu les vastes possibilités de progrès qui s'ouvrent à l'agriculture aux Philippines dont le sol est d'une extraordinaire fertilité, véritable et précieux don de Dieu, qui attend d'être sagement utilisé pour répondre aux exigences croissantes de la population. Ce mouvement vers le progrès est conforme au dessein de Dieu (*Gaudium et Spes*, n. 34), mais il est un devoir pour l'homme, un devoir plus grave encore pour le chrétien (*Gaudium et Spes*, n. 43).

Chacun sait la contribution apportée à ce développement par les Centres de recherche et d'expérimentation, tels que le méritant *International Rice Research Institute*. Il est à souhaiter qu'une organisation appropriée pourra répandre et apporter aux milliers de cultivateurs philippins les moyens et les méthodes rationnels découverts par le labeur patient et dévoué des chercheurs, dans des conditions et des mesures immédiatement applicables dans un but démonstratif. Les travailleurs de la terre aiment les choses concrètes et réalisables, même si elles sont modestes. On ne doit pas oublier que pour obtenir des résultats, il faut faire naître en eux l'espérance de pouvoir améliorer leurs conditions de vie et les encourager à travailler dans ce but.

(1) Textes anglais et italien dans *l'Osservatore Romano* du 8 février 1967. Traduction et sous-titres de la D. C.

*Pour que la population agricole participe, elle aussi, aux bienfaits du progrès humain*

Un second problème proposé à l'examen de votre Congrès, c'est la situation économique et sociale, ainsi que les conditions générales de vie dans lesquelles se débat la population agricole.

Votre étude cherche à attirer l'attention du public sur le revenu insuffisant des travailleurs ruraux, sur leurs conditions sociales pénibles, sur leur manque d'hygiène et de moyens sanitaires, sur l'insuffisance des écoles. Toutes ces carences requièrent des réformes de structure adéquates, des mesures sérieuses, inspirées d'un généreux esprit de solidarité humaine et chrétienne, pour qu'il soit donné à tous de faire un travail digne et rentable, et pour que soit assurée à tous une instruction de base la plus élevée possible et une assistance sanitaire convenable.

Tous doivent se sentir appelés, et spécialement les responsables de la chose publique, à apporter leur contribution pour que ceux qui travaillent la terre participent eux aussi aux bienfaits du progrès humain, et pour qu'ils puissent constater réellement que leur travail est apprécié à sa valeur, c'est-à-dire comme un élément fondamental et indispensable du développement économique et social de toute la communauté nationale.

Et il est bon de rappeler ici cet enseignement du Concile : « Tout ce que font les hommes pour faire régner plus de justice, une fraternité plus étendue, un ordre plus humain dans les rapports sociaux, dépasse en valeur les progrès techniques. » (*Gaudium et Spes*, n. 35.)

Sa Sainteté nourrit une grande confiance dans la capacité créatrice du peuple philippin. Beaucoup de ses fils ont un grand esprit d'entreprise, ainsi que les moyens et les compétences voulus pour le rendre fécond. Qu'ils veuillent bien étudier attentivement les possibilités concrètes et saisir toutes les occasions de créer de nouvelles sources de richesse dans les milieux ruraux. Certes, des entreprises peuvent, surtout au début, se heurter à de graves difficultés ; cependant, avec de l'imagination et de la force d'âme, ces difficultés peuvent souvent être surmontées. Les avantages qui en découlent pour la communauté nationale sont nombreux et importants ; on offre sur place une occupation pour les travailleurs que la modernisation souhaitée de l'agriculture rend disponibles ; on évite de douloureuses séparations familiales ; on contribue efficacement à la promotion humaine du monde agricole et rural. Les économies réalisées dans le secteur agricole peuvent y être réinvesties, ainsi que la justice et l'humanité l'exigent souvent.

La promotion du monde rural ne peut être seulement un don : elle doit être surtout une conquête des travailleurs ruraux eux-mêmes (encycl. *Mater et Magistra*) : elle doit s'obtenir par une préparation professionnelle soignée et moderne, l'ardeur au travail, l'esprit d'initiative. De plus, il est nécessaire que dans ce but ils créent des associations écono-



miques et professionnelles, qu'ils y soient activement présents, dans un esprit de collaboration et de solidarité chrétienne.

### La tâche du clergé rural

Nous exhortons enfin l'épiscopat et le clergé des Philippines à apporter la plus vive attention à la chère population rurale de ce pays, catholique de longue tradition pour la plupart, à intensifier la pastorale particulièrement de la jeunesse si nombreuse dans les centres ruraux. Que ces chers jeunes soient amenés à prendre conscience de leur mission d'agriculteurs et de chrétiens, à trouver dans leur foi vécue la force de surmonter plus promptement leurs difficultés, parce que c'est de leur résolution et de leur esprit de responsabilité que dépend l'avenir de la population rurale philippine, et donc de tout le pays.

Le clergé des villages agricoles dispersés dans tout le pays est appelé à une mission difficile, mais importante. Les curés de campagne connaissent et partagent assez souvent les difficultés des gens de la campagne ; ils connaissent leurs souffrances et leurs espérances et jouissent de la confiance méritée de leur peuple. Ils sont vivement exhortés à intensifier leur action pastorale au milieu des ruraux, à entretenir les vertus chrétiennes de ceux-ci, à leur inculquer une connaissance plus profonde des valeurs religieuses, à promouvoir des associations d'apostolat, à prévenir la propagande antireligieuse et l'indifférentisme, à susciter des vocations religieuses.

« Pendant longtemps, le travailleur de la terre est resté passif, non seulement dans le domaine social, mais encore, et peut-être davantage, dans le domaine religieux. Inséré plus intimement dans la paroisse, il pourra, au contraire, mieux comprendre que les intérêts de l'Eglise sont les siens, il aura l'occasion de collaborer avec les autres, il sera poussé à vaincre toute sorte d'égoïsme pour se consacrer au service du prochain, il s'habituerà à la pratique des vertus sociales. Le cœur et l'esprit ainsi ouverts aux vastes horizons de la charité chrétienne, il ne tardera pas à apprendre des lèvres maternelles de l'Eglise que le christianisme interprète ses exigences les plus vives et l'aide aussi à réaliser son perfectionnement en tant qu'homme et en tant que travailleur. » (*Lettre de Pie XII à S. Em. le cardinal Siri pour la XXX<sup>e</sup> Semaine sociale des catholiques d'Italie : A. A. S., XLIX, 836.*) (2)

Dans les civilisations millénaires des peuples asiatiques, de profondes et rapides transformations sont en cours, dues à l'irruption en elles des progrès scientifiques et techniques et à leurs répercussions dans tous les domaines de la vie sociale. C'est une grande heure que vit le peuple philippin, car la Providence l'appelle à montrer par les idées et les faits que la foi chrétienne, sincèrement vécue, tout en étant un rayon de lumière qui au-delà du temps conduit à la possession du vrai Dieu, est aussi un ferment qui fait lever toutes les valeurs humaines authentiques dont se nourrissent les civilisations.

A Votre Eminence, aux membres de la hiérarchie et du clergé qui ont collaboré à la préparation de ce Congrès, aux conférenciers et aux dirigeants, en

gage de l'assistance et de la lumière de la grâce divine, le Souverain Pontife accorde avec affection sa paternelle Bénédiction apostolique.

Avec mes bons vœux personnels et l'assurance de ma profonde estime, croyez à mes sentiments dévoués dans le Seigneur.

A. G. cardinal CICOGNANI.

### A PROPOS DE LA TRADUCTION FRANÇAISE DU « CREDO »

La Semaine Catholique de la Suisse romande (*organe du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, et du diocèse de Bâle pour la partie romande*) publie dans son numéro du 23 février 1967 l'article ci-après :

La pétition adressée à nos évêques par le Mouvement *Una voce* appelle les remarques suivantes que nous soumettons à nos lecteurs :

1. Souvent on croit que le terme *consubstantiel* a été utilisé par l'Eglise pour exprimer seulement les rapports du Verbe avec le Père. C'est une erreur. Le Concile de Chalcédoine proclame Jésus « consubstantiel au Père selon la déité et consubstantiel à nous selon l'humanité (1) ». Une première conclusion s'impose : le mot *consusubstantiel* comme tel n'exprime pas nécessairement — comme disent les théologiens — l'unité *numérique* de la même nature, mais il peut évoquer seulement une unité spécifique : la nature humaine en tant qu'individualisée en Jésus est distincte de la nôtre.

2. Au cours des siècles, les Conciles ont donné des explications du mot *consusubstantiel*. Or spontanément, ils utilisent les formules de *même substance, de même nature*. Ainsi à Tolède, en 675, les évêques espagnols commentent le terme grec *omoousios* par cette expression : « de même substance avec le Père » (*haec est eiusdem cum Patre substantiae*). Mais, plus loin, le Concile déclare synonymes les mots de *substance* et de *nature* : « Nous reconnaissons la Trinité dans la distinction des personnes ; nous confessons l'unité à cause de la nature ou de la substance (2). »

Les théologiens ont toujours admiré la parfaite orthodoxie de ces Conciles espagnols combattant l'arianisme.

3. Ces problèmes sont difficiles à expliquer au peuple chrétien. Aussi en soupçonnant l'orthodoxie d'une formule approuvée par l'épiscopat, on nous oblige à exposer devant le grand public des questions qui le dépassent. Pastoralement, ces polémiques sont regrettables.

Rappelons-nous le texte de saint Hilaire : « Nous sommes contraints, par les erreurs blasphématoires des hérétiques, de faire ce qui n'est pas permis de faire : escalader les cimes, exprimer l'ineffable, oser toucher l'intouchable... Nous sommes contraints d'embrasser des choses inénarrables dans l'infirmité de notre langage... et de livrer, en l'exprimant, aux dangers d'une parole humaine, ce qu'il eût fallu garder dans l'adoration de notre cœur (3). » L'évêque de Poitiers parle des Ariens. Il ne faut pas que les défenseurs scrupuleux de Nicée aboutissent au même résultat : diviser l'Eglise dans de vaines querelles.

G. BAVAUD.

(1) DENZINGER (ancienne édition), 148.

(2) DENZINGER (ancienne édition), 276 et 281.

(3) *De Trinitate*, II, 2 (P. L., X, 51).

(2) D. C. 1957, n° 1264, col. 1449 (N. D. L. R.)



## Respect et amour de la doctrine de la foi

*Note du Bureau d'études doctrinales et pastorales du Conseil permanent de l'épiscopat français*

Au cours de leur Assemblée plénière de Lourdes, en octobre dernier, les évêques de France ont exprimé le désir que le Bureau d'études doctrinales et pastorales du Conseil permanent (1) mette à leur disposition des notes répondant aux besoins actuels. Voici la première de ces notes (2) :

De nos jours, certains catholiques, qui s'efforcent de vivre leur foi, s'interrogent, non sans quelque inquiétude : que croire vraiment ? On lit en effet des études de tous genres, manifestant un extraordinaire appétit de recherche, par exemple ■■■ le sens des divers dogmes, notamment ceux du péché originel, de la présence réelle dans l'eucharistie, de la résurrection du Christ, etc.

Il y a là certes un désir d'information et plus encore la marque d'un grand amour de la parole de Dieu et du mystère chrétien dans son ensemble, qui rappelle et peut-être même dépasse, au moins en extension, ce que l'Eglise a connu aux plus belles heures de son histoire.

Il n'empêche que, notamment, par suite de leur peu de préparation à certaines regrettables remises

en question, souvent publiques, ou à de légitimes recherches positives, des chrétiens sont troublés, parfois jusque dans leur foi, bien loin de retirer de ces discussions la lumière qu'ils devraient en recevoir.

Dans cette situation qui est sérieuse, mais dont il ne faut pas exagérer la gravité, il semble à propos d'aider les fidèles à discerner le contenu et le fondement indéfectibles de la foi, de ce qui relève de la libre recherche et de l'adaptation pastorale.

### I. — Ce qui est proposé à la foi des fidèles

L'objet de la foi est le mystère du salut accompli dans le Christ et révélé par lui. « Il ■ plu à Dieu de se révéler en personne et de faire connaître le mystère de sa volonté (cf. Ephés., 1, 9), grâce auquel les hommes, par le Christ, le Verbe fait chair, ont accès, dans l'Esprit-Saint, auprès du Père, et sont rendus participants de la nature divine. » (Const. *Dei Verbum*, n° 2.)

Le Concile précise que c'est le Christ « qui, par toute sa présence et par la manifestation qu'il fait de lui-même, par ses paroles, par ses œuvres, par ses signes, par ses miracles et plus particulièrement par sa mort et sa glorieuse résurrection d'entre les morts, par l'envoi enfin de l'Esprit de vérité, donne à la révélation son dernier achèvement ». N° 4.)

Aussi, ce qui réclame l'adhésion de foi des chrétiens, c'est le mystère du Christ en sa réalité objective, le mystère du Christ tel que celui-ci s'est révélé dans sa vie, sa mort et sa résurrection. Il s'agit donc, par l'acceptation des formules de foi (3), d'adhérer à une réalité qui est une personne présente dans l'histoire, le Christ-Jésus, avec tout son mystère de salut et son enseignement.

Cette adhésion de foi à toute la réalité objective que nous dévoile la révélation, et qui est résumée dans le Symbole des apôtres (Je crois en Dieu...), atteint d'ailleurs des vérités que l'intelligence humaine peut par elle-même établir, comme l'existence de Dieu, la réalité de la liberté humaine, etc.

### II. — Le fidèle croit en l'Eglise

#### 1. Parole de Dieu, foi et Eglise

Mais se pose immédiatement une question : *Comment accède-t-on à la connaissance de ce mystère du Christ ? Comment ce mystère atteint-il le*

(3) Il faut le faire en tenant compte de la hiérarchie des vérités de la foi, comme cela est recommandé aux théologiens par le décret conciliaire sur l'œcuménisme : « Ils se rappelleront qu'il y a un ordre ou une hiérarchie des vérités de la doctrine catholique, en raison de leur rapport différent avec les fondements de la foi chrétienne. » (N° 11.)

(1) Voici la composition de ce Bureau :

Président : Mgr MARTY, archevêque de Reims, vice-président du Conseil permanent ;

Section doctrinale : Mgr FERRAND, archevêque de Tours ; Mgr ANCEL, évêque auxiliaire de Lyon ;

Section pastorale : Mgr RENARD, évêque de Versailles ; Mgr VIAL, évêque de Nantes.

Au cours de la dernière session du Conseil permanent de l'épiscopat (28 février-2 mars), Mgr VEUILLOT, archevêque de Paris, et Mgr GUFFLET, évêque de Limoges, ont été également nommés membres du Bureau d'études doctrinales.

\*\*\*

Rendant compte des travaux de cette session dans la Croix du 4 mars 1967, Jean Pélissier écrit :

Le cardinal Lefebvre, archevêque de Bourges, président de la Conférence épiscopale française et membre de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, a bien voulu assurer la liaison entre cette Congrégation et le Bureau...

Il a été décidé que plusieurs autres notes seront élaborées et publiées au cours des mois prochains.

La responsabilité de la mise au point de chacune de ces notes est confiée à un évêque d'une région universitaire qui possède soit un Institut catholique, soit des Facultés catholiques (Strasbourg), soit des Instituts supérieurs religieux (telles les Facultés de Fourvière des Pères Jésuites), afin que les professeurs des Facultés canoniques soient associés à l'élaboration de ces textes, qui, après approbation du Bureau d'études doctrinales, aideront les Commissions épiscopales à voir plus clair sur les problèmes doctrinaux se présentant sur leur route.

Parmi les notes ainsi prévues, citons la Constitution conciliaire *Dei Verbum* sur la Révélation, la morale et la moralité, la christologie, l'Eucharistie, le Magistère, l'œcuménisme (confiée aux Facultés canoniques de l'Université de Strasbourg), etc.

(2) Eglise de Reims, 18 février 1967.



*croissant et sollicite-t-il concrètement sa foi ? Par la parole de Dieu, comme l'insinue le texte cité plus haut, la parole de Dieu livrée aux hommes, elle aussi, dans l'histoire, et que leur transmettent l'Écriture et la Tradition indissolublement conjuguées. Celles-ci constituent, selon le Concile, « l'unique dépôt sacré de la parole de Dieu » (ibid., n° 10), « comme un miroir où l'Eglise en son cheminement terrestre contemple Dieu, dont elle reçoit tout » (n° 7).*

Elles sont données à l'Eglise *en son cheminement terrestre* ; c'est pourquoi nous avons parlé d'histoire. L'Eglise est située dans la durée et non pas seulement au terme du voyage terrestre de l'humanité. En conséquence, elle scrute toujours l'Écriture et la Tradition pour y découvrir de mieux en mieux la parole de Dieu. Et ainsi, « tandis que les siècles s'écoulent, elle tend constamment vers la plénitude de la divine vérité... » (ibid., n° 8.)

## 2. Rôle du Magistère

Ce travail d'accueil et de pénétration, elle ne le fait pas sans guide, mais par l'Esprit-Saint qui l'assiste toujours et spécialement par le magistère vivant et visible, qui a reçu du Christ « autorité » et donc qualification pour « interpréter de façon authentique la parole de Dieu écrite ou transmise ». (ibid., n° 10.)

Ceci ne place pas le magistère, c'est-à-dire le Pape et les évêques, *au-dessus* de la parole de Dieu. Il ne juge pas la parole, « mais il la sert, n'enseignant que ce qui fut transmis, puisque par mandat de Dieu, avec l'assistance du Saint-Esprit, il écoute cette parole avec amour, la garde saintement et l'expose aussi avec fidélité ». (ibid.)

Le magistère est donc le garant de la fidélité de tous à la parole du Seigneur qui, bien loin de lui être soumise, l'interpelle constamment ainsi que tous les croyants.

Son intervention peut revêtir plusieurs formes. Le plus souvent, il veille simplement à ce que soit prêchée et reçue avec foi la plénitude du mystère du Christ.

Cette vigilance s'exerce toutefois de diverses manières. Parfois elle demeure discrète. Dans d'autres cas, elle se traduit en interventions publiques, constituées en particulier par les encycliques et les messages du Souverain Pontife, les lettres collectives ou individuelles des évêques, etc. Par ces interventions, aucun d'eux ne fait rien d'autre qu'accomplir toujours, au rang qui est le sien, la grande obligation qui résulte de leur charge commune, et qui leur fait vivre le mot de saint Paul : « Malheur à moi, si je n'évangélise pas ! »

Ceci ne veut pas dire que ces interventions doivent être mises, toutes, sur le même plan. Certaines d'entre elles ont une portée essentiellement pastorale ou disciplinaire, d'autres ont un but doctrinal. Mais toutes appellent le respect et l'attention.

Dans d'autres cas enfin, le magistère est amené à se prononcer solennellement sur la doctrine, soit par la formulation de *dogmes*, expression fidèle de ce mystère, au plan de la pensée conceptuelle, permettant de l'atteindre réellement à travers eux, soit sans formulation de dogmes nouveaux, par la proclamation de *l'enseignement autorisé* de l'Eglise à l'usage de tous, comme Paul VI le disait à propos de l'œuvre réalisée par Vatican II.

Ce rôle du magistère n'est cependant pas à concevoir comme la perpétuelle dictée d'une leçon à

recevoir passivement. Ce ne serait pas conciliable avec la réalité du vivant *cheminement de l'Eglise sur terre* dont parle le Concile.

## 3. Rôle des fidèles

Le magistère ne dispense pas les fidèles de travailler eux-mêmes à la pénétration de la parole de Dieu (4). Tous ont donc, dans les limites de leurs forces, à collaborer à ce travail qui n'est pas, pour autant, voué à l'anarchie, du fait même que l'Écriture et la Tradition sont « reçues et vénérées avec un égal sentiment d'amour et de respect » (ibid., n° 9), et étudiées dans la fidélité au magistère qui les interprète de façon authentique, au nom de Jésus-Christ (ibid., n° 10) (5).

Mais cette étude du donné révélé est une œuvre de longue haleine ! C'est ainsi que, par exemple, l'Eglise a mis des siècles à préciser ce qu'il fallait entendre par l'Assomption de Marie, et que Pie XII, en la définissant comme un dogme, n'a pas précisé si la Vierge avait ou non connu la mort.

Les recherches de ce genre sont donc normales et légitimes, à condition qu'elles impliquent le respect de la parole de Dieu et qu'on les poursuive pour découvrir de mieux en mieux le donné révélé, *à partir de ce qui est déjà reconnu comme lui appartenant*, et qu'on ne peut remettre en cause, en veillant à ne pas même le blesser. C'est ainsi que la mise en question de *la réalité de la résurrection du Christ* mutile gravement le dépôt, comme saint Paul l'avait déjà noté : « Si le Christ n'est pas vraiment ressuscité, votre foi est vaine. » (1 Cor., 15, 17.) La volonté inconsidérée de *démystifier*, comme on dit, le contenu du Nouveau Testament, aboutit à vider la parole de Dieu du mystère qu'elle porte. Toute étude du texte sacré doit faire mieux ressortir la réalité objective de ce mystère.

## III. — Exigences d'une pastorale de la Parole de Dieu

Il s'agit d'abord, bien sûr, de comprendre cette parole à la lumière de la foi. Il ne suffit pas ■■ effet de l'étudier, comme une quelconque source profane, par une étude rationnelle. La foi, qui adhère au message doctrinal dans son ensemble, doit présider aussi à son étude détaillée. Elle donne la pénétration, en même temps que le goût du mystère chrétien. C'est qu'en effet, « la perception des choses aussi bien que des paroles transmises s'accroît, soit par la contemplation et l'étude des croyants qui les méditent en leur cœur (cf. Luc, 2, 19 et 51), soit par la profonde intelligence qu'ils éprouvent des choses spirituelles ». (ibid., n° 8.)

(4) Bien qu'ils fassent partie des fidèles et non de la hiérarchie, et que, comme tels, ils n'appartiennent pas au magistère, les théologiens jouent un rôle tout spécial dans ce travail. Ce sont des experts, qui scrutent les mystères, à la lumière de la raison éclairée par la foi, pour en approfondir la connaissance, au service de l'Eglise et spécialement du magistère. La valeur de leurs interventions est directement fonction de leur compétence.

(5) « La Sainte Tradition, la Sainte Écriture et le magistère de l'Eglise, par une très sage disposition de Dieu, sont tellement reliés et solidaires entre eux qu'aucune de ces réalités ne se tient sans les autres, et que toutes ensemble, chacune à sa façon, sous l'action du seul Esprit-Saint, contribuent efficacement au salut des âmes. » (N° 10.)



C'est un besoin du cœur chrétien de posséder et de goûter toute la vérité divine, comme on le voit chez les saints.

A partir de là, et à condition de revenir toujours à cette contemplation pour un contact vivant avec la parole de Dieu, un travail d'expression fidèle de celle-ci, en un langage abordable aux hommes de ce temps, d'après leur milieu et leur culture, est à poursuivre. Et ce doit être notamment l'effort de tous ceux qui annoncent Jésus-Christ, quels que soient les formes de cette annonce et ses destinataires.

Cela implique un double respect et un double amour :

a) *Le respect et l'amour des hommes* auxquels on s'adresse. Un langage, même techniquement exact, ne suffit pas s'il ne peut être compris, soit faute de compétence théologique chez les interlocuteurs (ce serait le cas, avec la grande majorité des laïcs, pour la doctrine des relations Trinitaires, dont le principe est exprimé par le Concile de Florence), soit par suite de malentendus accumulés au cours de l'histoire, comme on le reconnaît maintenant lorsqu'il s'agit de dialogue œcuménique. A des degrés divers, la même difficulté peut se rencontrer en tout dialogue, à l'intérieur de l'Eglise et dans tous les milieux.

Pour se faire entendre dans ces conditions, un effort souvent *considérable* est à faire, de façon à comprendre tous les hommes, si possible, de l'intérieur, et à se mettre à leur portée, d'autant que l'apôtre de la parole doit se souvenir qu'il ne parle pas en son nom, mais au nom de l'Eglise, épouse du Christ, qui veut lui garder *parfaite* fidélité. C'est en effet la foi de l'Eglise qu'on enseigne, non une opinion libre, donc discutable.

Aussi faut-il avoir le respect de la foi des fidèles, que des questions complexes ou nouvelles, inconsidérément soulevées devant eux, peuvent troubler profondément.

b) Ceci nous amène au respect et à l'amour impliqués dans cette annonce : *le respect et l'amour du message*, parce que le message est le Seigneur lui-même, comme nous le disait équivalamment la Constitution *Dei Verbum*. Qui aime le Christ ne peut souffrir de le trahir, d'en donner une image faussée, du moins consciemment, autrement dit « lui faire des disciples » qui ne soient pas authentiques.

Il s'agit donc de vouloir être *doctrinalement fidèle* et d'en prendre les moyens : non pas s'accrocher étroitement aux formulations doctrinales, répétées dans un littéralisme accablant ; mais, *par la méditation* et la pénétration des formules qui traduisent exactement la réalité des mystères de foi, sans jamais les épuiser, demeurer *toujours* en contact, ou, du moins, reprendre constamment le contact avec eux.

Ce travail apparaîtrait décourageant à force de difficultés, ou au moins très risqué, si l'on oubliait que tout essai individuel et toute recherche légitime tirent *toute leur valeur* de leur rapport à la foi de la communauté de l'Eglise, et doivent toujours s'y mesurer. Le mystère du Christ est, avant tout, comme son bien de famille, et on ne le possède soi-même qu'en liaison avec elle. On ne le possède *qu'en Eglise* !

Il faudra donc — c'est un impératif, mais aussi une sécurité — se référer à l'enseignement de l'Eglise ; ne se permettre aucune opinion particulière dans l'annonce de la parole qui n'apparaîtrait

pas comme nettement *dans la ligne* de la foi de la communauté catholique, qu'il s'agisse d'homélie, de catéchèse, de conférences ou d'articles, etc., ce qui demande une assez rude ascèse de la pensée personnelle.

L'apôtre ne pourra donc accomplir sa tâche — cela ressort de tout cet exposé — que s'il joint à la foi et à l'amour la vertu d'humilité ; elle l'empêchera de confondre les idées qu'il se forge avec la pensée même de Dieu ou de l'Eglise ; elle l'amènera à ne pas s'entêter orgueilleusement et jalousement, s'il s'avère qu'elles s'en éloignent !

Il s'agit pour lui de demeurer fidèle au sens des dogmes qui est celui que notre Mère la Sainte Eglise a déterminé et dont il ne faut pas s'écarter, même sous prétexte d'une intelligence plus profonde, comme dit le premier Concile du Vatican (*Foi catholique*, n° 103). Il lui faut s'efforcer de vivre le fameux *sentire cum Ecclesia*, harmoniser toujours sa pensée avec celle de l'Eglise.

## FLOTTEMENT DOCTRINAL

Répondant aux vœux de nouvelle année, Mgr RENARD, évêque de Versailles, membre du Bureau d'études doctrinales et pastorales, a déclaré au sujet de la réponse de l'épiscopat de France à la lettre du cardinal Ottaviani :

Il faut garder la tête solide en matière de doctrine. Il n'y a pas en France de problème doctrinal, au sens strict du terme, s'il voulait dire que le dogme est remis en question. Mais il y a souvent du flottement, de l'imprécision, de l'hésitation, entretenus par une certaine presse, dont la pauvreté doctrinale n'a d'égal que le clinquant des images. Il faut redire une fois de plus : « Etre de plus en plus croyant et de moins en moins crédule ».

Comment pourrait-on expliquer ce flottement doctrinal ?

1. Des formes de dévotion changent ; on a toujours remarqué que la foi s'exprimait dans la prière : « La loi de la prière, c'est la loi de la foi » ; or, il peut arriver qu'un abandon, plus ou moins relatif, du culte eucharistique (place du tabernacle, culte du Saint Sacrement, etc), du culte marial, laisse penser aux fidèles, qui n'ont pas à être « théologiens », qu'on abandonne — plus ou moins — la foi à la présence réelle, à la virginité de Marie immaculée, etc.

2. Du côté des pasteurs, on constate une recherche utile et nécessaire pour traduire en vocabulaire actuel les grandes affirmations de l'Eglise et du Concile : mais dans le désir d'un vocabulaire plus adapté, on peut atteindre et léser la doctrine elle-même. Donc, prudence avisée dans l'emploi des mots : oui, c'est oui, non, c'est non.

Dans l'ensemble, le peuple de Dieu en France reste sain : que la pastorale, tout en allant de l'avant, tienne bien compte de la foi peu éclairée d'un certain nombre qui font confiance à la parole des prêtres, et s'inspire de l'attitude du Christ, qui a toujours pensé aux petits et aux faibles.

Il y a aussi le problème moral plus accentué que le problème doctrinal : une sorte de dégradation, pas seulement des mœurs, mais surtout de la conscience morale, dans le subjectivisme de la « sincérité » ou de la « situation », sans référence à la loi divine explicitée par le Magistère de l'Eglise. On en a un exemple navrant dans la « morale » du mariage, et on prend position avant que le Saint-Père ait parlé : c'est grave ! (*Semaine religieuse de Versailles* 6-1-1967).



# L'évêque et la foi

*Allocution de S. Exc. Mgr Veuillot*

*Le 27 février dernier a eu lieu, en la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, la consécration épiscopale de Mgr Gouet, ancien secrétaire général de l'épiscopat français, nommé le 30 décembre dernier évêque auxiliaire de Paris, chargé plus spécialement des liaisons avec les pouvoirs publics. Voici l'allocution qui a été prononcée au cours de son sacre par Mgr Veuillot, archevêque de Paris (1) :*

EMINENCES,  
MGR LE NONCE APOSTOLIQUE,  
CHERS FRÈRES DANS L'ÉPISCOPAT,  
MES FRÈRES,

Voici donc que, sur cette colline de Montmartre, qui tire son nom des premiers martyrs parisiens, l'Esprit de Dieu vient de faire de vous, cher ami, un témoin par excellence de la foi en Jésus-Christ. Sur cette colline d'où l'on découvre l'immense agglomération urbaine et l'ampleur de ses problèmes humains, vous êtes consacré ce soir évêque, c'est-à-dire le veilleur de Dieu, l'homme vigilant, attentif aux besoins des hommes, attentif à leur porter la réponse de Dieu.

Témoin de la foi en Jésus-Christ au milieu de ce monde parisien, telle sera donc désormais, par la grâce de votre consécration, votre mission d'Eglise et, j'oserais dire, votre service humain. Pour ce faire, vous vivrez de la foi, vous annoncerez la foi, vous garderez la foi.

## Les hommes regardent l'évêque à la lumière de l'Evangile

Vivre de la foi. Après tant d'années au service du Seigneur et de son Eglise, pourrait-on douter qu'un évêque vive de foi ? Comment sa vie ne serait-elle pas tout entière engagée dans le message qu'il annonce ?

J'avoue qu'il y a quelques mois il ne me serait pas venu à la pensée de soulever cette question. Mais aujourd'hui je sais bien qu'on interroge d'abord l'évêque sur sa propre foi, et qu'on attend de lui ce premier témoignage. Les hommes nous regardent à la lumière de l'Evangile.

Leur interpellation d'ailleurs n'est ni vaine ni factice. Même formulée en termes maladroits ou d'une exigence trop absolue pour les pécheurs que nous sommes, elle trahit un tel espoir au cœur de ceux qui souffrent ou qui doutent qu'il nous faut la recevoir avec respect : vraiment, disent-ils, croyez-vous en Jésus-Christ, alors que j'ai tant de mal à y croire moi-même ? Vraiment, vivez-vous selon l'Evangile, alors que du dehors la ressemblance me paraît si lointaine ? Vraiment Dieu vous rend-il heureux, alors que je cherche en vain la source du bonheur ?

(1) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Aujourd'hui, cher ami, la foi ne sera plus, dans votre vie d'évêque, le présupposé que personne ne met en doute : il faut non seulement que sa flamme brûle au fond de nos cœurs, mais qu'elle illumine nos existences. Vivre de foi n'est plus, pour l'évêque, un simple devoir personnel. C'est son premier témoignage, sa première mission : notre vie quotidienne engagée à la suite du Maître est l'un des premiers signes qui, aux yeux de nos contemporains, accréditent notre service d'Eglise.

Ai-je besoin d'ajouter qu'une telle vie de foi, authentique et manifeste, nous est aussi difficile qu'à nos frères ? Elle n'est jamais acquise, jamais totale. En nous, comme en tout homme, les ténèbres se mêlent à la lumière. Mais, cher ami, ce n'est pas en vain que nous venons d'appeler l'Esprit de Dieu sur vous : il vous sera un surcroît de lumière et de force après tant d'années vécues dans l'exercice du sacerdoce ; il vous conformera à Jésus-Christ, parfait modèle de la vie évangélique et apostolique.

Et pourtant, au-delà des limites et des résistances individuelles qui nous empêchent d'être totalement dociles à l'Esprit-Saint, une question objective demeure posée. En ces lendemains du Concile, qui sont pour nous tous un appel au dépassement, quel renouveau la foi exige-t-elle de nous ? Il nous est demandé de « régler notre vie de manière à correspondre aux nécessités de ce temps » : quel est donc le style de vie épiscopale qui apparaîtra et qui sera effectivement inspiré par la foi en Jésus-Christ, par son exemple, ses enseignements et ses préceptes ?

A ces interrogations, capitales en vérité, chacun de nous ne saurait répondre seul : Frères dans l'épiscopat, nous avons besoin les uns des autres ; pasteurs de diocèses, nous comptons sur les prêtres et les fidèles. Ensemble il nous faut apprendre à vivre de foi dans le monde d'aujourd'hui.

## L'annonce de la foi dans le diocèse de Paris

Et cette foi, vous êtes désormais appelé à en être non seulement le témoin par votre existence personnelle, mais aussi le messenger par votre parole et votre action : l'évêque est un évangéliste. Sa première charge, déclare le Concile, est « d'annoncer aux hommes l'Evangile du Christ... et, dans la force de l'Esprit, de les appeler à la foi ou de les confirmer dans la foi vivante ».

C'est à Paris qu'il vous faudra exercer cette mission apostolique. Tâche immense à laquelle prêtres et laïcs, religieux et religieuses se consacrent par milliers dans tous les quartiers et tous les milieux. Tâche toujours inachevée, car il faut sans cesse ensementer la foi parmi les jeunes, sans cesse confirmer la foi des nouveaux venus dans la capitale, sans cesse répondre à l'interrogation de ceux qui cherchent les chemins de Dieu, sans cesse alerter la conscience religieuse des foules.

Fidèle à l'esprit du Concile, l'Eglise se veut missionnaire. Hier au service des diocèses de France,



aujourd'hui au bénéfice de la région parisienne, l'esprit missionnaire sera l'âme de votre épiscopat. Et je n'en veux pour gage que votre propre devise, empruntée à saint Paul : « Par Jésus-Christ, écrivait-il aux Romains, nous avons reçu la grâce d'être apôtre pour conduire à l'obéissance de la foi... tous les peuples païens, dont vous êtes vous aussi, que Jésus-Christ a appelés. » Vous avez retenu le mot central : l'obéissance de la foi, *ad obediendum fidei*. Mais j'aime à penser qu'évêque aujourd'hui, vous recevez, à l'exemple de Paul, la grâce d'être apôtre pour ces milliers de Parisiens, que Jésus appelle à l'obéissance de la foi comme il appela autrefois les païens de Rome.

Si la foi est obéissance et soumission de l'homme à Dieu qui se révèle à lui, il ne nous appartient pas d'intervenir dans ce dialogue secret d'une libre conscience avec son Dieu qui l'appelle. Mais il nous revient d'offrir à tous, jeunes et adultes, la possibilité prochaine d'entendre l'appel de Jésus-Christ : il nous revient d'écarter de la route des hommes les incompréhensions ou les préjugés qui les détourneraient du message transmis par l'Eglise ou les rendraient incapables d'y reconnaître la lumière de Dieu ; il nous revient surtout de prêcher hardiment l'Evangile. Or, dans cette ville de près de trois millions d'habitants, comme dans toutes les agglomérations qui l'enserrent, la foi n'est pas encore assez offerte à la foule des hommes, Jésus-Christ n'est pas encore assez annoncé aux pauvres, l'Eglise n'est pas encore assez reconnue comme la messagère de l'Evangile.

Venez avec nous, cher ami, annoncer la foi à Paris : la communauté chrétienne vous attend et vous accueille. La tâche est immense et elle est belle.

### L'évêque, gardien de la foi

Et vous me permettrez enfin d'insister sur une troisième exigence : celle de garder la foi !

« Conserve le dépôt », recommandait Paul à son disciple. Aujourd'hui, en raison même du renouveau conciliaire et pour la fécondité de l'action apostolique entreprise sous son impulsion, l'exigence de la fidélité à la foi de l'Eglise revêt une importance et une actualité qui n'échappent à personne. Il y a peu de semaines, vos frères dans l'épiscopat ont dit fermement et calmement la haute conscience qu'ils avaient de leur devoir doctrinal. Hier encore, le Saint-Père a voulu placer sous le signe de la foi la célébration du XIX<sup>e</sup> centenaire du martyre des apôtres Pierre et Paul. Votre épiscopat s'inaugure en ce temps fort de la foi de l'Eglise.

Dans cette capitale, dont nous connaissons toutes les ressources intellectuelles, mais aussi l'effervescence permanente des idées, l'évêque doit être par excellence gardien de la foi. C'est lui, et non pas d'autres, qui porte cette lourde responsabilité. Et pour bien comprendre ce devoir de vigilance, il n'est que d'écouter Paul VI. En termes vigoureux et précis, le successeur de Pierre dénonce les motifs actuels d'inquiétude ; il alerte le peuple chrétien sur les risques de ce temps ; il confirme ses frères dans la foi. Mais du même ton, il réaffirme sa confiance en l'œuvre conciliaire et stimule « l'effort de la pensée catholique dans la recherche de formulations neuves et originales, fidèles cependant au dépôt doctrinal de l'Eglise ».

Ainsi en est-il, cher ami, de la tâche épiscopale : docile à l'Esprit de lumière et de force, enraciné

dans la foi de l'Eglise, uni de cœur et d'esprit au Pontife romain, lié fraternellement à ses frères, l'évêque est homme de doctrine, ce qui signifie homme de pensée et homme de courage. S'il sait dire non, c'est pour que triomphe le oui de la vérité ; s'il est exigeant, c'est pour avancer plus sûrement et plus vite dans les voies ouvertes et recommandées par le Concile. Il n'est pas de progrès pastoral ni d'initiative missionnaire qui ne jaillisse des authentiques clartés de la doctrine de foi.

Aussi bien, est-ce une joie pour vous de recevoir la grâce sacramentelle de l'épiscopat au moment où, de Rome, la voix de notre Père nous recommande comme « un besoin pressant de l'heure » l'effort unanime du peuple de Dieu « pour acquérir une conscience plus nette de sa foi, pour la raviver, la purifier et la proclamer ». Dans cette tâche, vous pouvez à Paris compter sur vos frères dans le sacerdoce et sur d'admirables laïcs, qui se veulent totalement fils de l'Eglise.

\*\*\*

De cette basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, notre regard s'étend sur Paris, et il nous est impossible d'oublier les foules innombrables pour lesquelles désormais vous êtes évêque. Mais dans ce sanctuaire, qui pourrait également oublier la charité du Christ qui presse notre cœur de pasteur ? Désormais votre vie est comme cernée par deux mystères, j'allais dire deux abîmes, celui de la misère et de l'espoir de l'homme, celui de la miséricorde et du salut de Dieu. A l'appel aux mille voix qui monte du premier, répond comme en écho la parole du Seigneur : « Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique pour que tout homme qui croit en lui ne périsse pas, mais ait la vie éternelle. » Et vous, ministre de ce même Seigneur, serviteur de la parole et serviteur des hommes, vous serez avec tous vos frères dans l'épiscopat le témoin, le messager, le garant de la foi en l'amour de Dieu, car, comme Jean l'Apôtre, « nous avons reconnu l'amour que Dieu a pour nous et nous y avons cru ».

### COMMUNIQUE DE L'ARCHEVECHE DE MONTREAL SUR GARABANDAL

Une propagande grandissante s'exerce, même en notre milieu, au sujet de prétendues apparitions de la Vierge qui auraient eu lieu à Garabandal, en Espagne.

L'autorité diocésaine de Montréal n'encourage nullement cette propagande et recommande plutôt la prudence au sujet des événements qu'elle diffuse. Des informations récemment reçues de l'évêché de Santander — diocèse dont relève le village de Garabandal — indiquent qu'à plusieurs reprises des avis officiels ont été émis par l'évêque à ce sujet. Ces avis ont été donnés à la suite d'enquêtes ecclésiastiques soignées et ils affirment clairement qu'il n'apparaît pas que les événements de Garabandal aient un caractère de surnaturel.

(Eglise de Montréal, 3 janvier 1967.)

Nous rappelons la note de l'évêque de Santander sur les apparitions de Garabandal, publiée dans notre numéro du 17 octobre 1965, col. 1 823.



# Lettre pastorale des évêques d'Autriche à leurs prêtres (1)

LES ÉVÊQUES D'AUTRICHE A LEURS FRÈRES DANS  
LE SACERDOCE, QU'ILS SALUENT AFFECTUEUSE-  
MENT.

CHERS CONFRÈRES,

Au cours de notre dernière Conférence épiscopale, nous nous sommes préoccupés de certaines questions concernant la bonne interprétation et application du Concile. Si nous nous réjouissons de l'attention avec laquelle beaucoup d'entre vous appliquent la réforme liturgique, cependant le fait que ça et là on voit des tentatives de solutions unilatérales qui ne semblent pas correspondre à l'esprit du Concile n'est pas sans nous causer quelque appréhension.

**L'esprit du Concile  
est un esprit de modération  
qui admet des ouvertures mais indique  
des limites**

C'est pourquoi nous voulons parler en premier lieu de *l'esprit du Concile*. L'esprit du Concile est un esprit de modération et de voie moyenne. Cela suppose que l'on admet des ouvertures, mais aussi que l'on indique des limites.

C'est ainsi que le Concile s'ouvre à de nouvelles méthodes dans les sciences bibliques, mais il affirme en même temps que *les évangiles ont un caractère historique* et rapportent la vérité sur la vie du Seigneur. Le Concile ouvre largement ses portes au sacerdoce universel des fidèles, mais il parle également du sacerdoce officiel d'institution divine. Lorsqu'il traite du monde, le Concile parle de l'autonomie des domaines spéciaux, mais ensuite il donne des directives morales concrètes pour ces domaines spéciaux, il donne pas seulement des principes, mais des impératifs, en imposant par exemple le devoir d'aider les pays sous-développés. Il approuve le progrès, mais il parle ensuite de son ambivalence. Dans la liturgie il exige une réforme afin de tenir compte de l'évolution culturelle et d'éviter un hiatus, et il rétablit le *jus liturgicum* des évêques ; mais il indique aussi les limites de ce droit qui n'appartient pas à n'importe qui.

Le Concile parle de plus de la collégialité et complète ainsi la primauté. Cependant, dans la collégialité, le Pape n'est pas seulement *primus inter pares*, mais *primus supra pares*, c'est-à-dire que le Concile n'admet pas un collège égalitaire et que par là il fixe les limites de cette institution. Pour ce qui est de l'œcuménisme, le Concile désire vivement la réunification, et il en indique les moyens,

mais il ne veut pas que cela soit aux dépens de la vérité.

Le discours par lequel Jean XXIII ouvrit le Concile fut pleinement dans cet esprit, ou plutôt il définît cet esprit. C'est ainsi qu'il dit à propos de la mission pastorale des évêques : « Autre est le dépôt lui-même de la foi... et autre est la forme sous laquelle ces vérités sont énoncées. » Il demanda que l'expression soit conforme à notre temps. Mais en se conformant à notre temps, on doit rester en parfait accord avec la vraie doctrine. Par conséquent, là aussi, en même temps que l'ouverture, on indique ses limites. On peut exprimer la doctrine de la foi d'une façon plus parfaite et plus conforme à notre temps, mais à condition de maintenir le contenu de la foi.

Tous ces brefs exemples montrent que l'esprit de mesure, la voie moyenne, comportent en même temps une ouverture courageuse et des limites bien claires. Dans l'histoire spirituelle de l'homme, il arrive souvent que le progrès de la connaissance se développe au rythme des vagues. Il y a des avancées, suivies de reculs. On affirme d'abord trop et ensuite trop peu ; on adhère d'abord trop strictement à une chose et puis on y renonce. Une première vision unilatérale est ainsi remplacée par une autre vision également unilatérale.

Mais tout cela nuit à l'intégrité de la vérité et du vrai progrès. Nous les hommes, nous trouvons rarement le juste milieu. Pour le Concile également, ce qui importe c'est le juste *équilibre*. Le vrai progrès ne se trouve pas dans les extrêmes, mais dans le juste milieu. Nous les évêques, nous soutenons donc la réforme de la liturgie, mais en conformité avec le Concile. De même pour la réforme du droit ; il doit certes y avoir moins de prescriptions et moins de peines, mais dans toute grande communauté il est nécessaire qu'il y ait des lois réglant la conduite à suivre ; il faut obéir à ces lois et les maintenir. Il en est spécialement ainsi dans une communauté sacrée, parce que ce qui se fait dans un milieu sacré a une solennité et une dignité spéciales. Ce double caractère serait lésé par des actes arbitraires. Ainsi, nous sommes en tous temps pour le progrès de la science théologique pour ce qui est aussi bien des méthodes que de la compréhension plus profonde des mystères de la foi, ainsi que de l'effort pour arriver à une expression plus exacte et plus adaptée à notre temps, mais perfectionnement et affinement ne veulent pas dire affaiblissement et dissolution, bien au contraire.

Après ces constatations fondamentales, nous devons maintenant parler de certains points d'une façon concrète. Nous savons que ce qui nous préoccupe concerne seulement un petit nombre de membres du clergé, la grande majorité en restant exempte. Puisque le soin du troupeau nous a été confié, nous

(1) Le texte allemand de cette lettre, datée du 16 janvier 1967, a été publié en brochure par la *Klosterneuburger Buch- und Kunstverlag*. Une traduction italienne en a été publiée dans *l'Osservatore Romano* du 16 février 1967. Traduction et sous-titres de la D. C.



manquerions à notre responsabilité si nous ne parlions pas ouvertement.

### La « démythologisation » de Bultmann et son influence ■ certains exégètes catholiques

C'est ici que commence notre vraie préoccupation. Beaucoup parmi vous ont certainement écouté à la radio, ou ont vu récemment un débat à la télévision, ou ont lu des articles qui abordent des questions bibliques avec une méthode complètement différente de celle à laquelle nous étions habitués jusqu'ici.

L'exégèse protestante a été la première à s'engager sur cette nouvelle voie. Le nom qui revient le plus souvent est celui de Bultmann. Son slogan que l'on entend tellement répéter est la « démythologisation ». Il y a certes une part de vérité dans cette « démythologisation ». L'Ancien Testament n'enseigne pas avec précision, mais présuppose une cosmologie dépassée : la terre comme un disque, au-dessus duquel il y a le ciel et au-dessous l'enfer. Aujourd'hui, une cosmologie de ce genre est qualifiée de « mythique », et en cela il y a du vrai. Ce qui ne veut pas dire que cette façon de parler soit mauvaise. Nous aussi nous employons des expressions « mythiques » lorsque par exemple nous disons que « le soleil se lève », bien que cela ne corresponde pas à la réalité. Mais Bultmann va plus loin. Il dit que le *Nouveau Testament* doit être débarrassé de tous les mythes. Il considère entre autres comme mythes les récits des miracles, à partir de ce présupposé que toute intervention surnaturelle est impossible. Il doit donc donner une explication naturelle des récits des miracles. Il essaye de le faire en recourant à la *Formgeschichte*, c'est-à-dire à l'histoire des formes littéraires. Dans l'Evangile, comme on le sait depuis toujours, il y a diverses formes littéraires. Chacun sait, par exemple, que les paraboles n'ont pas de caractère historique. Les récits qu'elles contiennent ne sont pas des récits réels. C'est là un exemple très simple, mais naturellement il existe des exemples sur lesquels il est plus difficile de porter un jugement. Bultmann, cependant, sur la base de son présupposé, est obligé de ramener également les récits des miracles à une forme littéraire dépourvue de caractère historique. Il croit que la communauté primitive a créé ces récits de miracles pour passer du Jésus de l'histoire au Jésus de la foi. Il affirme que c'est le motif pour lequel le récit des miracles a « une place dans la vie de la communauté » ; ce qui revient à dire que la communauté avait intérêt à créer ce récit.

Bultmann va jusqu'à rejeter la résurrection objective du Christ. Des récits évangéliques, il ne reste presque plus rien. C'est pourquoi on dit que la soi-disant « démythologisation » est en vérité une « déshistoricisation », une destruction de l'historicité. Dans ce domaine, l'exégèse protestante, en quelques-uns de ses représentants, s'est engagée dans une voie bien particulière. L'exégèse fut d'abord historicisée, c'est-à-dire qu'on a essayé de démontrer son

conditionnement historique. Maintenant elle est « déshistoricisée ». N'est-ce pas un processus étrange, celui qui va de l'historicisation à la déshistoricisation des Evangiles ?

Mais maintenant — et c'est là que commence notre préoccupation — on voit apparaître également chez les catholiques des tendances sensibles à s'engager dans cette voie. Cela est si vrai que le théologien protestant Karl Barth ■ pu dire récemment à Bâle : « Je mets en garde contre les Ottaviani protestants et les bultmaniens catholiques (2). » Certains articles d'auteurs catholiques suivent une voie analogue à la déshistoricisation ; certains jeunes prêtres et théologiens lisent avec un intérêt assez unilatéral le livre de Robinson, *Honest to God*, dans lequel sont largement soutenues des opinions de ce genre.

On en vient ainsi à abandonner la foi ferme de l'Eglise, telle qu'elle fut énoncée par Vatican II et telle que nous l'avons évoquée ci-dessus. Ici, il ne s'agit plus de perfectionnement des méthodes, mais de dissolution de la substance. Ce sont deux choses bien différentes. Il nous semble que chez les catholiques, à la base de ces nouvelles concessions, il y a une « crédulité scientifique » quelque peu ingénue : on croit que tout ce qui se présente comme scientifique est la vérité et la norme définitive.

Voyons si cette croyance est vraie. Les plus anciens d'entre nous ont appris la physique dite classique. Maintenant, on en enseigne une autre qui se base principalement sur la théorie de la relativité et sur la théorie des quanta de Planck. Dans le domaine des sciences morales, Freud a créé la psychanalyse ; après lui vint Adler, avec la psychologie individuelle ; et ensuite Jung, avec la psychologie des complexes. Une théorie succède à une autre. Harnack soutenait la conception libérale de Jésus ; Barth parla du Dieu absolument transcendant ; Bultmann prêche la démythologisation ; les disciples de Bultmann parlent déjà d'autre chose. Les opinions doctrinales scientifiques sont ainsi en partie contestées et en partie « relativisées » par de nouvelles recherches. Avec ses résultats changeants et susceptibles d'être dépassés, la science ne peut donc être la norme suprême.

Nous voulons l'affirmer une fois encore expressément : nous sommes pour le progrès de la science, y compris de la science biblique, pour le perfectionnement de ses méthodes, pour une compréhension plus profonde du texte sacré, et spécialement pour la théologie biblique. C'est précisément en celle-ci qu'un domaine intéressant s'ouvrirait à l'exégèse. Mais ce qui importe, c'est la norme suprême.

Quelle est la norme suprême de la vérité ? C'est Dieu. Et lorsque Dieu se révèle, sa révélation est la norme suprême. On doit donc dire que dans les choses de la foi, la liberté d'opinion a une limite. Ce qui est révélé est vrai et ce qui est contraire à la révélation est faux.

Et afin qu'on n'ait pas à s'interroger pour savoir ce qui est révélé, l'Eglise a reçu la

(2) Cette phrase ne figure pas dans la traduction italienne publiée dans *L'Osservatore Romano* (N. D. L. R.).



charge officielle de définir authentiquement la révélation et sa signification. L'Eglise ne peut révéler, elle peut seulement — de par la volonté du Seigneur et en esprit de service — interpréter. C'est ainsi que les questions sont résolues.

L'Eglise considère donc comme une doctrine immuable que tous et chacun des énoncés des livres déclarés canoniques par l'Eglise, dans le sens où l'entend l'auteur inspiré, sont la révélation de Dieu qui nous est adressée. Lorsque la révélation et son sens sont certains — auquel cas une intervention du magistère ecclésiastique n'est pas toujours nécessaire, — toute interprétation différente et toute mutilation du texte sont un refus, au moins partiel, de la révélation de Dieu.

## La doctrine ■■ l'Eucharistie

Nous savons, chers confrères, que certains d'entre vous sont revenus des cours de l'été dernier pleins d'appréhension. Pourquoi ? Parce que ça et là on avait dit que le prêtre ne possède le pouvoir de consacrer qu'en présence de la communauté, et qu'il agit comme délégué de la communauté ; qu'en outre, après la célébration de la messe, il n'y aurait plus de présence eucharistique. Nous comprenons votre préoccupation et nous la partageons. Nous devons le déclarer expressément : il s'agit là de conceptions nettement hérétiques.

En premier lieu : selon la conviction de foi universelle de l'Eglise, la sainte messe est à la fois sacrifice et communion. On ne peut passer sous silence le premier aspect, comme parfois on le fait. La Constitution sur la liturgie dit : « Notre Sauveur, à la dernière Cène, la nuit où il fut livré, institua le sacrifice eucharistique de son corps et de son sang pour perpétuer le sacrifice de la croix au long des siècles, jusqu'à ce qu'il vienne. » (N° 47.) Puis, dans le décret sur le ministère et la vie des prêtres, il est dit expressément du prêtre qu'il agit comme représentant du Christ-Chef (n° 2.) Il n'agit donc pas en premier lieu comme délégué et au nom de la communauté. Le sacerdoce est une grâce qui vient d'en-haut et n'est pas une délégation d'en-bas. De plus, on lit dans la Constitution dogmatique sur l'Eglise : « Le sacerdoce commun des fidèles et le sacerdoce ministériel ou hiérarchique ont entre eux une différence essentielle et non seulement de degré. » (N° 10.) La présence réelle permanente du Christ, qui fut définie par le Concile de Trente, est de plus présumée explicitement par le décret sur le ministère et la vie des prêtres, lorsqu'il dit : « Pour pouvoir accomplir avec fidélité leur ministère, ils doivent avoir à cœur de converser chaque jour avec le Christ Seigneur dans la visite et le culte personnel de la sainte eucharistie. » (N° 18.) Et Paul VI, dans l'encyclique *Mysterium Fidei* a demandé que l'eucharistie soit conservée « dans un endroit très digne. »

Nous avons également appris que certains refusent de célébrer la messe tous les jours, bien que dans le décret sur le ministère et la vie des prêtres (n° 13), le Concile souhaite expressément la célébration quotidienne. Si

donc des prêtres privés de communauté hésitent à célébrer la messe, il leur reste deux possibilités également applicables : ou la concélébration, ou la participation à la célébration de la messe en qualité de diacre, en recevant l'eucharistie sous les deux espèces. La deuxième possibilité est donnée parce que maintenant il peut y avoir un diacre non seulement à la messe solennelle, mais à toute forme de célébration de la messe. Mais l'omission de la messe ou de l'assistance à la messe serait le triste signe d'une piété en déclin.

De même que nous tenait à cœur d'une façon spéciale ce qui concerne la Bible, parce qu'il s'agit là du fondement de notre foi, de même nous tient à cœur ce qui concerne la sainte messe parce qu'elle est la pierre d'angle du renouveau. Nous prions donc ces confrères qui sont devenus incertains sur ce point d'écouter nos paroles qui sont l'expression de la conscience profonde que nous avons de notre responsabilité.

## La constitution hiérarchique de l'Eglise

On proclame parfois bien haut qu'il n'y ■ plus d'Eglise hiérarchique. Voyons, toujours sur la base des décrets conciliaires, quelle est la foi de l'Eglise sur ce sujet. La Constitution dogmatique *De Ecclesia* affirme que l'Eglise « est organisée hiérarchiquement... » (N° 9.) « C'est pourquoi les apôtres prirent soin d'instituer, dans cette société hiérarchiquement ordonnée, des successeurs. » (N° 20.) La Constitution dit plus loin qu'entre le sacerdoce officiel et le sacerdoce commun des fidèles, il y a une différence non seulement de degré mais de nature.

La même Constitution dit encore des évêques qu'ils sont « vicaires et légats du Christ » (n° 27) ; et elle dit des prêtres : « Dans le culte ou synaxe eucharistique s'exerce par excellence leur charge sacrée : ils agissent là en la personne du Christ. » (N° 28.)

Le Concile enseigne donc expressément la Constitution hiérarchique de l'Eglise et garantit non seulement l'autorité des évêques mais également la vôtre. La collégialité comporte une coresponsabilité de tous pour l'Eglise, et non pas une élimination de l'autorité. Celle-ci a un caractère de service et elle est nécessaire précisément en tant que telle. C'est pourquoi ■ la Constitution liturgique parle du droit liturgique des évêques et des conférences épiscopales, et elle poursuit : « C'est pourquoi absolument aucun autre, même si c'est un prêtre, ne peut de son propre chef ajouter, enlever ou changer quoi que ce soit dans la liturgie. » (N° 22.) Le motif profond de cette règle, c'est que tout acte arbitraire, en troublant la communion de la communauté, porte atteinte à ■ charité. C'est pourquoi il est hors de doute que, pour le Concile, l'ordre saintement sanctionné dans le lieu sacré représente une valeur si haute qu'elle exclut tout changement arbitraire. La conscience des fidèles donne ici raison au Concile. Et le Seigneur dit : « Nulle maison divisée contre elle-même ne saurait se maintenir. » (Matth., 12, 15.)



Vous connaissez certainement l'inquiétude qui s'est emparée des fidèles, précisément sur ce point. Il dépend donc de nous que le progrès voulu par le Concile soit authentique et n'outrepasse pas les limites fixées. Et surtout, dans vos instructions, expliquez le sens profond de la réforme, afin que les fidèles la suivent volontiers et avec joie.

### La chasteté est toujours de mise entre fiancés

Des problèmes brûlants se posent également à propos du mariage et de la morale sexuelle. Le Saint-Père s'est réservé personnellement l'un de ces problèmes. Nous attendons donc des plus hautes instances la réponse à cette question. Mais il y a aussi d'autres problèmes, par exemple celui de la chasteté prématrimoniale. On a entendu des conférenciers affirmer qu'aucun texte de l'Écriture n'interdit les rapports sexuels avant le mariage, ou bien que la pudeur n'est pas de mise dans le milieu familial, où par conséquent rien ne serait contraire à la pudeur. Que doit-on penser de tout cela ?

Nous lisons dans l'Épître aux Ephésiens (5, 3) : « Quant à la fornication, à l'impureté sous toute ses formes, ou encore à la cupidité, que leurs noms ne soient même pas prononcés parmi vous : c'est ce qui sied à des saints. » Ce qui est traduit par « fornication », est appelé dans le texte original « porneia ». Selon les meilleurs dictionnaires grecs et néo-testamentaires, le mot « porneia » désigne les rapports sexuels de toute sorte en dehors du mariage. Le Deutéronome (22, 21) prévoit même la lapidation pour la femme qui s'est rendue coupable d'un rapport sexuel en dehors du mariage. Ajoutons que pour désigner l'adultère proprement dit, il existe en grec un autre terme : « Moicheia ». Comment peut-on dire alors que rien dans la Bible, et en particulier dans le Nouveau Testament, n'interdit les actes sexuels en dehors du mariage ? Certes, devant Dieu, si un jeune homme pèche avec sa fiancée à qui il a promis le mariage, ce n'est pas la même chose que s'il a des rapports sexuels libertins avec d'autres femmes. Mais nous n'en avons pas pour autant le droit de dire que son comportement est licite, parce que précisément dans le Nouveau Testament, et aussi dans la doctrine immédiate de Jésus, tout rapport sexuel extramatrimonial, même en pensée, est inconditionnellement condamné. Nous pourrions ajouter de nombreuses autres preuves, mais nous voulons maintenant dire un mot de la pudeur.

### La pudeur

La pudeur est un frein mis par Dieu aux excès de l'instinct sexuel. La pudeur se manifeste lorsque l'instinct sexuel est sollicité en dehors du lieu qui lui est assigné. Il existe certes une différence entre ce qui est naturel et ce qui est déshonnête, indécent ou impur.

Dans le passé, on n'a pas porté à cette différence l'attention voulue. Mais il n'y a pas de doute que la pudeur a besoin d'être cultivée, aujourd'hui où l'on peut vraiment parler d'une « sexualisation » de la vie. Or, on ne jette pas bas les armes en temps de danger. Ne sait-on pas que l'inceste est en augmentation ? Ce n'est donc pas le moment d'exclure purement et simplement l'éducation à la pudeur du milieu familial. « Ce qui doit briller dans la patrie doit commencer à la maison. »

Il en est ainsi et il n'en peut être autrement : la vie des chrétiens diffère de la vie du monde. Nous avons le devoir de témoigner de biens supérieurs.

\*\*

Chers confrères, nous avons écrit cette lettre en raison de la responsabilité qui nous a été confiée, et nous vous prions d'enseigner et de pratiquer l'unité dans la foi et dans les mœurs qui conviennent à la foi. C'est seulement ainsi que la foi s'affermira au lieu de s'affaiblir. C'est seulement ainsi que pourra se répandre la bénédiction du Concile et que pourra commencer la nouvelle Pentecôte tant désirée par notre bon Pape Jean XXIII et pour laquelle il a offert sa mort douloureuse.

Dans l'amour du Seigneur, en qui nous croyons et pour qui nous vivons tous, nous vous bénissons de tout cœur.

LES ARCHEVÊQUES  
ET ÉVÊQUES D'AUTRICHE.

---

## L'OPTIMISME DU CARDINAL OTTAVIANI APRÈS LES REPONSES DES CONFÉRENCES EPISCOPALES

---

*Dans une interview accordée à la presse espagnole, le cardinal Ottaviani, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, a porté ce jugement optimiste sur l'ensemble des réponses des Conférences épiscopales à sa lettre du 24 juillet dernier (cf. D. C. 1966, col. 1843) :*

Les réponses de l'épiscopat à la lettre de la S. C. pour la Doctrine de la Foi sont tranquilisantes et manifestent de plus que les évêques apprécient l'initiative de la Congrégation. La foi est solide. Le panorama que tracent les évêques dans leur réponse est vraiment tranquilisant. Cela cependant n'empêche pas que tous nous voyons qu'il peut y avoir des dangers, comme en toute période de recherche. Actuellement, les exagérations paraissent plus manifestes dans le domaine disciplinaire, surtout pour la liturgie. Mais on ne peut pas parler d'une situation préoccupante. La masse du clergé et des fidèles échappe à ces exagérations, et les évêques veillent attentivement, également sur ce point. On ne peut pas parler de crise. Ce qu'il y a, c'est que nous sommes dans un moment de renouveau, et il peut se produire que l'on prête moins d'attention à la force du processus normal du renouveau de l'Eglise qu'aux manifestations isolées de désorientation qui peuvent surgir pendant ce renouveau.

(Palabra, février 1967.)



# Le cinquantenaire des apparitions de Fatima

## A propos du secret de Fatima

*Allocution de S. Em. le cardinal Ottaviani*

Le 11 février 1967 a été célébré à Rome, à l'Antonianum, le cinquantième anniversaire des apparitions de Fatima. Voici l'allocution qui a été prononcée en cette circonstance par le cardinal Ottaviani, **propréfet** de la Congrégation pour la doctrine de la foi (1).

S'il s'agit d'un secret, comment pourrais-je le révéler ?

De toute façon, je traiterai de quelques questions qui ont trait au « secret de Fatima ».

La première fois que j'ai été à Fatima, c'était en 1955.

Pendant que je gravissais la pente qui devait me conduire à la Cova da Iria, j'étais déjà édifié par la piété, par l'esprit de sacrifice et de prière dont tant d'enfants du peuple faisaient preuve en gravissant cette pente, en portant la nourriture et tout ce dont ils avaient besoin pour passer la nuit commémorative de l'événement du 13 octobre 1917.

Quand j'arrivai là-haut, à la Cova da Iria, il me sembla que j'entrais dans la maison de ma Mère, il me sembla entendre ma Mère qui me disait : « Prière, pénitence ! »

Toute cette bonne population, des milliers et des milliers de personnes qui passaient la nuit dehors en priant et ■ chantant, en chantant et en priant, alors que les lueurs de milliers de flambeaux incendiaient la grande place devant la basilique ; tous ces gens me donnaient vraiment l'impression qu'ils comprenaient bien l'esprit du message de Fatima (2).

### Les trois messages de Fatima

La Très Sainte Vierge, en posant son pied virginal sur la terre de la Cova da Iria, qu'elle ■ ainsi sanctifiée, confia trois messages à la petite Lucia. L'un concernait les sentiments familiaux les plus intimes de Lucia, la

(1) Nous avons traduit ce discours d'après l'enregistrement au magnétophone du discours du cardinal. Un texte écrit avait été remis à la presse (beaucoup plus court), mais le cardinal Ottaviani, dont la vue est très faible, a parlé sans texte, de sorte que le texte prononcé est sensiblement différent du texte écrit. Nous indiquons en note quelques passages du texte écrit qui ne se retrouvent pas dans le texte prononcé.

Les sous-titres sont de notre rédaction.

(2) Nous lisons dans le texte écrit : « Cette immense foule en prière ne demandait pas à connaître le mystérieux secret de Fatima. Elle était déjà en possession du secret le plus essentiel, celui qui est gravé dans l'âme de quiconque lit attentivement l'Evangile : le secret de l'échelle du ciel, dont les degrés s'appellent prière et pénitence. »

prédiction que son petit frère Francesco et ■ petite sœur Giacinta s'envoleraient bientôt pour le ciel. Et la prophétie se réalisa peu de temps après. Dans la basilique qui a été construite sur la Cova da Iria, on voit à droite et à gauche du maître-autel la pierre tombale sous laquelle les restes mortels de Giacinta et de Francesco attendent le jour glorieux de la résurrection, tandis que leurs âmes sont bienheureuses dans le ciel. Quand je demandai à Lucia ce qu'elle voulait que je dise de sa part au Saint-Père, elle eut un sentiment qui m'émut, elle pensa à son petit frère et à sa petite sœur : « Dites au Pape qu'il fasse avancer rapidement la cause de leur béatification. »

Espérons que le vœu de Lucia sera exaucé le plus rapidement possible.

Là — disais-je, — dans la Cova da Iria, on se sent comme dans la maison de sa Mère, il nous semble entendre la voix de notre Mère qui nous répète : « Prière et pénitence ! »

Le monde ■ prêté l'oreille au message de Lucia. Dans ce message, il y avait la partie privée, concernant son frère et sa sœur ; il y avait la partie concernant le monde entier (il invitait tout le monde à la prière et à la pénitence) ; et il y avait enfin la troisième partie des choses confiées par la Sainte Vierge. Et ces choses, elle les lui avait confiées non pour elle, non pour le monde — du moins pour l'immédiat, — mais pour le Vicaire du Christ.

**Jean XXIII a pris connaissance du secret et l'a remis dans les archives**

Et Lucia a gardé le secret. Elle n'a pas parlé, ce qui ne veut pas dire qu'on n'a pas essayé de la faire parler. Oui, des « secrets de Fatima » circulent qu'on lui attribue. N'en croyez rien ! Lucia a gardé le secret.

Et alors, qu'a-t-elle fait pour obéir à la Très Sainte Vierge ? Elle ■ écrit sur une feuille, en portugais, ce que la Sainte Vierge lui avait demandé de dire au Saint-Père.

Le message ■ devait pas être ouvert avant 1960. Je demandai à Lucia : « Pourquoi cette date ? » Et elle me répondit : « Parce qu'alors il apparaîtra « *mas claro* » (plus clair). » Ce qui me fait penser que le message était de ton prophétique, parce que précisément les prophéties, comme on le voit dans la Sainte Ecriture, sont recouvertes d'un voile de mystère. Elles ne sont généralement pas exprimées en langage manifeste, clair, compréhensible à tout le monde ; les exégètes en sont encore aujourd'hui à interpréter les prophéties de l'Ancien Testament. Et que dire, par exemple, des prophéties contenues dans l'Apocalypse ? En 1960 — dit-elle, — le message apparaîtra plus clair.

L'enveloppe contenant le « secret de Fatima » fut remise fermée à l'évêque de Leiria et, bien que Lucia ait dit qu'il le pou-



vait, il ne voulut pas le lire. Il voulut respecter le secret, ne serait-ce que par égard pour le Saint-Père. Il le remit au nonce apostolique, alors Mgr Cento, aujourd'hui cardinal, ici présent, lequel le transmit fidèlement à la Congrégation pour la doctrine de la foi, comme celle-ci le lui avait demandé, pour éviter qu'une chose aussi délicate, destinée à ne pas être donnée en pâture au public, vienne pour une raison quelconque, même fortuite, à tomber entre des mains étrangères. Le secret arriva donc à la Congrégation pour la doctrine de la foi, et — toujours fermé — il fut transmis à Jean XXIII. Le Pape ouvrit l'enveloppe ; il lut. Et, bien que le texte soit écrit en portugais, il me dit ensuite qu'il l'avait compris entièrement. Puis il remit lui-même le secret dans une autre enveloppe, la scella et la déposa dans une de ces archives qui sont comme un puits profond, noir, noir, au fond duquel les papiers tombent, et personne ne vit plus rien. Il est donc difficile de dire où se trouve maintenant le « secret de Fatima ».

### Ce qui importe, c'est le message public de prière et de pénitence

Cependant, ce qui importe, et ce qui doit importer au monde, c'est ce qui est contenu dans le message public, devenu universel, répandu dans le monde entier et, grâce à Dieu, accueilli avec attention par tout le monde. Maintenant, autre chose est de savoir si le monde l'a mis en pratique selon les désirs de la Très Sainte Vierge, qui nous avait exhortés à la prière et à la pénitence pour éviter les sanctions prévues dans le livre divin de la Providence pour un monde qui correspond si mal aux dons de la grâce du Seigneur.

Vous pouvez imaginer combien de journalistes et combien de bons prêtres, qui avaient le désir d'écrire quelque chose sur le « secret de Fatima », sont venus tenter Lucia, mais elle a été vraiment exemplaire ; elle n'a pas parlé (3).

(3) Texte écrit : « On a dû défendre la voyante, devenue religieuse, et la soustraire à la curiosité du monde dans un monastère de carmélites à Coimbre où, plus que la dévotion, la curiosité de nombreux profanes a cherché à tirer d'elle quelques paroles. Malgré la réserve de Lucia, ces curieux, avides des choses mystérieuses, ont cru pouvoir faire des déductions, de sorte que ça et là ont été publiés des textes apocryphes du secret de Fatima transformé en légende. La Congrégation pour la doctrine de la foi a dû interdire aux profanes et aux curieux l'accès du couvent de Coimbre où Lucia prie, ■ souvent, médite, mais ■ parle pas. On a même créé une Armée bleue qui donne une interprétation et un ton spéciaux au mystère du secret, c'est-à-dire à une chose qu'on ne peut pas interpréter parce qu'on ne la connaît pas. »

\*\*\* Dans sa conférence de presse hebdomadaire, le 23 février, Mgr Vallainc a déclaré que si, à la dernière heure, le cardinal Ottaviani s'est décidé à ne pas nommer l'Armée Bleue, c'est qu'il craignait que cette mention ne fût interprétée par un public peu sensible aux nuances, comme un blâme des activités de l'Armée Bleue, contrairement à l'intention de la Congrégation pour la doctrine de la foi. (*La Croix*, 26-27 février 1967.)

Ne croyez pas ceux qui disent avoir entendu ceci ou cela de Lucia. Moi qui ai eu la grâce et le don de lire ce qui est le texte du secret — mais je suis secret moi aussi parce que je suis tenu au secret, — je puis dire que tout ce qui circule... (il y a quelques jours, un journal de province parlait du « secret de Fatima » et en donnait le texte). Vous pouvez être bien sûrs que le vrai secret est gardé de telle façon que personne n'y ■ jeté les yeux. Il ne reste par conséquent rien d'autre à faire que de s'en tenir ■ ce qui est public. Le message public de Fatima, voilà ce qui importe. Le secret importe pour le Saint-Père à qui il était destiné. C'est lui qui était le destinataire du secret. Et si le destinataire du secret ne s'est pas décidé à dire : « C'est le moment de le faire connaître au monde ! », nous devons nous en tenir à sa sagesse qui ■ voulu qu'il reste secret.

Mais ce qui importe — comme je le disais, — c'est que nous sachions conformer notre vie, nos actions, nos activités à ce qui est l'esprit du message public, parce que Lucia fut chargée non seulement de transmettre au Pape le message secret, mais encore de faire connaître au monde entier le message public, qui se résume en ces deux mots : « Prière et pénitence ! »

Ces deux mots, la Sainte Vierge les avait déjà dits avant à Lourdes. Aujourd'hui, où nous commémorons la fête de l'Apparition de la Très Sainte Vierge à Lourdes, nous devons lier ces deux manifestations de la bonté de Marie qui est descendue du ciel, a posé son pied virginal sur la terre pour la sanctifier et aussi pour l'orienter vers de meilleurs chemins. Nous devons chercher à faire en sorte que par nos actions, nos prières, nos exemples, par toutes les vertus chrétiennes que nous devons pratiquer, spécialement par la prière et par la pénitence, le message de Fatima ait les effets pour lesquels il ■ été adressé au monde.

### Le message de Fatima et l'Eglise du silence

On a mis en évidence également le rapport du message de Fatima avec les conditions de l'Eglise en certaines régions où elle sent le poids des persécutions, où on lutte contre la religion.

C'est là le message. Dans le message public, d'abord il y ■ aussi le message de l'espérance, de la conversion, et celle-ci peut être hâtée également par les prières de tous ceux qui ont de la dévotion pour Notre-Dame de Fatima.

Oui, en ce jour où nous célébrons une fête mariale, celle de l'Apparition de Lourdes, nous devons nous tourner vers l'Immaculée, apparue à Fatima comme à Lourdes, pour qu'elle donne au monde la consolation de voir réalisés les vœux qui sont dans le cœur, dans l'esprit, dans les prières, dans l'âme de tout chrétien.

Il est bien vrai que la persécution existe toujours ; il y ■ encore des pays qui sont sous le talon du persécuteur, du despote ; il y a des régions exterminées, semées d'écha-



fauds, de croix, de prisons — des prisons qui sont sanctifiées par tant de martyrs, — mais nous devons espérer (4).

Déjà certains signes, l'aube de situations nouvelles, pourrait-on dire, commencent à se dessiner. Peut-être suis-je optimiste, mais il me semble que la Très Sainte Vierge nous inspire d'avoir confiance. Si elle est descendue du ciel, si elle a sanctifié de son pied virginal la terre de France et du Portugal, comme également tant d'autres terres où elle est descendue et apparue, elle l'a fait aussi pour nous encourager.

Il est cependant vrai, comme on le voit dans tant de prophéties — parce que j' imagine que le message de Fatima ■ un ton de prophétie, puisque Lucia a dit qu'en 1960 il paraîtrait plus clair, — qu'il y a là un signe qui est comme voilé, ce n'est pas un langage qui est tout à fait manifeste et clair. Nous espérons donc, comme je le disais, que les signes qui ont été donnés soient conformes à cette espérance que l'on peut retirer du message de Fatima. La Vierge est certes apparue également pour nous dire que nous devons peut-être souffrir — comme du reste elle avait prédit les souffrances de la guerre dont nous avons tous été témoins et victimes, — mais elle est aussi venue dans le monde pour nous donner de l'espérance.

Elle est la Mère de la confiance. Tous, nous savons l'invoquer comme « le motif de notre espérance et de notre confiance ». Eh bien, puisqu'elle nous donne cette espérance, prions pour qu'elle nous obtienne ce que tous désirent, ce que tous ont à cœur : que vienne le règne du Christ, dans la paix du Christ.

Il y a déjà dans certains pays des signes révélateurs qui sont comme des indices d'évolution, comme des indices de succès de cet œcuménisme qui toujours davantage rapproche fraternellement les peuples, également ceux qui ne sont p■ catholiques mais sont fiers à juste titre de porter le nom de chrétiens. Parmi ces signes, il y ■ la façon dont est accueilli tout ce que le Pape fait pour la paix. Je garderai naturellement la réserve qui s'impose, mais hier précisément, on me parlait de nouvelles démarches qui ont été faites ces jours derniers pour faciliter la solution du conflit vietnamien. Si donc tant de signes nous sont donnés qui nous per-

mettent d'espérer qu'en ce cinquantenaire des événements de Fatima la Sainte Vierge manifesterait de quelque façon sa complaisance pour ses enfants, donnera quelque espérance nouvelle au monde chrétien, nous devons dire : accueillons ce présage de la Sainte Vierge ; hâtons l'événement par nos prières.

Puissions-nous alors écouter ce que la Sainte Vierge nous dit depuis Fatima : levez vos têtes, parce que votre rédemption approche.

Et notre réponse jaillit comme un cri : *Fiat ! Fiat !*

## Fatima devant l'Église et le monde

*Allocution de S. Em. le cardinal Cerejeira  
patriarche de Lisbonne (1)*

### 1. Le fait de Fatima

Fatima est une chose sérieuse. Elle est là, au vu de tout le monde, depuis cinquante ans. C'est un fait tangible, public, permanent. On ne peut nier sérieusement que Fatima ait été pour beaucoup de gens une source de santé pour le corps et un foyer de lumière, de paix et de rénovation pour l'âme, plus qu'aucune science ou philosophie ■ peut l'être pour l'homme. La multitude de ceux qui, dévots ou curieux, accourent à Fatima s'accroît constamment, et déjà, de tous les points du monde, les mains se tendent vers l'autel de Fatima.

La foi a rayonné de Fatima sur tout le Portugal, comme si en ce lieu avait été allumé un foyer divin, en une splendide rénovation religieuse, en un cantique triomphal d'espérance, en un pouvoir enthousiaste d'exaltation spirituelle.

Non, Fatima n'est pas l'exploitation ecclésiastique de l'ignorance superstitieuse ; Fatima est une source de lumière et de grâce que la Vierge Immaculée a fait jaillir au cœur du Portugal.

En présence de cette résonance éclatante du surnaturel qui s'est fait entendre, il y a un demi-siècle, de Fatima, avec une insistance inquiétante, aux oreilles distraites de ceux qui ne savent pas ou qui ne veulent pas croire, on peut comprendre l'attitude de ceux qui, comme des aveugles qui sentent, sans la voir, la chaleur du soleil, disent avec Hamlet : « Il est plus de choses dans le ciel, plus de choses sur la terre que n'en rêve ta vaine philosophie. » Ce qui n'est pas permis, je ne dirai pas à tout esprit droit, mais même à tout esprit critique, c'est de voir de la superstition là où il n'y a que la religion la plus authentique ; de voir une crédulité obscurantiste là où il n'y ■ que claire

(4) On lit dans le texte écrit : « On a beaucoup parlé de liens entre le secret de Fatima et la situation redoutable et angoissante de l'Église dans de nombreuses régions du monde où l'enfer a déchaîné son ire contre tout ce qui est saint et divin, et où le persécuteur — même s'il prend les gants de la diplomatie et emploie le langage mielleux de la paix — essaie d'étendre sur le monde entier une domination qu'il exerce déjà sur des territoires immenses, semés de croix, d'échafauds et de prisons sanctifiées par tant de martyrs.

« Mais la confiance dont est inspiré le message de Fatima, également dans la partie publique, nous fait scruter, en cette deuxième partie des années 1960, dans un serein abandon à la Providence, les premiers indices — bien qu'encore nébuleux — d'une future instauration des choses du monde dans la paix et le royaume du Christ. ■

(1) Texte français original.

Cette allocution a été prononcée au cours de cette même cérémonie commémorative à l'Antonianum, le 11 février 1967.



intuition de la foi ; de voir une exploitation cléricalle là où il n'y a que la divine transfiguration des consciences. Dogmatisme absurde que celui qui veut, *a priori*, assujettir à l'explication naturelle les faits qui naturellement la dépassent.

## 2. — Fatima et l'Eglise

L'attitude de l'Eglise devant Fatima peut se résumer dans ces deux propositions, qui paraîtront peut-être audacieuses, mais qui ■ sont que les corollaires d'une théologie élémentaire :

— Ce n'est pas l'Eglise qui ■ imposé Fatima, c'est Fatima qui s'est imposé à l'Eglise ;

— L'Eglise n'a pas besoin de Fatima, mais Fatima ne peut ■ comprendre sans l'Eglise.

La première proposition :

*Ce n'est pas l'Eglise qui ■ imposé Fatima, c'est Fatima qui s'est imposé à l'Eglise*

On connaît bien l'attitude de réserve et de vigilance des autorités de l'Eglise, quand, comme l'a écrit un illustre prélat, « le nouveau Dinaï (de Fatima) a resplendi sur tout le pays ». L'affaire devait être confiée au patriarche de Lisbonne, qui était à ce moment-là exilé, sur l'ordre d'un gouvernement qui prétendait servir la liberté. Ses instructions tendaient toutes, déclare l'archevêque auxiliaire, son exécuter, non pas certainement à paralyser *a priori* le cours des choses, non pas à barrer le chemin ou à l'étouffer, pour ainsi dire, mais à le suivre, en marge, à une certaine distance, d'un regard vigilant. C'est ainsi qu'il a été supérieurement recommandé au clergé de maintenir une attitude d'abstention discrète pour tout ce qui concernait les apparitions de Fatima.

Entre-temps, malgré la réserve de l'Eglise et l'opposition obstinée, ridicule du pouvoir, Fatima continuait à émouvoir la conscience religieuse du pays. Sans l'Eglise, et contre le pouvoir de l'Etat, la lumière du miracle brillait, de plus en plus éclatante, dans le ciel du Portugal, et le feu de l'enthousiasme des foules se communiquait ■ pays tout entier.

Et la vérité est que, dans le sanctuaire secret de nombreuses âmes où s'était éteinte la flamme de la foi baptismale, ou bien qu'avaient souillées les bêtes immondes des passions, la foi réallumée découvrait soudainement les horizons merveilleux, infinis, du monde oublié de la révélation chrétienne, et la grâce retrouvée dans les larmes purificatrices de la contrition opérait une divine rénovation intérieure.

L'Eglise se devait de procéder à un examen scrupuleux des faits qui semblaient révéler le doigt de Dieu. Cinq ans après les apparitions, l'évêque de Leiria (qui, à la suite de la création, en 1920, du nouveau diocèse, était maintenant l'autorité ecclésiastique de Fatima) se décide à instaurer le procès canonique par le décret du 13 mai 1922. Huit années encore s'écoulèrent, dans la prière et dans l'étude minutieuse des événements extraordinaires, jusqu'à ce que, le 13 octobre 1930, furent solennellement déclarées comme « dignes de crédit les visions des enfants à Cova da Iria ■ et que fut officiellement autorisé le culte de Notre-Dame de Fatima.

Fatima avait fini par s'imposer à l'Eglise.

Et la seconde proposition :

*L'Eglise n'a pas besoin de Fatima ; mais Fatima ne peut se comprendre sans l'Eglise*

A la mort du dernier apôtre ■ été close la révélation chrétienne. Et la mission de l'Eglise est de conserver inaltérable ce dépôt divin des vérités enseignées par le Christ, qui a dit de lui-même qu'il était la Lumière du monde. Personne ne peut y enlever ni y ajouter la moindre chose : ou on accepte tout, ou on rejette tout ; car l'autorité de notre divin Maître est la garantie suprême.

Les révélations particulières que Dieu réserve aux âmes privilégiées, au cours de la vie de l'Eglise, doivent être conformes à l'enseignement authentique de l'Eglise, qui est la voix du Christ présente en elle, car Dieu ne peut se contredire lui-même. Même si c'était un ange du ciel (disait l'apôtre) qui annonçait une doctrine différente de la sienne, qu'il avait reçue du Christ, ce serait un anathème.

Non pas que l'Eglise garde le divin trésor de la Révélation à la manière des tombeaux qui conservent les cadavres : l'Eglise le garde comme le soleil garde la lumière, c'est-à-dire en illuminant la conscience de l'homme.

Autrement dit, ce n'est pas Fatima qui juge l'Eglise. C'est l'Eglise qui juge Fatima. Elle seule possède la pierre de touche pour vérifier la pureté de toute doctrine religieuse et morale, et cette pierre est le Christ. Fatima peut l'illustrer d'une nouvelle splendeur de foi et de grâce ; elle ne peut augmenter son divin trésor.

L'Eglise croit au miracle de Fatima parce qu'il est conforme à l'Evangile du Christ et qu'il le sert.

Il ■ été la mission la plus bénie prêchée ■ terre portugaise depuis que celle-ci existe ; et il se répand déjà dans le monde entier.

Grâce à Fatima, de nombreux pèlerins d'Emmaüs, qui ont fui, ayant perdu la foi, la Jérusalem de la sainte Eglise, se sont de nouveau rencontrés avec le Seigneur et l'ont reconnu et, transfigurés, lui ont demandé de rester avec eux.

Innombrables sont ceux dans le cœur de qui l'Esprit-Saint a de nouveau chanté le divin épithalame de l'union de l'âme avec Dieu. Oh ! que de consciences mortes où la grâce du Christ ■ renouvelé le miracle de la résurrection de Lazare, les appelant de nouveau à la vie, à cette vie qui est communion avec celle du Christ, vie éternelle commencée dans l'hostie de notre chair mortelle, vie dans la lumière et dans l'amour de Dieu !

Et maintenant, j'ajouterai une dernière proposition :

*Fatima illustre l'Eglise d'une nouvelle splendeur de foi et de grâce*

Le Seigneur a prédit, en prenant congé des apôtres, que l'épiphanie du miracle devrait accompagner leur prédication. Ce serait la lettre de crédit avec laquelle ■ présenteraient ceux qui parleraient en son nom.

Cette Eglise catholique qui ■ présente comme la messagère du Christ apporte toujours avec elle, sur le chemin de son existence historique, les titres divins qui l'accréditent.

Renan a pensé que le progrès de la science reculerait le domaine du miracle comme la lumière dissipe la nuit. Mais le miracle, que ce soit le miracle physique ou le miracle moral, s'impose de



plus en plus (aujourd'hui peut-être plus que jamais, à part la période apostolique), montrant la main toute-puissante de Dieu soutenant l'Eglise.

Le Concile du Vatican I n'a-t-il pas enseigné que l'Eglise porte en elle-même la garantie de sa divinité ?

### 3. — Le message de Fatima

En premier lieu il y a de commun à Fatima les miracles et l'humilité des moyens. Ces deux traits ne font pas l'essentiel du message, cela va sans dire, mais sont la caution. Ils accompagnent l'action divine, comme dans l'Evangile, pour y attirer l'esprit et le cœur des hommes. L'humilité des moyens est déjà, par elle-même, une leçon évangélique.

L'essentiel du message est la conversion, la rénovation chrétienne par la pénitence et la prière, la délivrance du péché et la vie dans le Christ par la grâce. Cette naissance nouvelle de l'homme qui le transforme et le transfigure par le Christ, n'est-ce pas l'œuvre et la fin de l'Eglise, de la venue du Christ, dans un mot de la rédemption ? Tout le contenu du message est pour cela, ce qu'il dit, ce qu'il demande, ce qu'il promet.

Les mots prononcés par Notre-Dame répètent l'appel ininterrompu de l'Eglise. Mais, venus du ciel, ces mots remuent le monde entier des consciences. Ils sont un cri miséricordieux du Cœur immaculé de notre Mère céleste pour le salut de l'humanité.

A Fatima, la Vierge Immaculée s'est nommée « la Dame du Rosaire ». Il y a toujours un mystère dans le choix d'un nom, quand ce choix provient de Dieu.

Il faut tout d'abord noter que ce nom « Notre-Dame du Rosaire » est associé depuis saint Dominique aux grandes batailles contre les ennemis de l'Eglise. Et de grands Papes n'ont pas hésité à lui attribuer la victoire. Y aura-t-il eu, dans l'histoire, de bataille plus universelle et totale, que celle que l'athéisme marxiste mène aujourd'hui contre l'Eglise ?

Tout semble faire croire à une mission vraiment grandiose du fait de Fatima. En vérité, à Fatima, tout collabore au message de Notre-Dame du Rosaire : la nature qui se meut (le miracle du soleil) et le ciel qui s'émeut (les anges, l'apparition de saint Joseph avec l'Enfant-Jésus, le Seigneur bénissant le monde).

Le contenu du message est très riche et peut-être n'a pas dit son dernier mot. Ce qui concerne la dévotion au Cœur immaculé de Marie, que « Jésus veut établir dans le monde entier », d'après Lucia, et la grande promesse des cinq samedis, met Fatima au niveau de Paray-le-Monial. Ce sont des faits religieux dont Dieu seul peut mesurer la portée. Ils marqueront les temps qui viennent. Il nous suffit d'y reconnaître le rôle de médiatrice de Marie.

Il ne faut pas oublier la coïncidence des apparitions de Fatima avec la Révolution russe, qui proposait de construire un homme nouveau et un monde nouveau sans Dieu, méconnaissant le péché, la grâce, la rédemption, le Christ.

A Fatima, elle s'oppose ouvertement, la Vierge puissante, à tout l'athéisme de nos jours et éclaire la tragédie du monde actuel en révélant le sens secret des grands événements dont nous sommes

témoins et agents, et en indiquant les moyens de salut.

Le message dans le fond est très simple, comme l'Evangile. Lucia, la voyante, dira : « Je pense que le Seigneur a voulu se servir de moi tout simplement pour rappeler au monde la nécessité d'éviter le péché et offrir des réparations pour les offenses à Dieu avec la prière et la pénitence. »

Le message de Fatima, Notre-Dame l'a résumé avant de remonter au ciel, dans ces mots : « N'offensez plus Notre-Seigneur. »

Elle a rendu à ceux qui croient l'arme victorieuse : le rosaire. C'est l'arme de la paix, la paix que son divin Fils peut donner.

### 4. — L'actualité du message

J'ai figuré au nombre de ceux qui, de prime abord, ont refusé de prendre en considération ce fait miraculeux. Professeur d'histoire, autrefois, au cours de mon enseignement d'histoire médiévale, il m'était arrivé de mettre à néant la légende de prétendus miracles.

Mais Fatima s'impose par l'évidence d'une action surnaturelle qui, je ne crains pas de l'affirmer, ne saurait que difficilement trouver son parallèle dans l'histoire des interventions mariales. Le grand poète chrétien Paul Claudel a qualifié « irruption brutale » la manifestation de surnaturel à Fatima.

A mon sens, l'actualité de Fatima peut se traduire par trois remarques principales :

En premier lieu, à une époque qui affecte de nier radicalement son existence, Fatima offre une merveilleuse manifestation du monde surnaturel. Pour la première fois dans l'histoire, à l'égard de tout ce par quoi se définit l'existence de Dieu, nous voyons l'athéisme militant prendre l'aspect d'une menace redoutable, prêchant, et au besoin s'efforçant d'imposer par les armes la conception matérialiste totale du monde et de l'homme, qui forme la clé de voûte de son système et de son programme.

Eh bien ! en notre temps d'athéisme matérialiste, Fatima vient nous démontrer d'éclatante manière que le monde surnaturel existe. Fatima nous le prouve de façon visible, quasi tangible, irrécusable et même criante. L'absurde et arbitraire négation du surnaturel, formulée au nom de la raison et de la science, Fatima l'anéantit par le fait réel, expérimental, répété tant de fois sous des formes si diverses, partout où se rend l'image de Notre-Dame, qu'accompagne un inégalable cortège de prodiges et de grâce.

Deuxièmement, Fatima révèle à tous ceux qui ne croient qu'à la science et à la technique pour la construction d'un monde nouveau, le secret profond de l'histoire humaine nous apportant ainsi par une voie dramatique la confirmation et l'illustration de ce que la foi chrétienne nous a fait connaître. Non seulement la preuve nous est fournie que le monde surnaturel existe, tel que le définit le christianisme, mais aussi que son influence s'exerce sur l'histoire. Nous avons pu entendre le marxisme athée nous annoncer la construction de l'homme nouveau et du monde nouveau, sans Eglise, sans Christ et sans Dieu, dont la négation représente l'absolue condition de son plein triomphe. Mais Fatima démontre le mensonge de cette utopie anti-chrétienne en exprimant de la plus spectaculaire façon l'emprise divine qui s'exerce sur le monde et



sur les âmes : la médiation miséricordieuse de la Très Sainte Vierge, l'action rédemptrice du Christ, la présence du Dieu vivant de l'Évangile, la réalité du ciel et de l'enfer, la divine Providence venant au secours des faiblesses humaines, la dégradation qu'entraîne le péché, l'œuvre réparatrice et sanctificatrice de la grâce, le pouvoir de la prière et la possibilité de rachat qui nous est offerte par la pénitence.

Enfin, par l'entremise du Cœur immaculé de Marie, Fatima nous procure une leçon, une promesse et un gage de salut, en même temps qu'un message d'espoir qui, chassant nos angoisses, vient rafraîchir nos âmes altérées. Oui, vraiment, Fatima ouvre au monde une perspective de grande espérance.

Nouveau Prométhée, aveuglé par l'orgueil de la science et de la technique, le temps que nous vivons ose et promet tout ensemble ; cependant, nous le voyons en proie à la crainte de se détruire lui-même, comme une victime ensorcelée qui irait s'offrir en holocauste à ses idoles. Déjà, beaucoup d'hommes confessent l'absurdité de leur existence, avouant leur angoisse et leur accablement. Et les visions prospectives de l'avenir de tant d'auteurs contemporains sont plutôt pessimistes !

À la prière et à la pénitence, Fatima ■ promet le salut et la paix. Aujourd'hui, non plus que jamais, l'avenir des chrétiens n'est désespéré : ils savent bien — et Notre-Dame est venue le leur rappeler — que, par leur conversion, ils peuvent se transformer en de nouvelles créatures, et que, par la prière, ils peuvent mobiliser en leur faveur le pouvoir de Dieu. « Enfin mon cœur triomphera. »

À Lourdes, en 1954, j'ai saisi l'occasion qui m'était offerte de comparer Lourdes à Fatima. Lourdes m'est apparu comme une riposte de la Vierge au rationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle ; c'est là que Notre-Dame s'est présentée comme étant l'Immaculée Conception, que S. S. Pie IX a proclamée dogme de l'Eglise, confirmant la foi catholique, l'infaillibilité du Pape, la déchéance du péché, le triomphe de la grâce.

Pour sa part, Fatima m'apparaît comme une réplique miséricordieuse de Notre-Dame à l'athéisme du XX<sup>e</sup> siècle. Puis-je tout dire ? Fatima se lève dans notre monde anxieux comme un phare d'espérance contre le communisme athée qui prétend conquérir l'univers et détruire l'Eglise.

## 5. — Le problème de Fatima

Je viens de prononcer : Fatima, phare d'espérance pour le monde. Je sais bien qu'on a mis en doute ce qu'on appelle le cas de Fatima. À l'égard des révélations faites en 1942 par la seule survivante des apparitions sur le secret confié par Notre-Dame aux trois enfants (le secret a été communiqué dans la troisième apparition, le 13 juillet 1917), est-ce que l'on peut être sûr que le secret, après un silence de plus de vingt ans, ne soit pas « le produit d'un processus psychologique d'évolution » ?

Je crois devoir répondre oui. La critique de Fatima est plus théorique, aprioristique, que fondée sur des faits. On écrit en ce moment l'histoire critique de Fatima, et j'espère que sa publication

dissipera les doutes. Qu'il me soit permis d'apporter une petite note en devançant ce livre tant attendu.

Quelles raisons invoque-t-on pour justifier ce « processus psychologique d'évolution » ? Est-ce qu'on a tenu compte du caractère et des conditions de la vie de la voyante ? Non, tout se serait produit « sous le choc du déroulement des événements mondiaux ». Cependant, les gens qui connaissent Lucia (je ne l'ai jamais vue) la dépeignent comme une solide paysanne, très positive, très précise, très volontaire.

Mais on oublie surtout que les « événements mondiaux » qui pourraient l'avoir choquée sont ceux-là même qu'elle annonce avec une remarquable et circonstancielle précision avant leur réalisation.

Qu'aurait dit Notre-Dame le 13 mai 1917 dans le secret gardé le plus tard jusqu'en 1938, qui se rapportât aux événements mondiaux ? En voici le résumé : une autre guerre pire que la première de 1914-1918 ; la Russie répandait ses erreurs dans le monde, provoquant des guerres et des persécutions contre l'Eglise ; plusieurs nations supprimées...

Même en 1942 tout ceci (sauf la réalité de la guerre) serait imprévisible, et même impensable.

Mais je peux ajouter que l'imminence de cette guerre avec sa violence et son extension fut communiquée à l'évêque de Leiria sept mois avant son commencement. En effet, j'ai eu dans ma main la lettre du 6 février 1939, où la voyante disait imminente (elle ■ écrit éminente) « la guerre prédite par Notre-Dame » et promettait la protection de Notre-Dame au Portugal « grâce à la consécration à son Cœur immaculé faite par l'épiscopat portugais ».

J'ignore le destin de cette lettre. Mais j'en possède un résumé, fait de la main de l'évêque de Leiria, daté du 24 octobre suivant, avec le timbre de la poste, qui dit : « *Le principal châtiment sera pour les nations qui ont voulu détruire le royaume de Dieu dans les âmes. Le Portugal est lui aussi coupable et en souffrira quelque chose, mais le Cœur immaculé de Marie le protégera ; le bon Dieu espère que le Portugal répare et prie pour soi et pour les autres nations.* »

« *L'Espagne a été la première punie, elle a déjà reçu son châtiment qui n'est pas encore terminé, et l'heure des autres sonne. Dieu est résolu à purifier dans leur sang toutes les nations qui veulent détruire son règne dans les âmes ; nonobstant, il promet de se laisser apaiser et de pardonner si l'on prie et fait pénitence.* »

Cette lettre de 1939 ne contient-elle pas déjà la substance de ce qui sera publié en 1942 ; c'est-à-dire, outre les événements mondiaux, le recours à la prière et à la pénitence, la grâce de la paix promise à la consécration ?

Et, pour terminer, je demande :

S'il est difficile d'admettre la fidélité d'un message révélé plus de vingt ans après, sera-t-il plus facile de le prendre comme une élaboration personnelle des grands et imprévisibles événements réalisés plus tard ?



# La première Assemblée plénière du Secrétariat pour les non-croyants

L'Osservatore romano du 5 février a rendu compte en ces termes de la première Assemblée plénière du Secrétariat pour les non-croyants, qui s'est tenue à Rome les 30 et 31 janvier 1967 (1) :

Le phénomène de l'athéisme dans ses multiples formes et ramifications a été au centre des réflexions du Secrétariat pour les non-croyants lors de son Assemblée plénière qui s'est tenue à Rome les 30 et 31 janvier.

A cette Assemblée plénière ont participé, outre le cardinal Koenig, en qualité de président du Secrétariat, les évêques Fernandes (Indes), Kominiek (Pologne), Dearden (U. S. A.), Carter (Canada), Brasseur (Philippines), Holland (Grande-Bretagne), Gran (Scandinavie), Edelby (Liban), Mosconi (Italie), Lallier (France), Cahill (Australie), Satoshi Nagae (Japon), De Vet (Hollande), Pironio (Argentine), Tchidimbo (Guinée), Blomjous (Afrique orientale), Jenko (Yougoslavie), Bokenfohr (Afrique du Sud) ; le secrétaire, le P. Miano, et le sous-secrétaire, Mgr Grumelli. Des personnalités étrangères au Secrétariat étaient présentes : Mgr Willebrands, en qualité de secrétaire du Secrétariat pour l'Union des chrétiens, et le Dr Widmer, en qualité d'observateur du Conseil œcuménique des Eglises.

Les travaux se sont déroulés dans un climat de sérieux et d'objectivité. Le cardinal Koenig, qui a présidé toutes les réunions depuis le début, a créé dans l'assemblée un climat très fraternel. Les évêques venus de divers pays et qui se faisaient le porte-parole des multiples exigences des régions et nations qu'ils représentaient, ont pu en toute franchise exposer les données sur la situation de l'athéisme dans les lieux de leur compétence.

## Le marxisme, l'humanisme, l'agnosticisme

Il en est ainsi résulté un tour d'horizon, large sans être nécessairement exhaustif du point de vue tant géographique que sociologique. Les analyses fournies par ce tour d'horizon ont montré que l'athéisme est un phénomène complexe qui présente beaucoup de degrés et de nuances. Trois composantes principales ont été examinées par les membres de l'Assemblée plénière : le marxisme, qui s'inspire des principes philosophiques et idéologiques du marxisme et du communisme ; l'humanisme, qui, en s'appuyant sur le progrès de la technique et sur le bien-être, sous-estime ou méconnaît complètement les valeurs de la personne humaine, qu'il ne considère que dans la seule perspective historique, sans aucune référence à la perspective métahistorique ; et enfin l'agnosticisme, qui ignore Dieu ou en fait abstraction et se tourne vers un indifférentisme religieux sans aucune ouverture vers les valeurs suprêmes de la vie.

(1) Traduction (d'après le texte italien), sous-titres et notes de la D. C.

## Le communisme en tant que forme d'athéisme

Étant donné le caractère éminemment pastoral du Secrétariat, on n'a pas parlé dans l'Assemblée plénière du communisme en tant qu'expression politique et encore moins des rapports avec les États communistes. Ce problème dépasse la compétence du Secrétariat, et celui-ci n'a pas outrepassé les limites qui lui ont été assignées par l'autorité compétente supérieure. C'est pourquoi la réflexion a porté sur le communisme seulement et dans la mesure où il constitue une forme, une composante, — même si elle est de première importance — de l'athéisme qui menace et détériore la foi des croyants (2).

## Les formes d'expansion et de diffusion de l'athéisme

Le diagnostic a également fait apparaître que les centres universitaires sont au centre de la diffusion de l'athéisme dans les pays en voie de développement. Ils ne sont cependant pas les seuls canaux de sa propagation : il existe à côté d'eux d'autres voies et d'autres formes insidieuses par lesquelles l'athéisme s'infiltré et pénètre dans les classes moins fortunées et populaires en s'appuyant sur des facteurs économiques. En même temps que l'on prend conscience du phénomène de l'athéisme, il faut suivre attentivement ses formes d'expansion et de diffusion, ainsi que ses incidences et sa force de pénétration.

## Deux méthodes : l'étude et le dialogue

A la diffusion de l'athéisme, le Secrétariat oppose deux méthodes qui s'identifient avec ses finalités mêmes : d'une part, se préoccuper de comprendre ce phénomène avec la plus grande exactitude possible par l'étude organique et systématique, également au niveau scientifique ; d'autre part, se proposer d'instaurer un dialogue avec les centres universitaires et avec les autres organismes identifiants.

Pour ce qui est de la première méthode, le Secrétariat a intéressé divers centres universitaires à

(2) Dans une interview recueillie par le P. Gallay et publiée dans la Croix des 22-23 janvier 1967, le P. Miano, salésien, secrétaire du Secrétariat pour les non-croyants, avait déclaré à ce sujet :

Le communisme est d'abord une organisation politique et souvent étatique en plusieurs pays. Et notre Secrétariat n'a pas compétence pour mener un dialogue politique. Notre dialogue avec le marxisme athée ne peut se faire qu'en tant que le marxisme est un système de pensée athée et non pas en tant que système politique. Aussi en ce domaine, les difficultés sont grandes et le dialogue pratique réduit surtout à un dialogue de personne à personne.



faire des études et des recherches. Les résultats obtenus jusqu'à présent permettent de porter un jugement positif sur une telle initiative, qui mérite donc d'être étendue et élargie. Il serait souhaitable que dans chaque nation où le phénomène de l'athéisme existe dans ses multiples manifestations il y ait des centres d'études et de recherches réellement efficaces qui devraient être en relation avec le Secrétariat pour utiliser les données recueillies en vue d'un efficace programme de pastorale (3).

Pour ce qui est du dialogue, il faut souligner combien cette forme évangélique, si chaudement recommandée par Vatican II, est positive pour établir des rapports avec les centres des non-croyants. Bien souvent même, le dialogue représente l'unique forme possible d'apostolat direct et de pénétration dans les milieux et les cultures. Bien que le Secrétariat soit conscient des difficultés, ce dialogue devrait être intensifié et encouragé en tenant compte de certains critères fondamentaux, comme par exemple le respect de la liberté et de la fidélité à l'Evangile du Christ. Aucune forme de dialogue, même engagé dans une bonne intention, ne devrait être recherchée ou instaurée sans cette clause à laquelle les catholiques ne peuvent renoncer.

### *Le dialogue avec l'athéisme non organisé*

Sur le plan concret d'un programme de pastorale, plus difficile encore apparaît le dialogue de salut avec cette immense multitude de personnes qui ne sont liées à aucune association, à aucun organisme culturel. Avec ceux qui vivent dans l'agnosticisme religieux et dans l'athéisme pratique, le dialogue devient difficile parce qu'ils constituent une catégorie impondérable qui échappe à toute évaluation. Le Secrétariat devra également se préoccuper d'eux, parce qu'eux aussi ont été sauvés et rachetés par le sang du Christ et que l'Eglise a l'obligation de leur annoncer le salut à eux aussi, ainsi que de les conduire à la vie éternelle. Ce travail complexe pourra être accompli avec la collaboration de tous les chrétiens. Ceux-ci prendront individuellement la responsabilité de pénétrer dans le cœur de leurs frères qui, pour quelque motif que ce soit, ignorent le Christ et son Eglise, dans l'intention de les inciter à la réflexion sur les véritables valeurs de la vie et les orienter vers la profession de l'unique foi.

(3) Le P. Miano ■ déclaré dans cette même interview :

Le but du Secrétariat est d'entrer en dialogue vrai avec les non-croyants, non pas d'organiser la lutte contre l'athéisme, mais de travailler à la disparition de la haine ; de voir jusqu'à quel point le même respect de l'homme peut aider tous les hommes, croyants ou non, ■ construire ensemble ■ monde meilleur.

Pour cela, il faut se connaître. Et ■ n'est pas ■ facile. Aussi le Secrétariat compte œuvrer avec plusieurs groupes de travail qui ■ mettent en place dans plusieurs universités catholiques du monde. Le Secrétariat compte aussi sur l'appui d'organisations existant ■ différents pays. Ainsi ■ France, le Centre catholique des intellectuels français, riche d'une longue expérience, est tout indiqué pour nous aider dans notre tâche.

En Allemagne, c'est la Paulus Gesellschaft, qui peut jouer ce rôle et le joue déjà [...].

### *La publication d'un document pastoral*

Pour faciliter et guider le dialogue avec les non-croyants, le Secrétariat prépare un document pastoral dans le but surtout d'indiquer comment ce dialogue doit être conduit dans le respect de la liberté et dans la fidélité de l'Evangile.

### *La collaboration avec le Conseil œcuménique des Eglises*

Comme on le voit, on en est encore à la phase d'étude et d'élaboration. Mais celle-ci est nécessaire pour passer à l'action. Le Secrétariat pour les non-croyants ■ déjà tous les éléments pré-alables pour poursuivre dans sa voie et renforcer son organisation. L'athéisme, qui ne tend pas à décroître, est un problème à la solution duquel tous les chrétiens doivent s'intéresser. Le fait qu'un représentant du Conseil œcuménique des Eglises ait été invité à participer à la première Assemblée romaine du Secrétariat pour les non-croyants permet d'espérer que parmi les diverses confessions religieuses s'instaurera un climat de sincère et loyale collaboration pour freiner le grave phénomène de l'athéisme et pour rappeler les hommes, détournés par les intérêts matériels, aux valeurs éternelles de la vie.

Logiquement, également dans cette collaboration, les catholiques doivent jouer le rôle de premier plan. Etant dans la vraie foi et dans la véritable Eglise du Christ, ils ont en effet plus que quiconque la responsabilité de propager le royaume de Dieu et de faire resplendir la lumière de la vérité, de telle façon qu'elle soit et un témoignage de leur propre cohérence et un attrait pour les autres vers le Christ et vers son Eglise.

G. C.

## **Deux documents sur la politique antireligieuse en U. R. S. S. (1)**

**Lettres circulaires du président du Conseil chargé des affaires ■ l'Eglise orthodoxe ■■ présidents des Comités exécutifs ■■ parti dans les villes ■ les districts.**

(1) Ces textes nous ont été communiqués par l'intermédiaire du Comité d'information sur la situation des chrétiens en Union soviétique (cf. D. C. 1964, n° 1421, col. 458, note 1), qui en garantit l'authenticité. Nous rappelons que le président de ce Comité est François Mauriac. Ses membres sont : les pasteurs Jean Bosc, Georges Casalis, André Dumas, René Rognon, Albert Finet (directeur de Réforme) ; les RR. PP. Jean Daniélou, S. J., et André Liégé, O. P. ; MM. Jacques Chatagner, Jean-Marie Domenach (directeur de Esprit), Jacques Madaule, Henri Marrou, Jacques Nantet, Pierre Pascal, Pierre Emmanuel, Olivier Clément, Paul Evdokimov, Nikita Struve.

Le P. WENGER, A. A., fait remarquer en présentant ces documents dans la Croix du 16 février 1967 :

Ces textes n'ont pas besoin de commentaire. Les mesures envisagées visent ■ fait à soustraire les jeunes et les enfants ■ l'Eglise et ■ la religion, à



## I. CREATION DE COMITES DE COORDINATION CHARGES DE CONTROLER L'EXERCICE DU CULTE

1. Sont créées auprès des Comités exécutifs du Parti dans les villes et les districts des Commissions publiques de coopération chargées de contrôler l'application de la législation sur les cultes.

2. Ces Commissions, dans leur travail, doivent être guidées par les lois, décrets, dispositions prises par les organes législatifs et exécutifs suprêmes du gouvernement soviétique et relatives aux cultes religieux, ainsi que par les éclaircissements du Conseil chargé des affaires de l'Eglise orthodoxe russe auprès du Conseil des ministres de l'U. R. S. S. portant sur l'application de la législation sur les cultes.

3. Seront choisies dans ces Commissions des personnes politiquement mûres, capables de contrôler et de surveiller en connaissance de cause les associations religieuses. Seront invités à participer à ces Commissions les députés des Soviets locaux, les collaborateurs des organismes culturels et financiers, les membres de l'enseignement, les propagandistes, les retraités, les membres des soviets ruraux et d'autres personnes choisies parmi les activistes locaux.

réduire le fait religieux à une pratique culturelle strictement contrôlée par des hommes le plus possible entre les mains ou à la disposition du Parti.

Il n'est pas possible de laisser perpétrer atteintes à la liberté élémentaire des croyants sans élever une vigoureuse protestation et sans porter le débat devant la conscience internationale. Celle-ci saurait rester indifférente à une violation aussi flagrante des droits de l'homme.

\*\*

Le pasteur Albert FINET (membre du Comité) écrit dans *Réforme* (25 février 1967) :

[...] Il nous parvient, par des voies détournées, des échos de la vie secrète du peuple chrétien persécuté et des documents officiels qui précisent les modalités d'une action gouvernementale visant à étouffer, sans manifestations brutales ou sanglantes, l'expression de la foi et l'exercice de la foi.

Cette action gouvernementale, qui a sans doute pesé sur l'échec intellectuel de la propagande antireligieuse, s'attaque aux structures des paroisses.

La paroisse orthodoxe, en droit, doit être constituée par ce qu'on appelle une « vingtaine » : vingt personnes ayant la charge de la gestion de la paroisse et qui sont choisies, non pas en fonction de leur valeur spirituelle, mais de leur assentiment au régime : des bien-pensants. Les personnages importants sont le marguillier et le trésorier : le prêtre n'est que leur employé, révocable à merci.

C'est très astucieux et il était normal que l'idée surgisse dans l'esprit d'un fonctionnaire du monstre froid. Par les voies les plus légales, le peuple croyant est écarté de la direction de la paroisse ; elle est confiée à des gens politiquement sûrs dont la consigne est de liquider cette séquelle d'un régime abhorré.

Il est probable qu'ils arriveront progressivement à détruire les structures de l'Eglise, paroisses et couvents. Reste le peuple chrétien ; reste au cœur de l'homme l'unique espérance.

Du point de vue de Sirius, j'ai bon espoir, car, durant cent ans, mes ascendants ont vécu sans lieu de culte, sans pasteur, sans sacrements, avec leur Bible. Il est vrai qu'on peut brûler les bibles, mais il reste toujours. Ils m'ont ainsi légué leur raison de vivre et leur joie de vivre. Mais du point de vue du journaliste qui écrit en février 1967, je ne puis que dénoncer, de la part du monstre froid, de l'Etat soviétique, une méconnaissance fondamentale de sa Constitution d'abord ; un mépris cynique de la liberté de conscience, de la liberté tout court.

Le nombre des membres devant composer ces Commissions est établi en fonction de la nécessité d'étudier et de contrôler l'activité des associations religieuses du territoire donné, et de la nécessité de dépister et de mettre fin à l'activité illégale des groupements religieux non enregistrés.

Les Commissions de coopération sont agréées par les Comités exécutifs du Parti dans les villes et les districts. Sont attribués à la Commission l'adjoint du président et le secrétaire du Comité exécutif du Parti dans les villes.

4. Les Commissions ont pour tâche de :

a) Etudier systématiquement l'ambiance religieuse dans toutes les localités (comportant ou non des associations religieuses officiellement reconnues), de recueillir et d'analyser les données sur la fréquentation par les fidèles des réunions religieuses ; étudier l'appartenance sociale des personnes qui fréquentent l'église et pratiquent les sacrements (baptême, obèses, mariage, confession), le degré d'influence des associations religieuses et des serviteurs du culte qui cherchent à attirer la jeunesse et les enfants à la religion et à l'observance des rites ; contrôler l'exactitude de l'enregistrement des sacrements dispensés et, au cours de ce contrôle, mettre fin aux baptêmes des enfants accomplis sans le consentement des deux parents ;

b) Etudier constamment l'activité idéologique de l'Eglise : la prédication et l'adaptation aux nouvelles conditions, les méthodes et les moyens employés par les desservants du culte pour étendre ou restreindre leur influence sur telle partie de la population, particulièrement sur les enfants et la jeunesse ;

c) Suivre et étudier les soi-disant fêtes patronales et autres fêtes religieuses organisées dans les villes et autres localités, analyser leur influence néfaste sur le travail et la discipline, élaborer et proposer des plans en vue de la liquidation de ces phénomènes négatifs ;

d) Etudier la composition des associations religieuses (des Comités exécutifs des paroisses), dépister leurs membres les plus actifs ;

e) Contrôler rigoureusement l'observation de la législation soviétique par les desservants du culte et les associations religieuses, dépister les tentatives faites par les desservants du culte pour enfreindre les lois soviétiques et en aviser en temps opportun le Comité exécutif du Parti ;

f) Aider les organismes fiscaux dans le dépistage des desservants du culte qui accomplissent illégalement les rites religieux au domicile des croyants et qui reçoivent des rémunérations sans puissance et ne les déclarent pas à l'Inspection ;

g) Dépister les personnes (desservants du culte non enregistrés qui visitent illégalement les lieux habités et accomplissent des rites religieux) et les signaler au Comité exécutif du Parti.

L'une des tâches les plus importantes des Commissions de coopération est de rechercher les moyens et de proposer des mesures concrètes en vue de limiter et d'affaiblir l'activité des associations religieuses et des desservants du culte (dans les cadres de la loi).

Les membres de la Commission informent régulièrement le président de la Commission de leur travail et exécutent avec soin les tâches qu'il leur confie.



## II. LETTRE DU DELEGUE GENERAL DU CONSEIL CHARGE DES AFFAIRES DE L'EGLISE ORTHODOXE RUSSE POUR LA PROVINCE DE X... AU PRESIDENT DU PARTI DE LA PROVINCE DE X...

Je vous renvoie le texte du contrat que votre Comité exécutif a conclu avec la communauté des croyants, en vue de leur transmettre en jouissance gratuite un édifice religieux appartenant à l'Etat.

Ledit contrat est conclu non avec l'organe exécutif de la communauté, mais avec toute la communauté, c'est-à-dire avec la vingtaine : il est signé d'une part par le président du Soviet (dans le cas présent par la personne chargée chez vous des affaires culturelles) et, d'autre part, par tous les membres de la vingtaine.

Il faut tenir compte que les « vingtaines » qui existent actuellement dans toutes les communautés des croyants n'inspirent guère confiance. Elles sont composées presque entièrement de personnes âgées, peu instruites, fanatiques, et nous ne pouvons leur confier les biens de l'Eglise.

Conseillez-leur de former une nouvelle « vingtaine », composée de personnes instruites, capables de diriger la communauté (qui ne soient pas des fanatiques) et qui exécuteraient honnêtement les lois soviétiques, vos propositions et dispositions.

Ne signez le contrat que quand une telle « vingtaine » sera formée et qu'elle vous donnera toute satisfaction.

La « vingtaine » ne doit comporter que vingt membres, pas un de plus. Elle est composée de citoyens qui ont fait savoir à la communauté des croyants leur désir d'être membres de la vingtaine et d'assumer la responsabilité matérielle des biens transmis à la communauté, et qui ont fourni les renseignements nécessaires sur leur âge, leur degré d'instruction, leur lieu de travail et de résidence.

Annulez les contrats qui ont été délivrés à certaines églises au moment de leur ouverture.

(La lettre donne des précisions sur les conditions locales du contrat)

Une fois le contrat signé et conclu, la communauté des croyants, c'est-à-dire la « vingtaine », doit élire son Comité exécutif (président, adjoint, trésorier et trois membres de la Commission de révision).

Il est souhaitable que vous preniez part au choix des membres de l'organe exécutif pour choisir des personnes qui suivent notre ligne de conduite.

## Lettres pastorales de Carême

Comme chaque année, nous publions ci-après une liste des lettres pastorales de Carême dont nous avons eu connaissance :

AGEN (Mgr Johan) : « Le chrétien et la pénitence ».

AIX, ARLES et EMBRUN (Mgr de Provençères) : « Ce que Vatican II a dit du mariage et de la famille ».

ANGERS (Mgr Mazerat) : « Le baptême, démarche de la foi ».

AVIGNON (Mgr Urtasum) : « La vocation de l'homme et du chrétien, laïc ou religieux ; la vocation du prêtre ».

BAYEUX et LISIEUX (Mgr Jacquemin) : « Le sacrement de pénitence ».

BEAUVAIS, NOYON et SENLIS (Mgr Desmazières) : « La relève sacerdotale à l'occasion de la réforme scolaire et face aux appels du monde ».

BELLEY (Mgr Fourrey) : « La discipline pénitentielle en France ».

BESANCON (Mgr Lallier) : « Avec vous, tous les jours ».

BLOIS (Mgr Goupy) : « Carême 1967 et baptême de toujours ».

BOURGES (card. Lefebvre) : « Dignité et liberté chrétiennes ».

CAMBRAI (Mgr Jenny) : « Le mystère de la croix et la sanctification du vendredi ».

CHARTRES (Mgr Michon) : « Le baptême des petits enfants ».

CLERMONT-FERRAND (Mgr de La Chanonie) : « L'après-Concile ».

DIGNE (Mgr Collin) : « Vos prêtres ».

EVREUX (Mgr Caillot) : « Pourquoi faites-vous baptiser vos petits enfants ? ».

LANGRES (Mgr Atton) : Sur la pénitence.

LE PUY-EN-VELAY (Mgr Dozolme) : Sur la pénitence.

LILLE (card. Liénart) : « La dignité et le service de l'homme ».

LUÇON (Mgr Cazaux et Mgr Paty, coadjuteur) : Orientations pastorales dans la ligne du Concile.

LYON et VIENNE (card. Villot et les évêques auxiliaires) : « La vocation apostolique des laïcs ».

MENDE (Mgr Boudon) : Sur la préparation de Pâques.

MONTPELLIER (Mgr Tourel) : « Les temps forts du Carême 1967 ».

NANCY et TOUL (Mgr Pivolley) : « L'Eglise domestique ».

NANTES (Mgr Vial) : Sur le sens du Carême.

NEVERS (Mgr Streiff) : Sur le sens du Carême.

ORLEANS (Mgr Riobé) : « Familles chrétiennes et vocations sacerdotales ».

PAMIER, COUSERANS et MIREPOIX (Mgr Rigaud) : Homélie pastorale de Carême.

REIMS (Mgr Marty) : « La famille ».

RENNES, DOL et SAINT-MALO (Mgr Gouyon) : « L'actualité de la pénitence ».

RODEZ (Mgr Ménard) : « Pour l'avenir chrétien de notre diocèse ».

ROUEN (card. Martin et Mgr Pailler, coadjuteur) : « Le Carême existe encore ».

SAINT-DIE (Mgr Vilnet) : Message pastoral.

SAINT-FLOUR (Mgr Pourchet) : « Des prêtres pour demain ».

SEEZ (Mgr Pioger) : « Les vocations sacerdotales dans notre diocèse ».

SENS et AUXERRE (Mgr Stourm) : « Les jeunes ».

SOISSONS, LAON et SAINT-QUENTIN (Mgr Bannwarth) : « Appels adressés aux chrétiens du diocèse à partir de l'enquête pastorale ».

TOULOUSE, RIEUX et COMMINGES (Mgr Guyot) : « Notre temps aussi a besoin de saints ».



- TOURS (Mgr Ferrand) : « Faire pénitence ».
- TROYES (Mgr Le Couëdic) : « L'optimisme chrétien ».
- VALENCE (Mgr de Cambourg) : Sur l'appel à la sainteté.
- VANNES (Mgr Boussard) : « Foi vivante ».
- VERDUN (Mgr Boillon) : « Notre diocèse dans le monde de ce temps ».
- VERSAILLES (Mgr Renard) : « Le progrès de la vie chrétienne de tous les fidèles ».
- \*\*
- GUADELOUPE (Mgr Gay) : « Le culte de la sainte Eucharistie ».

### Afrique du Nord

- ORAN (Mgr Lacaste) : Sur l'après-Concile.
- RABAT (Mgr Lefèvre) : « Les exigences trop oubliées de notre vie. »
- TUNIS (Mgr Callens) : Sur le sens du Carême.
- \*\*
- MONACO (Mgr Rupp) : « Certaines attitudes irréligieuses des croyants ».

## Responsabilité civile du desservant d'une église communale

COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> CHAMBRE CIVILE)  
ARRÊT DU 19 JUILLET 1966

S. N. C. F. ET DAME VAULTIER C/ CHANOINE REBUFFAT.

### Edifice du culte — Visite — Accident — — Non responsabilité du desservant d'une église communale

Le curé desservant d'une église communale ne dispose que d'un pouvoir de police en vue de lui permettre l'exercice du culte. A ce titre, il n'assume aucune obligation personnelle de sécurité de nature à l'assimiler à l'exploitant d'un lieu ouvert au public ou à une collectivité publique administrant un bien du domaine public. C'est à ceux qui pénètrent dans l'édifice pour le visiter à veiller à leur propre sécurité compte tenu de l'affectation des lieux et de la pénombre qui y règne.

POURVOI EN CASSATION CONTRE UN ARRÊT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS DU 29 MAI 1963.

Présidence de M. Drouillat.

LA COUR, — Sur le moyen unique :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt confirmatif attaqué que dame Vaultier, retraitée de la Société nationale des Chemins de fer français (S. N. C. F.), visitant une église à la tombée du jour, fit une chute franchis-

sant trois marches conduisant de l'abside à la nef latérale et se blessa ; que rendant responsable de cet accident le chanoine Rebuffat, curé desservant la paroisse, elle a assigné celui-ci en réparation du dommage à elle causé ; que la S. N. C. F., agissant comme Caisse de Sécurité sociale, est intervenue pour demander le remboursement de ses dépenses ;

Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt d'avoir rejeté ses demandes alors que le chanoine Rebuffat, ayant le pouvoir d'organiser les cérémonies du culte, d'ouvrir et de fermer l'église aux fidèles, aurait eu l'obligation d'assurer la sécurité des personnes qui y circulent librement ; qu'en s'abstenant de prendre ou de faire prendre les mesures de prudence qui auraient assuré un éclairage normal d'un point de l'église dangereux à franchir dans l'ombre, il aurait commis une faute engageant sa responsabilité sur le fondement de l'article 1382 du Code civil ;

Mais attendu que l'arrêt énonce, par motifs adoptés, que le curé dispose d'un pouvoir dit de police qui n'a pour but que de lui permettre d'assurer l'exercice du culte ; qu'à ce titre, il est en droit de fixer les horaires des services religieux, d'ordonner les cérémonies et de faire expulser les perturbateurs et, qu'en contrepartie de ce pouvoir sacerdotal, il a l'obligation de respecter le libre droit des fidèles de pénétrer dans l'église et de participer au culte, mais qu'il n'assume aucune obligation de caractère matériel, telle qu'une obligation de sécurité, qui tendrait à l'assimiler à l'exploitant d'un lieu ouvert au public ou à une collectivité publique administrant un bien du domaine public ; qu'il ajoute que dame Vaultier, compte tenu de l'affectation des lieux et de la pénombre qui y règne, était tenue de redoubler d'attention et de veiller à sa propre sécurité ;

Que par ces appréciations souveraines des éléments qui leur étaient soumis et par ces énonciations, les juges du fond ont légalement justifié leur décision ;

Par ces motifs, — rejette...

MM. TRUFFIER, rapporteur ; SCHMELCK, avocat général ; M<sup>e</sup> LABBE, avocat.

### Observations

La motivation de cet arrêt implique que l'édifice du culte dans lequel s'est produit l'accident litigieux était propriété d'une commune, le curé desservant en ayant simplement la jouissance dans les termes de l'article 5 de la loi du 2 janvier 1907. D'après ce texte, en effet, les édifices du culte non alors attribués à des associations cultuelles demeuraient affectés au culte et étaient laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.

C'est en vertu de ces dispositions qu'un libre accès est donné aux édifices du culte. Ce droit est tenu, par les fidèles, des dispositions mêmes de la loi. On comprend, dès lors, que le ministre du culte n'ait pas à répondre d'un accident survenu à un visiteur imputant sa chute à une insuffisance d'éclairage. Comme l'indique l'arrêt, c'est à l'intéressé à veiller sur sa propre sécurité.

Pour prétendre le contraire, le pourvoi invoquait en vain certaine jurisprudence d'après laquelle le contrat conclu avec un tiers comporte en certains cas au profit de celui-ci une obligation de sécurité (hôteliers, exploitants de salles de spectacles...). Mais la situation, en l'espèce, était toute différente. Il n'y avait aucune situation contractuelle avec la victime et, partant, aucune obligation de sécurité.



Sans doute, le ministre du culte ■ bien, dans son église, un droit de police. Mais ce droit est limité par son objet qui est d'assurer l'ordre en fonction du culte. C'est à la commune, propriétaire du bâtiment, de veiller à ce que son défaut d'entretien ne soit pas source de dommages. ■ ce titre, la compétence paraissait relever d'un contentieux administratif plutôt que d'un contentieux judiciaire. Les églises, en effet, font partie du domaine public communal et leur entretien relève du contentieux des travaux publics. Normalement, par conséquent, l'affaire eût dû relever de la compétence du tribunal administratif local et non des tribunaux de l'ordre judiciaire (C. E., 10 juin 1921; D. C., t. 6, col. 50).

La Cour de cassation n'a pas évoqué cette difficulté. Pour l'éviter, d'ailleurs, la demanderesse avait incriminé non pas le bâtiment mais le fait du curé qui se serait abstenu de pourvoir l'édifice d'un éclairage normal en un endroit sombre pourvu de marches.

Il eût pu être rétorqué que, même ainsi formulé, le grief mettait bien en cause la conception de l'ouvrage et de son éclairage en dépendant, en sorte que la compétence demeurait administrative. L'arrêt en a décidé autrement. Il ■ pris la difficulté dans le sens même où elle lui était présentée. Il l'a résolue, d'ailleurs, dans les termes mêmes où l'eût fait la juridiction administrative. Celle-ci, en effet, n'admet de responsabilité à l'encontre des personnes administratives de droit public qu'autant qu'est rapportée la preuve d'un entretien anormal d'un ouvrage, les usagers de tous lieux ouverts à la circulation devant habituellement pourvoir à leur propre sécurité en prêtant attention à leurs démarches, surtout si la situation des lieux les y incite (C. E., 27 mars 1963, p. 382).

Jean ROUVIERE,

Avocat honoraire au Conseil  
d'Etat et à la Cour de cassation,  
ancien président de l'Ordre.

## ÉVÉNEMENTS et INFORMATIONS

### FRANCE

M. 1<sup>er</sup> FEV. — A Paris, obsèques nationales du *maréchal Juin*. Le service religieux est célébré à Notre-Dame par Mgr Badré, aumônier des armées, en présence du cardinal Feltin et de Mgr Veuillot; avant l'absoute, le cardinal Feltin, ancien vicaire aux Armées, tint à prononcer une allocution pour saluer le grand soldat défunt dont il fut l'ami et qui était comme lui un ancien combattant de la Première Guerre mondiale. Le service religieux fut suivi d'un défilé militaire sur l'esplanade des Invalides. M. Messmer, ministre des Armées, prononça l'éloge funèbre du maréchal. L'inhumation eut lieu ensuite dans la crypte de l'église Saint-Louis des Invalides.

— A Paris, ouverture, jusqu'au 7 février, de la XIX<sup>e</sup> *Semaine des intellectuels catholiques*. Thème : « La violence ». Programme : 1<sup>er</sup> février : « Un monde de violence » (Mgr Veuillot, MM. d'Astier de la Vigerie, Domenach; président, M. René Rémond); 2 février : « Psychanalyse de la violence » (M. Debuyss, docteurs Bertherat et Lebovici; président, docteur Ey); 3 février : « Violence et langage » (MM. Ricœur, Weil; président, Etienne Borne); 4 février : « Y a-t-il une doctrine chrétienne sur la violence? » (RR. PP. Cottier, Wiener, M. Thibon; président, Louis Leprince-Ringuet); 5 février : « Vaincre la guerre » (M. Aron, R. P. Fessard; président, M. Gros-ser); 6 février : « Politique et violence » (MM. Lavau, Massenet, Verret; président, M. Racine); 7 février : « Chrétiens dans la violence du monde » (M. Aranguren, RR. PP. Régamey, Voillaume; président, M. Lacombe).

— A Strasbourg, du 30 janvier au 2 février, se tient la *Conférence européenne de la jeunesse* organisée par le Conseil de l'Europe.

J. 2 FEV. — Dans un message daté de ce jour, les évêques de la province d'Avignon (Mgr Urtasun, archevêque d'Avignon, et son auxiliaire Mgr Polge; NN. SS. Tourel, Rougé, de Cambourg, Hermil, évêques respectivement de Montpellier, Nîmes, Valence et Viviers) annoncent le *regroupement des séminaires* de leurs diocèses. Les séminaristes des cinq diocèses de la province seront désormais regroupés : pour le premier cycle, à Montpellier; pour le deuxième cycle, à Viviers. Enumérant les motivations de ces choix et les avantages de ces regroupements, les évêques écrivent : « C'est ainsi que l'axe de notre région qui longe la mer aura un séminaire, tandis que la vallée du Rhône, appelée à une grande extension, aura le sien. En chacune de ces directions qui commandent l'avenir de nos diocèses se trouveront des « séminaires-signes » pour les vocations à promouvoir et ces centres de ressourcement doctrinal, spirituel et pastoral dont nous avons besoin... C'est aux éducateurs de nos futurs prêtres que revient la délicate mission de préparer ces nouveaux séminaires pour octobre prochain. » (D'après la *Semaine religieuse de Montpellier*, 4 février.)

— A Paris, au cours d'un dîner donné par le Conseil municipal à l'hôtel de Lauzun en l'honneur du cardinal Feltin, la médaille d'or de la Ville de Paris ■ été remise à l'ancien archevêque de Paris.



V. 3 FEV. — M. Henri Irénée Marrou, professeur d'histoire du christianisme à la Sorbonne, est élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Né à Marseille le 12 novembre 1904, ancien élève du Lycée de Marseille, de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole française de Rome, agrégé d'histoire et de géographie, docteur ès lettres, le nouvel académicien a été successivement professeur à l'Institut français de Naples (1932-1937), à l'Université du Caire (1937-1938), aux Facultés des lettres de Nancy (1938-1939), Montpellier (1940-1941), Lyon (1941-1945) et Paris, où il enseigne depuis 1945. Grand spécialiste des études augustiniennes, il a publié : « Saint Augustin et l'augustinisme » (1936), « Saint Augustin et la fin de la culture antique » (1949), « L'Ambivalence du Temps de l'histoire chez saint Augustin » (1959). On lui doit également : « Histoire de l'éducation dans l'antiquité » (1948), « De la connaissance historique » (1954), « Nouvelle histoire de l'Eglise », « Traité de la musique », « le Livre des chansons ». Il est l'un des fondateurs du groupe « Esprit », avec Emmanuel Mounier. Il prit une part active à la Résistance, avec « Témoignage chrétien ». Il est membre correspondant de l'Académie pontificale romaine d'archéologie et de l'Institut d'études romaines; docteur « honoris causa » des Universités Laval de Québec, de Louvain et de Fribourg-en-Brisgau. Il fut aussi président de l'Amitié judéo-chrétienne. Il est chevalier de la Légion d'honneur.

— L'abbé Michel Coloni est nommé assistant ecclésiastique du Centre catholique des intellectuels français (« Revue de la vie diocésaine de Paris, Créteil, Nanterre, Saint-Denis », 4 février). Né à Paris en 1927, l'abbé Coloni, après avoir préparé une licence d'histoire à la Sorbonne, est entré au séminaire de l'Institut catholique. Licencié en théologie en 1954, ordonné prêtre, il fut successivement aumônier au lycée Montaigne, et, en 1956, au Centre Richelieu où il s'occupa de la Résidence universitaire d'Antony et des étudiants de la Faculté des lettres. En 1963, il est chargé de l'aumônerie diocésaine de la paroisse universitaire, dont il conserve aujourd'hui la responsabilité en même temps qu'il assure sa nouvelle fonction.

J. 9 FEV. — A Paris, au cours de la réunion du Haut-Comité pour la défense et l'expansion de la langue française, M. Guillermon, professeur à l'Ecole nationale des langues orientales, a fait approuver la création d'un Conseil international de la langue française. Ce Conseil, qui rassemblera un certain nombre de linguistes, aura pour objet de maintenir l'unité du français dans le monde, d'éviter une évolution divergente des parlers français et de s'efforcer de faire adopter dans tous les pays où le français est employé les mêmes néologismes. Ce Conseil international sera soumis à l'Académie française qui arbitra. Il sera dirigé par M. Maurice Genevoix.

— A Paris, ouverture du 1<sup>er</sup> Congrès de pédagogie et d'éducation musicale de l'enseignement catholique organisé par Mgr Cuminal et le Secrétariat général de l'enseignement catholique; Mgr Beilliard et le R. P. François Picard, président et secrétaire de l'Union fédérale française de musique sacrée.

S. 11 FEV. — A Paris, à l'U. N. E. S. C. O., sous la présidence de Mgr Vial, président de la Commission épiscopale d'Action charitable et sociale, ouverture, jusqu'au 13 février, du Congrès de l'Union Catholique des Services de Santé et des Services Sociaux (U. C. S. S.). Thème : « Le travail dans nos professions ».

— Une des questions essentielles examinées par la Commission franco-soviétique de coopération, qui s'est réunie à Paris le 26 janvier, était le développement de la langue française en U. R. S. S. et de la langue russe en France, pour assurer la formation des cadres nécessaires à la bonne exécution des échanges résultant de l'accord entre les deux pays. Dans ce domaine, on enregistre une avance considérable en U. R. S. S. où l'enseignement du français est une longue tradition, tandis qu'en France, l'enseignement du russe n'a que vingt ans. En France, le nombre des élèves apprenant le russe est passé de 1 020 en 1951 à 15 000 aujourd'hui. En U. R. S. S., le nombre des élèves étudiant le français est de 510 000 dans la seule République de Russie (qui compte la moitié de la population soviétique). (D'après « l'Education nationale », 16 février.)

— Voici les résultats d'une enquête sur l'aide à l'école libre menée par la S. O. F. R. E. S. (Société Française d'Enquêtes par Sondages). A la question : « Doit-on supprimer l'aide de l'Etat aux écoles libres? », ont répondu, suivant leurs opinions politiques :

APPARTENANCE POLITIQUE	OUI	NON	SANS OPINION
Extrême gauche .....	63	33	4
Gauche modérée .....	31	54	15
Centre .....	15	74	11
Droite modérée .....	8	82	10
Extrême droite .....	12	82	■
Marais (sans tendance polit.)	10	64	26

La répartition des électeurs opposés à la suppression de l'aide aux écoles libres est la suivante : extrême gauche : 1 400 000; gauche modérée : 2 800 000; centre modéré : 1 700 000; droite modérée : 3 900 000; extrême droite : 1 600 000; marais : 5 700 000. Soit plus de 17 millions d'électeurs (sur 27 535 000) qui représentent plus de 61 % du corps électoral. L'enquête a porté sur un échantillonnage scientifiquement établi de 10 000 électeurs.

— A partir du 1<sup>er</sup> mai, une nouvelle revue missionnaire, « Peuples du monde », remplacera vingt-sept revues missionnaires (entre autres l'édition française de « Vivante Afrique », « Missions étrangères de Paris », « l'Echo des Missions africaines » de Lyon, « Chemins du monde » des Franciscaines missionnaires de Marie). Ce regroupement des revues missionnaires est fait sous le patronage du Comité permanent des religieux, de l'Union des Supérieures majeures, du Comité épiscopal pour les missions à l'extérieur et des Œuvres pontificales missionnaires. Un organisme commun intitulé « Société centrale d'information » publiera cette nouvelle revue et créera un service de documentation sur les missions (124, rue du Bac, Paris-6<sup>e</sup>). Actuellement, 78 instituts féminins et 24 instituts masculins sont partie prenante de ce nouvel organisme. Mais la liste n'est pas close. Chaque institut missionnaire aura droit, dans la nouvelle revue, à un encart propre.

— Sous le titre « Critères de départ », « Interservice » du quatrième trimestre 1966 a publié un article fort intéressant, qui est le fruit de l'expérience de nombreux mouvements et organisations catholiques facilitant l'envoi de laïcs dans les pays de mission. L'article est présenté par Mgr Ménager, évêque de Meaux et responsable de la section « Laïcs missionnaires » dans le Comité épiscopal des Missions. (« Interservice », 46, montée Saint-Barthélemy, Lyon.)

— De 1960 à 1965, la France a consacré 2,2 % de



son revenu national à l'aide au tiers-monde. Elle arrive au deuxième rang en ce qui concerne l'aide totale donnée par les pays occidentaux au tiers-monde (avec 16 % de cette aide) derrière les Etats-Unis (52 %) et avant la Grande-Bretagne (9 %), la République fédé-

rale allemande (7 %). Si l'on compte cette aide en pourcentage du revenu national, la France vient au premier rang (avec 2,2 % du produit national), suivie de la Grande-Bretagne (1,1 %), des Etats-Unis (0,9 %), de la République fédérale allemande (0,8 %).

## ETRANGER

### ALGERIE

D. 5 FEV. — Les élections communales de ce jour (10 158 sièges à pourvoir) ont enregistré, malgré les consignes d'abstention données par les mouvements d'opposition, une participation de 73 %, ce qui est interprété comme un succès par le gouvernement. Quatre Français naturalisés ont été élus, dont deux prêtres : à Belcourt, l'abbé Scotto, ancien curé de Bab el Oued, élu premier de la liste, avec la totalité des suffrages (18 404), aucun électeur n'ayant rayé son nom ; à Tablat, l'abbé Courbon, connu parmi la population sous le surnom de P. Youcef, élu troisième de la liste.

M. 8 FEV. — De la base d'Hammaquir (Sahara), lancement, par une fusée « Diamant », du satellite « Diadème D1 C » en vue d'expériences de triangulation géodésique par rayons laser qui seront suivies par toutes les stations du Centre national d'étude spatiale dispersées à travers le monde.

M. 15 FEV. — A Hammaquir, lancement d'un second satellite « Diadème D1 D » pour des expériences semblables à celles poursuivies avec succès par le satellite précédent. Ce lancement est le dernier à être effectué du Sahara, la base d'Hammaquir devant fermer ses portes le 1<sup>er</sup> juin prochain.

### BERLIN

— Mort, à Berlin, le 31 janvier, du D<sup>r</sup> Otto Dibelius, ancien évêque évangélique de Berlin-Brandebourg (1945-1966), qui occupa la présidence de l'Eglise évangélique allemande de 1949 à 1962, âgé de quatre-vingt-six ans. Il était né à Berlin le 15 mai 1880. En 1933, il avait été destitué de ses fonctions de chef de l'Eglise de la province de Brandebourg pour avoir pris violemment position contre le régime hitlérien. Sous le III<sup>e</sup> Reich il organisa, avec le pasteur Niemöller, « l'Eglise confessante », mouvement de résistance à l'idéologie nazie ; il fut arrêté à plusieurs reprises. Il eut de sérieux différends avec le régime communiste de l'Allemagne de l'Est. En février 1960, le parquet de Berlin-Est avait ouvert une instruction contre lui après la publication de sa lettre traitant « du pouvoir temporel », dans laquelle il affirmait la primauté de la conscience chrétienne devant un régime totalitaire. Le 11 juillet suivant, il avait donné sa démission de président de la Conférence des évêques protestants de l'Allemagne de l'Est en raison de ces différends. Premier chef d'une église non catholique à entrer au Vatican depuis la Réforme, il avait, le 23 janvier 1956, rendu visite à titre privé au Pape Pie XII. Il avait présidé le Conseil œcuménique des Eglises lors de sa cons-

titution en 1948 et fut l'un de ses six présidents, de 1954 à 1961.

La D. C. a publié ■ prise de position sur la « Jugendweihe » (1955, col. 423) ; son récit et des commentaires sur sa visite à Pie XII (1956, col. 413 ; 1960, col. 1572 ; 1962, col. 148) ; sa lettre au cardinal Frings sur la fermeture du séminaire protestant de Madrid (1956, col. 866) ; sa conférence à la Sorbonne : « Un témoignage protestant sur l'Allemagne d'aujourd'hui » (1960, col. 1443) ; ■■ exposé sur le baptême différé chez les protestants allemands (1962, col. 249, note 14).

### CANADA

— La direction générale des relations culturelles au ministère français des Affaires étrangères fait connaître qu'elle a reçu de nombreuses propositions de postes d'enseignants pour le Canada qui seront disponibles à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1967 dans des universités, des établissements secondaires, des écoles normales et attribués à des professeurs agrégés ou certifiés (lettres classiques ou modernes, philosophie, anglais) ou à des instituteurs. Les candidats doivent s'adresser au ministère des Affaires étrangères, service de l'enseignement, bureau du recrutement, 23, rue Lapérouse, Paris-8<sup>e</sup>. (L'Education nationale, 19 janvier.)

### ETATS-UNIS

J. 2 FEV. — Le film de Fred Zinneman « A man for all seasons », qui avait reçu il y a quelques semaines le prix de la critique new-yorkaise, a été primé une nouvelle fois par l'Office catholique national américain du cinéma qui l'a désigné comme le meilleur film de l'année. La Commission similaire du Conseil national des Eglises, qui groupe 31 Communautés protestantes et orthodoxes, ■ fait le même choix.

D. 5 FEV. — A Cap Kennedy, lancement du satellite « Lunar Orbiter III », dont la mission est de prendre et de transmettre des photographies de la zone équatoriale de la Lune choisie pour les atterrissages des futurs cosmonautes du programme « Apollo ».

— Pour la première fois, le Saint-Siège a autorisé une université catholique, l'Institut Fordham, la plus importante université catholique des Etats-Unis à appeler un professeur non catholique romain à faire partie du corps professoral. Il s'agit du pasteur luthérien Robert Wilken, qui enseignera la patristique. (S. C. P. I., 9 février.)



GRANDE-BRETAGNE

— Le R. P. Fernandez, maître général de l'Ordre dominicain, a relevé de ses fonctions le R. P. McCabe, dominicain anglais, rédacteur en chef de la revue *New Blackfriars*. Cette décision a été prise à la suite d'un article dans lequel le P. McCabe manifestait une compréhension jugée excessive pour l'apostasie de l'abbé Charles Davies (cf. D. C. n° 1489, col. 447) et pour les reproches adressés par ce dernier à l'Eglise catholique. Cette mesure a causé de profonds remous dans l'opinion anglaise. Le Dr Bryden, président de la *Newman Association* (Centre des intellectuels catholiques), est allé à Rome remettre au P. Fernandez une pétition contre sa décision, revêtue de 850 signatures.

S. 4 FEV. — A Bournemouth (Angleterre), mort de M. Albert William Thomas Orson, C. B. E., général de l'Armée du Salut, de 1946 à 1954, âgé de 80 ans. Dirigeant le plus populaire de l'Armée du Salut, il est l'auteur de plus de 250 hymnes, dont beaucoup sont encore chantées par l'Armée du Salut et d'autres groupements religieux. (S. OE. P. I., 16 février.)

J. 9 FEV. — A Londres, au cours d'une conférence de presse, M. Kossyguine expose un plan soviétique pour le règlement du conflit du Vietnam, en trois étapes : arrêt inconditionnel des bombardements aériens sur le Nord-Vietnam ; initiative de la Grande-Bretagne et de l'U. R. S. S., en qualité de co-présidents de la Conférence de Genève, en vue de pourparlers préliminaires ; entre ces deux étapes, « désescalade » de la part du gouvernement de Hanoï et du Vietcong.

ISRAEL

— Le nouveau Musée d'Israël, situé à Jérusalem sur une colline qui domine la vallée de la Croix, a été ouvert au public. Il comporte quatre sections : 1° Le musée biblique et archéologique avec quinze pavillons d'objets provenant de toutes les régions de la Terre sainte ; 2° Le musée Bezalel d'art, dont les treize pavillons abritent de remarquables collections d'art religieux juif, d'art du Proche-Orient et d'art moderne ; 3° Le jardin Billy-Rose, aménagé en terrasses où sont disposés les sculptures (entre autres celles de la collection d'œuvres modernes offertes par M. Rose), les plâtres originaux de Jacob Einstein ; et d'autres œuvres qui ne sauraient être exposées en plein air sont mises à l'abri dans des pavillons fermés ; 4° Le « Sanctuaire du livre », construit spécialement pour les sept manuscrits de la mer Morte que l'on peut voir ensemble avec les lettres de Bar Kokhba et d'autres documents et objets de l'époque. (B. I. P., 7 février.)

ITALIE

— A Rome, le 2 décembre 1966, s'est réuni au Siège international de l'Union missionnaire du clergé le Comité international des Frères enseignants où les délégués de chaque institut s'informent mutuellement de leurs réalisations pour développer l'esprit missionnaire chez leurs élèves et aussi des activités apostoliques de leurs Frères en pays de mission. Voici la situation des principaux instituts présents à cette réunion :

INSTITUTS	MEMBRES	EN PAYS de mission	AUTOCHTONES
Fr. des écoles chr.....	17 787	6 346	2 974
Frères Maristes .....	10 356	888	388
Frères du Sacré-Cœur ...	3 086	461	222
Frères Marianistes .....	3 248	221	104
Chr. Brothers Ireland ...	3 900	287	81
Frères de Saint-Gabriel ..	1 794	494	310
Fr. de la Charité-Gand ..	1 500	189	66
Fr. de Saint-Fr.-Xavier...	880	74	14
Fr. de la Miséricorde ....	314	27	15
(Documents-U. M. C., février.)			

MACAO

— « Fides Informations » (11 février) publie une interview du P. Ruiz, S. J., missionnaire à Macao depuis 1951. Les réfugiés chinois à Macao sont aujourd'hui au nombre de 72 664 (2 616 sont arrivés en 1966, dont 72 seulement étaient munis d'un visa régulier). Beaucoup, parmi ces réfugiés déshérités qui ont été assistés par la Casa Ricci (œuvre d'assistance aux pauvres de Macao), restent à sa charge. Il existe à Macao 11 écoles dirigées par le clergé séculier ou par des congrégations religieuses et qui totalisent 14 000 élèves. Parmi les réfugiés, 25 000 ont passé par le catéchuménat dans ces dernières quatorze années, et au moins 4 300 d'entre eux ont été baptisés, car d'autres ont reçu le baptême à Hong-kong ou ailleurs. Dans l'église Saint-Augustin, six messes avec sermon (dans la langue de Canton) sont célébrées chaque dimanche et l'on peut estimer que 92 000 communions sont distribuées chaque année.

MEXIQUE

J. 9 FEV. — Mgr Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca, a défendu avec énergie les expériences de psychanalyse qui se poursuivent au couvent bénédictin de Cuernavaca ainsi que dans le Centre psychanalytique « Emmaüs » récemment créé à proximité du monastère et à l'initiative de son supérieur, dom Grégoire. L'évêque a précisé qu'il était faux d'affirmer que parmi les moines qui ont décidé d'abandonner le monastère il se trouvait des prêtres. Il a souligné qu'une seule femme, Mme Smuts, collaboratrice du docteur Quevedo, exerce la psychanalyse soit au monastère, soit au Centre « Emmaüs ». (Certains ont en effet affirmé que les psychanalistes étaient en majorité des femmes.) Le 10 février, Mgr Vallainc, responsable de la salle de presse du Saint-Siège, évoquant une nouvelle fois les expériences de Cuernavaca, a confirmé que la question était encore à l'examen de la Commission cardinalice qui en a été saisie. (D'après « Kipa-Concile », 9 et 10 février.)

MONACO

J. 9 FEV. — A Monte-Carlo, l'Association catholique internationale pour la radio et la télévision UNDA a participé au 7<sup>e</sup> Festival international de télévision (31 janvier-9 février) qui a examiné plus de soixante documents provenant de vingt-cinq pays. Trois ont retenu l'attention du jury de UNDA par leur inspiration profondément chrétienne et leur contribution au développement des valeurs humaines : « Es Asfalto », de la TV espagnole ; « François d'Assise », de la TV italienne, qui ont reçu chacun



une « colombe d'argent » ; et « le Chariot », de la TV polonaise, auquel ■ été attribué une « mention spéciale ».

## PHILIPPINES

S. 11 FEV. — Dû à l'initiative de l'épiscopat philippin, un *Congrès de développement rural* — le premier de ce genre tenu dans un pays asiatique — s'est tenu à *Manille*. Pendant six jours, il a étudié les mesures propres à améliorer la situation morale et économique de la paysannerie philippine. Le Congrès a décidé la création d'un *Secrétariat catholique de développement rural*. (Cf. *Supra*, col. 519, la lettre pontificale adressée au cardinal Santos.)

## POLOGNE

M. 15 FEV. — A *Varsovie*, ouverture de la *Conférence plénière extraordinaire de l'épiscopat polonais*. Arrivé la veille, *Mgr Agostino Casaroli*, sous-secrétaire aux Affaires ecclésiastiques extraordinaires, y participe. Le thème des travaux de la conférence n'est pas connu et les débats se déroulent à huis clos. Mais on peut admettre que le sujet principal à l'ordre du jour est celui des *relations entre l'Eglise et l'Etat*. *Mgr Casaroli* aurait à exposer aux évêques le point de vue du Saint-Siège et à prendre connaissance de l'opinion de l'épiscopat quant à la signature d'un accord entre la Pologne et le Saint-Siège. *Mgr Casaroli* ■ déjà négocié un accord avec la Hongrie et un accord avec la Yougoslavie. Il participait à la rencontre entre Paul VI et M. Podgorny.

## PORTUGAL

— Le 11 décembre dernier, *Mgr Manuel Mendes Das Neves*, prêtre angolais, âgé de soixante-seize ans, est décédé dans sa résidence surveillée de *Braga*. Vicaire général de *Luanda (Angola)*, il avait, au printemps 1961, été arrêté et emprisonné sous l'inculpation de participation à la rébellion. Transféré au Portugal, il fut d'abord détenu en prison, puis relégué en résidence surveillée à *Soutelo* où il a succombé à une crise cardiaque. Les autorités ont refusé le transfert de sa dépouille dans son pays natal demandé par l'archevêque de *Luanda*. Il fut enterré en secret en pleine nuit dans un petit cimetière de village. (D'après « *Afrique nouvelle* », 2 février.)

## U. R. S. S.

J. 9 FEV. — *Ultimatum à la Chine*. Réagissant aux provocations chinoises contre son ambassade à *Pékin*, ses diplomates et les membres de leurs familles, le gouvernement soviétique remet à l'ambassade de *Chine à Moscou* une note énergique exigeant dans le plus bref délai la fin de ces exactions et se réservant le droit, si ce n'est fait, de prendre les mesures nécessaires.

## VIETNAM

M. 8 FEV. — Ouverture de la *trêve du Tet*. Arrêt des hostilités au Sud et des bombardements aériens au Nord qui sera observé par les forces américaines et sud-vietnamiennes durant quatre jours.

D. 12 FEV. — Fin de la *trêve du Tet*. Reprise des opérations militaires au Vietnam-Sud contre le Vietcong.

L. 13 FEV. — Reprise des *bombardements aériens* américains sur le Vietnam-Nord.

## HIERARCHIE

## ET TERRITOIRES ECCLESIASTIQUES

■ *L'Osservatore Romano* ■ annonce :

— Démission, pour raison de santé, de *Mgr Jaime Garcia Goulart*, évêque de *Dili (île de Timor, Portugal)* depuis 1945, âgé de cinquante-neuf ans. Son coadjuteur, *Mgr José Joaquim Ribeiro*, lui succède de plein droit. — Mort, le 30 janvier, de *Mgr Daniel Figueroa Villon*, ancien évêque de *Huancayo (1946-1956)*, évêque de *Chiclayo (Pérou)* depuis 1956, âgé de soixante-quatre ans. (O. R., 1<sup>er</sup> février.)

— *Mgr Andrea Pangrazio*, archevêque de *Gorizia* et *Gradisca*, est nommé évêque du diocèse suburbicaire de *Porto et Santa Rufina*, tout en conservant son titre d'archevêque « ad personam ». (O. R., 3 février.)

— *Mgr Victor Frédéric Foley*, S. M., archevêque de *Suva (îles Fidji, Océanie)*, ■ été transféré le 1<sup>er</sup> janvier 1967 au siège archiepiscopal titulaire de *Gortyna*. (O. R., 4 février.)

— *Mgr Agostino Ferrari Toniolo*, secrétaire des Semaines sociales des catholiques d'Italie, est nommé évêque auxiliaire de *Mgr Baratta*, archevêque de *Pérouse*, administrateur apostolique « sede vacante » des diocèses de *Gubbio* et de *Citta di Castello (Italie)*. (O. R., 5 février.)

— *Mgr Wladyslaw Jedruszok*, jusqu'ici auxiliaire de *Mgr Krzywicki* (décédé), administrateur apostolique du diocèse de *Pinsk*, est nommé administrateur apostolique de ce diocèse. La plus grande partie du diocèse, y compris la ville épiscopale, se trouve en territoire soviétique ; l'administrateur apostolique réside à *Drohiczyn*, en Pologne. (O. R., 6-7 février.)

— Mort, le 6 février, de *Mgr Wojciech Tomaka*, évêque auxiliaire de *Przemysl des latins (Pologne)*, depuis 1933, âgé de quatre-vingt-douze ans. (O. R., ■ février.)

— Mort, le 7 février, de *Mgr Charles Heerey*, C. S. Sp., archevêque de *Onitsha (Nigéria)* depuis 1950, âgé de soixante-seize ans. — Mort, le 8 février, des suites d'un accident de la route, de *Mgr Fortunato Da Veiga Coutinho*, coadjuteur (1962-1964), puis évêque de *Belgaum (Inde)* depuis le 15 mars 1964, âgé de quarante-six ans. (O. R., 10 février.)

— A *Rome*, le 9 février, mort du cardinal *Santiago Luis Copello*, chancelier de la Sainte Eglise romaine, âgé de quatre-vingt-sept ans (O. R., 10 février). Né à *San Isidro* (province de *Buenos-Aires*, Argentine) le 7 janvier 1880, il fit ses études et fut ordonné prêtre à *Rome* le 28 octobre 1902. De retour dans son pays, avec les grades de docteur en philosophie et en théologie, d'abord secrétaire de l'évêché, il fut nommé, le ■ novembre 1918, évêque auxiliaire de *La Plata (A. A. S., 1919, p. 7)* et sacré le 30 mars 1919. Le 15 mai 1928, il était nommé évêque auxiliaire et vicaire général de *Buenos-Aires (A. A. S., 1928, p. 195)* ; vicaire capitulaire le 2 août 1932, il en était promu archevêque le 20 octobre suivant (A. A. S., 1932, p. 406). Il fut créé cardinal par Pie XI le 16 décembre 1935 (A. A. S., 1935, p. 457). Le 19 avril 1956, à l'époque des troubles d'Argentine et de la chute de *Peron*, il abandonna, pour raison de santé, ■ charge archiepiscopale. Le 25 mars 1959, Jean XXIII l'appela à la Curie et lui confiait la charge de chancelier de la Sainte Eglise (A. A. S., 1959, p. 438). Le cardinal était retourné en Argentine en 1960 pour fêter le 40<sup>e</sup> anniversaire de sa consécration épiscopale ; il y avait reçu des autorités et du



peuple un accueil triomphal. On l'avait vu pour la dernière fois en public, à Rome, le 12 janvier dernier, lors de l'inauguration de l'Exposition du Livre juridique argentin. Le cardinal Copello était membre des congrégations romaines : Consistoriale, de la discipline des Sacrements, des Religieux, des Affaires ecclésiastiques extraordinaires et de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canonique. Il avait été membre de la Commission centrale préparatoire du Concile. « *La D. C.* » a publié ses lettres sur la question sociale en Argentine (t. XXVI, 1936, col. 662), sur l'Action catholique (1939, col. 677) ; ses lettres pastorales à la suite des troubles d'Argentine au mois de juin 1955 (1955, col. 1524) et son message au peuple argentin lors de la chute de Peron (1955, col. 1528).

— Mgr Bernardo José Bueno Miele, évêque auxiliaire de Campinas, est promu archevêque coadjuteur, avec droit de succession, de Mgr Da Cunha Vasconcelos, archevêque de Ribeirão Preto (Brésil). (O. R., 11 février.)

— Mgr Jaime L. Sin, recteur du séminaire Saint-Pie-X, à Roxas City (diocèse de Capiz), est nommé évêque auxiliaire de Mgr Cuenco, archevêque de Jaro (Philippines). (O. R., 12 février.)

— Démission du cardinal Feltrin de sa charge d'Ordinaire pour les catholiques de rite oriental résidant en France, et nomination, le 13 février, comme nouvel Ordinaire pour lesdits fidèles, de Mgr Veuil- lot, archevêque de Paris. (O. R., 13-14 février.)

— Mgr Robert-Joseph Coffy, supérieur du grand séminaire et vicaire général d'Annecy, est nommé évêque de Gap. (O. R., 15 février.) Le nouvel évêque naquit au Biot (Haute-Savoie) le 24 octobre 1920, dernier d'une famille de cinq enfants dont le père était un menuisier de village. Il fit ses études au petit séminaire de Thonon puis, dès 1939, au grand séminaire d'Annecy. Durant l'occupation, ses études de théologie furent interrompues par l'expérience des « Chantiers de jeunesse » ; réfractaire au S. T. O., il se réfugia et vécut clandestinement auprès de son oncle, curé de Bernex. Ordonné prêtre à Annecy, le 28 octobre 1944, il est envoyé pour deux ans aux Facultés catholiques de Lyon ; et, jeune licencié en théologie, nommé vicaire à Bernex ; l'année suivante, il est professeur au petit séminaire de Thonon. En 1948, il poursuit ses études à la « Catho » de Lyon en vue du doctorat. A la rentrée de 1949, il est nommé professeur de théologie dogmatique au grand séminaire d'Annecy ; en septembre 1952, il en devient le supérieur. Chanoine honoraire, membre du Conseil épiscopal, directeur diocésain de l'enseignement religieux, il est nommé en 1956, tout en conservant ces fonctions, vicaire général d'Annecy, puis vice-président de la Commission pastorale de liturgie et président de la Commission diocésaine pour l'Unité des chrétiens. Il est l'auteur de deux ouvrages : « *Dieu des athées : Marx, Sartre, Camus* » (1965) et « *Teilhard de Chardin et le socialisme* » (1966). Son village natal, Le Biot, qui ne compte que deux cent quatre-vingts habitants, a donné à l'Eglise dix-huit prêtres et onze religieuses, tous vivants.

avec le problème des séminaires et la situation religieuse en Pologne. Mgr Kominek vient de participer le 30 janvier à la première assemblée plénière du Secrétariat pour les non-croyants dont il est membre. (Kipa-Concile, 3 février.)

— Le 4 février, le Pape Paul VI a reçu en audience privée le sénateur américain Robert Kennedy, frère du regretté président, et s'est entretenu avec lui notamment des événements du Vietnam. (O. R., 4 février.)

— Le 7 février, le Pape Paul VI a reçu le R. P. Antoine Wenger, A. A., rédacteur en chef de « *la Croix* ». (O. R., 8 février.)

— Le 7 février, la Congrégation des Rites, réunie en séance antépréparatoire, en présence du cardinal Larraona, préfet de la Congrégation des Religieux, ponent et relateur de la cause de béatification, a discuté de l'héroïcité des vertus du serviteur de Dieu Joseph-Amand Passerat, prêtre profès de la Congrégation du Très-Saint-Rédempteur, né à Joinville (Val-de-Marne) le 30 avril 1772, mort à Tournai (Belgique) le 30 octobre 1858. Après avoir commencé ses études au séminaire de Châlons, il quitta la France durant la Révolution, passa en Belgique puis en Allemagne où il acheva ses études à Würzburg. Il entra chez les Rédemptoristes en 1796 et fut ordonné prêtre à Varsovie en 1797. Chargé de l'instruction des jeunes religieux, il devint maître des novices. En 1803, il fut nommé supérieur de la Maison du Mont-Thabor, à Jestetten, près de Schaffhouse, d'où il passa successivement à Babenhausen, près d'Augsbourg, Coire, Viège, Fribourg et La Valsainte. En 1820, il devint vicaire général de sa Congrégation au nord des Alpes avec résidence à Vienne d'où il fut chassé par la Révolution de 1848. Il renonça alors à sa charge et se retira en Belgique où il mourut après une longue maladie. Pendant son vicariat, il avait établi plus de quatre cents maisons de sa Congrégation et assuré le retour à la règle primitive.

— Le premier exemplaire du volume « *L'Attività della Santa Sede nel 1966* » a été présenté au Pape Paul VI. Cet ouvrage rassemble les discours prononcés par le Saint-Père aux audiences et les documents écrits de sa main. On y trouve en outre les actes les plus importants des différents organismes qui constituent la Curie romaine, ceux des bureaux et offices dépendant du Gouvernement du Vatican. On y apprend, notamment, que les catholiques sont actuellement au nombre de 479 568 500, ce qui représente une augmentation de 14 447 540 fidèles par rapport aux chiffres des dernières statistiques de 1963 ; que le nombre des prêtres, qui est actuellement de 346 685, marque une diminution de 313 par rapport à 1963. Que le Tribunal de la Rote a conclu à la nullité de 129 mariages sur les 201 cas qu'il a examinés pendant l'année judiciaire allant d'octobre 1965 à octobre 1966 ; et que dans 40 % des causes, les intéressés ont bénéficié de l'assistance gratuite. A la fin d'octobre 1966, les causes pendantes étaient encore au nombre de 706.

## CHRONIQUE DU SAINT-SIEGE

— Le 3 février, le Pape Paul VI a reçu en audience Mgr Kominek, archevêque polonais résidant à Wrocław (ex-Breslau). L'entretien a été mis en rapport

— *Architecture moderne et célébration chrétienne*, par D.-F. DEBUYST. — Un vol. 13,5 × 20,5 cm, de 64 pages et 12 pages en héliogravure (32 illustrations de référence au texte). Prix : 8,40 F. Editions Biblica, Paris.



# L'Église dans le monde

## RAPPORT SUR LA MISSION DES INSTITUTS CATHOLIQUES DE FRANCE

*adopté par le Conseil  
de l'enseignement supérieur catholique (1)*

### I. — Présence de l'Eglise au monde de la pensée

1. L'Eglise n'a jamais cessé d'être attentive aux progrès de la culture humaine et au développement des sciences et des techniques. Elle considère que la présence au monde de la pensée fait partie de sa mission. Or « le genre humain vit aujourd'hui un âge nouveau de son histoire, caractérisé par des changements profonds et rapides qui s'étendent peu à peu à l'ensemble du globe... A tel point que l'on peut déjà parler d'une véritable métamorphose sociale et culturelle dont les effets se répercutent jusque sur la vie religieuse (2) ».

2. Dès leur fondation les instituts catholiques ont été l'un des moyens d'assurer cette présence. Ils cherchèrent aussi à offrir aux étudiants l'accès à un enseignement supérieur en milieu typiquement chrétien. Il a pu parfois en résulter un développement trop exclusif des tâches de scolarisation. L'*aggiornamento* n'est pas autre chose que le retour à l'intention primordiale avec le souci d'une adaptation des instituts catholiques à la pastorale actuelle de l'Eglise dans un esprit missionnaire.

3. De même, l'extraordinaire essor des moyens de communication sociale, la multiplication des rapports sociaux, l'interdépendance accrue de tous les problèmes provoquent l'esprit humain à se poser des questions sans cesse nouvelles et de plus en plus universelles et exigent, en contrepartie, une « éducation permanente ».

4. Cette situation retentit nécessairement sur la foi, sans cesse remise en question par le caractère évolutif de notre temps. Humainement parlant, la foi ne peut se maintenir vivante et se développer qu'en prenant la mesure des problèmes actuels et en cherchant à répondre, selon son mode propre, aux interrogations fondamentales du monde.

5. Plus que jamais, l'Eglise se doit — par tous moyens institutionnels ou non — de promouvoir et de diffuser une réflexion chrétienne et un enseignement adaptés à la situation présente. Ce devoir est particulièrement impérieux pour l'Eglise en France, du fait de ses traditions et aussi en réponse aux appels qui lui sont adressés d'autres pays.

(1) Texte original.

Le Conseil de l'enseignement supérieur catholique a été créé par la VI<sup>e</sup> Assemblée plénière de l'épiscopat français, en mai 1964 (cf. D. C. 1964, n° 1426, col. 760). Il est présidé par Mgr Veuillot, en sa qualité de président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire.

(2) *Gaudium et Spes*, n° 4, § 2.

### II. — Tâches actuelles des instituts catholiques en France

6. Pour remplir cette mission, les instituts catholiques sont des instruments privilégiés. Institutions d'enseignement supérieur et de recherche, ils doivent être des organismes permanents de confrontation entre le monde moderne et la foi, chrétienne, favorisant l'échange des idées et la rencontre de tous les hommes soucieux de dialogue et d'information.

7. Ils doivent diffuser la pensée chrétienne dans un langage accessible à nos contemporains. En outre, ils participent d'une manière désintéressée à l'accroissement des connaissances humaines et s'efforcent de les intégrer dans une perspective de foi. Il leur faut donc être largement ouverts à leur temps pour y discerner les appels de Dieu.

8. Leur mission concerne les étudiants, autant dans leurs exigences de formation que dans leurs besoins de culture. Elle s'étend aussi pour les mêmes raisons et avec une urgence accrue aux adultes. Elle ne saurait se désintéresser de l'information du grand public.

9. Attachés au principe de la liberté de l'enseignement, les instituts catholiques entendent collaborer avec les organismes publics et privés qui s'intéressent au développement de la culture et de la science. D'une façon particulière, ils se tiennent en liaison étroite avec les organismes de recherche et de diffusion de la pensée chrétienne.

10. Jouant leur rôle propre dans l'unique mission de l'Eglise sous l'autorité de l'épiscopat, ils jouissent de l'autonomie nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

### III. — Exigences découlant de cette mission

11. La mission ci-dessus définie peut revêtir des modalités d'application diverses selon les lieux et les contextes sociologiques.

De nos jours, elle suppose obligatoirement et de façon complémentaire une recherche et un enseignement de niveau supérieur.

Cette entreprise sera orientée de façon privilégiée vers les domaines qui intéressent plus directement la doctrine et la vie de l'Eglise et met en cause la mission chrétienne de l'homme et du monde.

Elle s'attachera aux aspects qui présentent une acuité particulière pour la mentalité moderne.

12. La distinction nécessaire entre sciences sacrées et profanes ne doit cependant pas conduire à isoler les deux domaines.

Un contact étroit doit être entretenu entre elles. C'est pourquoi l'on doit assurer aux enseignements donnés dans les instituts catholiques une certaine universalité. La détermination concrète de celles-ci appelle d'ailleurs une étude approfondie à l'occasion de laquelle la question des rapports entre l'effort humain et l'attitude religieuse ne saurait être évitée.

Dans la mesure où telle discipline de caractère profane n'est pas enseignée par les instituts catholiques, ceux-ci ont pour mission de répondre aux besoins qu'exprimeraient, dans le domaine de la foi, des établissements d'enseignement supérieur, notamment en



instantané avec eux des liens d'ordre essentiellement intellectuel et spirituel.

13. Les instituts catholiques apporteront une attention accrue à la formation intellectuelle, doctrinale et pastorale du clergé, des religieux et des religieuses et à la mise à jour permanente de cette formation.

14. L'exercice de cette mission s'étend non seulement à la ville où est implanté l'institut catholique, mais à l'ensemble des diocèses qui constituent sa région universitaire.

#### IV. — Applications pratiques

15. La poursuite de ces objectifs exige un examen attentif de la situation propre à chacune des facultés, écoles ou instituts ainsi que de leurs relations mutuelles, en fonction de la mission et des exigences ci-dessus définies.

Un tel examen doit être entrepris en tenant compte des moyens disponibles. Il doit conduire à la définition de priorités, voire à la suppression de certaines formes d'enseignement qui répondent à des besoins moins urgents. La création de centres de recherche et de rencontres, où seront associées les sciences sacrées et les disciplines profanes, appelle des structures d'un genre nouveau, le partage des activités entre facultés n'y étant pas favorable. Il convient à cette occasion de promouvoir le caractère spécifique de l'enseignement donné dans les instituts catholiques.

Les décisions à intervenir, après consultation des responsables, ne sauraient perdre de vue les devoirs qu'imposent en tout cas le respect de la valeur que ces divers organismes représentent et la sauvegarde des intérêts légitimes de tous ordres dont ils sont l'expression.

16. La poursuite de ces objectifs exige en outre la collaboration et l'harmonisation des différents instituts catholiques et grandes écoles. Il importe de se répartir les tâches de promouvoir les initiatives communes et les échanges de professeurs.

17. La poursuite de ces objectifs exige enfin la coordination de l'action des instituts catholiques avec d'une part les séminaires diocésains, d'autre part les maisons d'études des ordres religieux et en général tous les organismes qui jouent un rôle dans la diffusion de la pensée catholique.

18. Une mission de cette ampleur suppose un corps enseignant qui puisse participer à cet effort de mise à jour, ce qui exige un nombre suffisant de professeurs recevant une rémunération leur permettant de se consacrer aux tâches universitaires.

Paris, le 18 novembre 1966.

### APPEL ŒCUMENIQUE POUR LE RESPECT DE LA VIE SUR LES ROUTES

*Les trois Eglises chrétiennes reconnues par la législation suisse publient en commun l'appel que voici :*

La vie humaine, ce don de Dieu, est aujourd'hui exposée, dans une mesure toujours plus effrayante, aux dangers de la circulation. Le 60 % des accidents de la route est causé par des fautes imputables à l'être humain. Et pourtant, ce n'est pas dans l'intention de tuer que le conducteur se met au volant, ni pour courir au suicide que le piéton traverse une rue.

Quelle est la cause de l'inquiétante augmentation des accidents routiers? Ne réside-t-elle pas dans l'affaiblissement de ce sens des responsabilités qui devrait être ancré au plus profond de notre conscience? On joue trop facilement avec le danger. Et c'est, soudain, le sang et même la mort. Il suffit d'un instant pour que des malheurs s'abattent sur une famille, avec leur cortège de souffrances, de larmes et de deuils. Trop souvent, des enfants ou des vieillards sont touchés.

Maître de la vie et de la mort, Dieu — qui nous a fait don de l'existence — nous prescrit de respecter et de protéger ce bien précieux. Le commandement : « Tu ne tueras pas » exprime la volonté d'un Dieu qui aime les hommes et veut les amener au respect et à l'amour mutuels.

Les dangers de la circulation constituent un fait nouveau. Or, il semble que beaucoup d'entre nous n'en ont pas encore pris conscience. Les mesures toujours plus sévères prévues par la loi n'ont guère réussi à nous faire réfléchir et à changer notre comportement.

Il est urgent que des voix toujours plus fortes et insistantes s'élèvent pour exiger la protection de la vie sur nos routes et dans nos rues. En étroite collaboration avec les autorités civiles, les trois principales confessions chrétiennes se sont unies pour adresser cet appel lu aujourd'hui dans toutes les églises du pays.

Elles vous demandent de réfléchir, au plus près de votre conscience, aux questions que voici :

En vous mettant au volant, vous demandez-vous si vous êtes en mesure de conduire, si votre vie et celle des autres ne sont pas mises en péril par un abus d'alcool, de tranquillisants ou de stimulants, par une fatigue excessive ou une déficience de santé?

Sur la route, ne vous laissez-vous pas griser par la vitesse et ne prenez-vous pas des risques inutiles en opérant des dépassements téméraires?

Et vous, piétons, observez-vous strictement les règles de la circulation, ce qui est la plus élémentaire des prudenances?

Automobilistes et piétons, prenons conscience de nos responsabilités réciproques; respectons notre vie et celle des autres!

Nous demandons à Dieu que son Saint-Esprit nous inspire à tous la prudence et l'amour du prochain.

LE CONSEIL DE LA FÉDÉRATION  
DES EGLISES PROTESTANTES DE LA SUISSE,  
pasteur *Alexandre LAVANCHY*, président.

LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES SUISSES  
DE L'EGLISE CATHOLIQUE,  
Mgr *Angelo JELMINI*, président.

L'EGLISE CATHOLIQUE CHRÉTIENNE DE LA SUISSE,  
Mgr *Urs KURY*, évêque.

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue  
Bayard, Paris 8<sup>e</sup>. Le directeur : J. GÉLAMUR.



France et Communauté : 1 an, 27,50 F. ; 6 mois, 14 F. Canada et U. S. A. : 1 an, 10 dollars. « Periodica », 5090, av. Papineau, Montréal 34. Suisse : 30 FS. Belgique : le n° : 20 FB ; l'abt 1 an : 358 FB ; 6 mois : 182 FB. Aut. pays : 1 an, 34,50 F. ; 6 m. 17,50 F.

**PRIX DU NUMÉRO** : France : 1,25 F (étranger 1,45) pour l'année en cours. Numéros des années précédentes, 1,50 F l'exemplaire. Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois

**Reliure mobile** : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non millésimé. Prix : 7,30 F. net. Franco : 9 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

## SOMMAIRE DU N° 1 490 - 19 MARS 1967

- 481 **Le XIX<sup>e</sup> centenaire du martyre de S. Pierre et de S. Paul.** Exhortation apostolique « *Petrum et Paulum* » (22 février 1967).
- 489 **Allocutions prononcées au cours des audiences générales :** la chaire de S. Pierre (22 février) ; l'année de la foi (1<sup>er</sup> mars).
- 493 **Allocution à la Commission d'étude pour le diaconat permanent** (24 février).

### ACTES DE S. S. PAUL VI

- 495 **Instruction « Musicam sacram »** sur la musique dans la liturgie.
- 511 **Les mariages mixtes entre catholiques et orientaux non catholiques.** Décret de la Congrégation pour l'Eglise orientale.
- 513 **La Journée mondiale des communications sociales.** Lettre de la Commission pontificale pour les communications sociales.
- 519 **Le développement rural.** Lettre pontificale.

### ACTES DU SAINT-SIÈGE

#### LA FOI

- 523 **Respect et amour de la doctrine de la foi.** Note du Bureau d'études doctrinales et pastorales du Conseil permanent de l'épiscopat français.
- 529 **L'évêque et la foi.** Allocution de Mgr Veuillot.
- 533 **Lettre des évêques autrichiens à leurs prêtres.**

### QUESTIONS ACTUELLES

#### LE CINQUANTENAIRE DES APPARITIONS DE FATIMA.

- 541 **A propos du secret de Fatima.** Allocution du cardinal Ottaviani.
- 546 **Fatima devant l'Eglise et le monde.** Allocution du cardinal Cerejeira.

\*  
\*\*

- 553 **La première Assemblée plénière du Secrétariat pour les non-croyants.**
- 556 **Deux documents sur la politique antireligieuse en U. R. S. S.**
- 559 **Liste des lettres pastorales de Carême.**
- 561 **Responsabilité civile du desservant d'une église communale.** Arrêt de la Cour de cassation.
- 563 **Evénements et informations** (1<sup>er</sup>-15 février).
- 575 **L'Eglise dans le monde :** Rapport sur la mission des instituts catholiques de France, adopté par le Conseil de l'enseignement supérieur catholique ; appel œcuménique pour le respect de la vie sur les routes.